

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCE HUMAINES, SOCIALES ET
EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORAL HUMAINES
ET SOCIALES

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE



UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POSTGRADUATE SCHOOL FOR
THE SOCIAL AND EDUCATIVE
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNITY
FOR SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF SOCIOLOGY

**APPROPRIATION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX SOCIAUX
NUMÉRIQUES COMME MÉDIUM DE COMMUNICATION
DE LA CRISE POLITIQUE EN REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE (RCA)**

Mémoire présenté et soutenu le 07 Septembre 2022 en vue de l'obtention du

Diplôme de Master en sociologie

Spécialité : Sociologie Politique

Par

YAPELE Max Rufin

Titulaire d'une licence en Sociologie

Matricule : 17N805

MEMBRES DU JURY

Président : LEKA ESSOMBA Armand (MC), Université de Yaoundé I

Rapporteur : NNA NTIMBAN Albert (MC), Université de Yaoundé I

Examineur : NGUEULIEU Elias Perrier (CC), Université de Yaoundé I



Septembre 2022

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
DEDICACE.....	ii
REMERCIEMENT	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DE GRAPHIQUES	vii
LISTE DE PHOTOGRAPHIES.....	viii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
PREMIERE PARTIE : ÉMERGENCE ET PANORAMA DES COMMUNAUTÉS VIRTUELLES EN CENTRAFRIQUE.....	25
CHAPITRE II - RESEAUX SOCIAUX COMME SUPPORT DE LA COMMUNICATION DE LA CRISE MILITARO-POLITIQUE (CRISE POLITIQUE).....	41
CHAPITRE III : QUI SONT LES INTERNAUTES ?	72
CHAPITRE IV : ENJEUX DE L’USAGE DES RESEAUX SOCIAUX NUMERIQUES LORS DE LA CRISE POLITIQUE	87
CONCLUSION GÉNÉRALE	98
BIBLIOGRAPHIE	104
ANNEXES	119
TABLES DES MATIERES.....	128

À

Mes parents et mon tuteur feu Mamouda Ali

REMERCIEMENT

Je tiens tout d'abord à exprimer toute ma considération et ma reconnaissance à mon directeur de mémoire, le **Professeur Albert NNA NTIMBAN**, pour m'avoir accompagné et soutenu le long de mes recherches. En acceptant de me diriger, m'encadrer, vous avez cru en moi et en mon sujet de mémoire. Vous avez su m'enseigner la précision et la rigueur de la connaissance sociologique. Vos critiques ainsi que chacune de vos remarques m'ont permis de progresser.

Je remercie sincèrement les professeurs Christian BIOS NELEM, Armand LEKA ESSOMBA, Docteur Ngueulieu Elias Perrier et Madame Caroline NGAMCHARA qui ont accepté d'être conseillers épistémologiques et méthodologiques dans ce travail de recherche.

Mes remerciements vont également à la Docteure Ferdaws LOUHICHI, Révérend Père Lambert KETTE, qui me fait un réel honneur d'avoir accepté de lire ce fragment scientifique.

Je tiens à remercier la famille du défunt Ali MAMOUDA et en particulier ABOUBACAR, AWAL, ALI, Maître John Juste BELL HAGBE et son épouse, pour m'avoir ouvert la porte de leur demeure et m'avoir permis d'entreprendre ce mémoire. Plus qu'un support psychologique, je remercie José Richard POUAMBI, Directeur du Haut Conseil de la Communication, Dieudonné YOUMBOLO, Directeur Général de la SOCATEL, Stéphan Michael MAMADOU GOUNDY, de m'avoir facilité l'accès aux certaines personnalités politiques, pour me faire avancer dans le terrain de ma recherche.

J'exprime également toute ma reconnaissance aux messieurs André Touramitouya, Issakha Abdramane Suguer, Romuald Davy Diallo, Benoit Doumia, Alphonse Amoda, Madame Colombe Délivrance BOUNOU pour leurs soutiens multiformes. Et tous ceux qui, de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce travail de recherche et dont les noms n'ont pas été cités.

Enfin, je voudrais adresser mes remerciements à tous les enquêtés qui ont accepté de participer à mes entretiens. Je n'oublie pas mes parents, mes frères, mes sœurs et mes ami(e)s qui ont toujours su me faire confiance dans tous les projets que je souhaitais entreprendre. Leur soutien, encouragement et amour depuis toutes ces années d'étude ont été pour moi la structure fondatrice de ma personne et de mes actes. Votre présence dans les moments les plus difficiles m'a donné la force de ne jamais m'arrêter dans la poursuite de mes rêves. Merci

SIGLES ET ACRONYMES

ACAP	: Agence Centrafricaine de Presse
AEF	: Afrique Equatoriale Française
AGD	: Anicet Georges Dologué
ANA	: Aïmons Notre Afrique
ARCEP	: Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de Postes
ARPANET	: Advanced Research Project Agency
ART	: Agence de Régulation des Télécommunications
BBC	: British Broad Casting Corporation
BEAC	: Banque des Etats de l’Afrique Centrale
CARIM	: Centre d’Analyse et de Recherche Interdisciplinaire sur les Médias
CEAC	: Communauté des Etats de l’Afrique Centrale
CECA	: Conférence des Evêques de Centrafrique
CEI	: Commission Electorale Indépendance
CEVIPOF	: Centre d’Etudes de la Vie Politique Française
CJCLD	: Consortium des Journalistes Centrafricains Contre la Désinformation
CNC	: Corbeau News Centrafricain
CPC	: Coalition des Patriotes pour le Changement
CPI	: Cour Pénal International
COD-2020	: Coalition de l’Opposition Démocratique 2020
COVID 19	: Coronavirus disease 2019
ENAM	: Ecole Normale et de l’Administration de la Magistrature
ENERCA	: Energie Centrafricaine
FACA	: Force Armée Centrafricaine
FAI	: Fournisseur d’Accès à l’Internet
FPDC	: Front Démocratique du Peuple Centrafricain
FPRC	: Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique
GSTC	: Groupe de Travail de la Société Civile
HCC	: Haut Conseil de la Communication
IFSF	: Internet Fixe Sans Fil
KNK	: Kwa Na Kwa
MCU	: Mouvement Cœur Uni
MGR	: Monseigneur

MINUSCA : Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation de la Paix en Centrafrique

MLPC : Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

MNLC : Mouvement National de Libération de la Centrafrique

NSFNET : National Science Foundation

NTIC : Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PATRIE : Parti Africain pour la Transformation Radicale et l'Intégration des Etats

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RCA : République Centrafricaine

RFI : Radio France International

RJ : Révolution Justice

3R : Retour, Réclamation et Réhabilitation

S. D : Sans Date

SMS : Short Message Service

RNS : Réseaux Sociaux Numériques

RPRC : Rassemblement Patriotique pour le Renouveau de la Centrafrique

STS : Sociologie des Sciences et Techniques

SOCATEL : Société Centrafricaine des Télécommunications

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

TV5 : Télévision 5

UA : Union Africaine

U E : Union Européenne

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

UPC : Unité pour la Paix en Centrafrique

URCA : Union pour le Renouveau Centrafricain

LISTE DES TABLEAUX

1 Echantillonnage des catégories de personnes interviewées.....	22
2 Evolution mensuelle du nombre total des clients ayant accès à l'Internet mobile.....	31
3 Nombre des clients ayant accès aux services de l'Internet Fixe sans Fil (IFSF).....	32
4 Perception du rôle des réseaux sociaux durant la crise politique.....	92
5 Perception du rôle des réseaux sociaux dans la prise de conscience.....	93

LISTE DE GRAPHIQUES

1	Réseaux sociaux utilisés en Centrafrique.....	32
2	Durée moyenne de connexion quotidienne des internautes.....	34
3	Objectifs de l'usage des réseaux sociaux.....	37
4	Perception des internautes sur la crise militaro-politique.....	39
5	Conception des réseaux sociaux par les internautes.....	56
6	Enjeux des réseaux sociaux.....	90

LISTE DE PHOTOGRAPHIES

- 1 Capture d'écran de la descente du premier ministre, chef de gouvernement auprès des forces loyalistes à Bossembele (route Bangui- Garoua-Boulai).....44
- 2 Capture d'écran de page Facebook officielle de l'Afrique Médias.....45
- 3 Capture d'écran de page Le potentiel centrafricain.....46
- 4 Capture d'écran de la manifestation civile contre les forces extérieures et la France publiée par la presse Ndjoni Sango.....50
- 5 Capture d'écran de page Facebook d'influenceur Mbaikassi Tonzeratou.....51
- 6 Capture d'écran des vérifications des informations circulées sur la toile.....54
- 7 Capture d'écran de page Facebook de porte-parole militaire de la CPC Abakar Sabone.....96

RÉSUMÉ

Le présent travail questionne la place des réseaux sociaux comme canaux de communication de la crise politico-militaire de décembre 2020 à janvier 2022 et comment les internautes usent de cet outil pour communiquer. Dès lors ce travail se propose de supplanter toute lecture complotiste qui assigne aux réseaux sociaux une vocation exclusivement manipulateur d'objets politiques dont l'usage, par définition, ne peut être reconnu qu'ambivalent. Mais ils se présentent comme ressources pour les citoyens centrafricains d'éveiller les consciences, de transformer le comportement social et politique. Par ailleurs, les internautes ne sont pas sans ressources. Ils jouent le rôle d'éveiller la conscience. A cet effet, les pages Facebook officielles des acteurs politiques centrafricains nous ont servi l'étude de cas. En effet, notre travail s'est axé autour des questions : Quel est l'impact des réseaux sociaux numériques sur les populations centrafricaines en période de guerre ? De quelles identités sont les internautes ? Quels sont les enjeux qui peuvent découler des usages numériques dans cette crise politique ? Quelle relation se dessine-t-elle des usagers avec la crise politico-militaire ? Répondre au questionnement nous a conduit à comprendre et à expliquer comment les réseaux sociaux sont devenus un outil d'éveil de conscience ; identifier les internautes par l'étude des identités énonciatives ; analyser le rôle joué par ces usagers pendant la crise politique et enfin déterminer l'impact induit par ces usagers sur les opinions nationales.

La grille théorique mobilisée pour rendre compte de cela a tourné autour des théories des réseaux sociaux numériques : perspective de Michel Briand, des théories de la force des liens faibles de Mark Granovetter et du conflit social.

Nous avons opté pour une étude quali-quantitative. Ainsi, nous nous sommes inscrits dans la logique de l'étude empirico-inductive. Les outils méthodologiques usités sont la recherche documentaire, l'observation ethnologique en ligne, l'entretien semi-dirigé avec des auteurs ciblés (Enseignants d'Université, Etudiants, Experts, Journalistes, Hommes politiques, religieux, commerçants, influenceurs) et le questionnaire.

Les résultats de cette étude montrent aussi bien que les acteurs politiques centrafricains ont conçu les réseaux sociaux comme le support de la communication de la crise politique. Cependant, la communication numérique des acteurs politiques reste sensationnelle, tendancielle et fait rarement à la communication diplomatique et responsable. Cet engouement pour les réseaux sociaux augure donc la mise en place d'un espace sociétal égal et transparent puis le citoyen surveillant au sein duquel les citoyens sont libres de s'exprimer sur des questions sociales.

Mots-clés : Appropriation stratégique- réseaux sociaux- medium- crise politique.

ABSTRACT

The current work is questioning about social Medias place as channels of communication for December 2020 to January 2022 political and military crisis and how Internet users are using this tool to communicate. Whence the work suggests of dissuading every plotting view which assigns exclusively to social medias a manipulating vocation of political objects that they use, by definition, cannot be acknowledge as ambivalent. But they present themselves as resources for Central African citizens to build conscience, transform social and political behavior. Elsewhere, internet users do not resources. They play the role of conscience makers. At this fact, the Central African political actors' Facebook official pages have served to us as case to study. In fact, our work is redirected around the questions: What is the social media effects in centrafricAfrica during the war? What are the identities of internet users? What are their bets from which these digital uses can be generated into this political crisis? Which relationship drawn between these users and this political crisis? Answering these questionings has led us to understand and explain how social medias, becoming a tool to awake conscience; identify internet users by announced identities study; to analyze the role played by these users during the political crisis and finally determine impact introduced by these users on national opinions.

The mobilized theory scale to give account of this turned around theories about social Medias, the strength of weak ties and the conflict.

We opted for a qualitative and quantitative study. Thus, we book ourselves in the logical empirical-inductive study. The methodological tools used are documentary research, exploitation of internet users' publications during military-political crisis, semi-directed conversation with selected authors (Professors, Students, Experts, Journalists, Politicians, Religious, and Traders) and questionnaire.

This study results as well as Central African political actors show that they have conceived social Medias as support to the political crisis communication. Meanwhile, political actors' digital communication is suffering of sensational communication, trends and fact rarely diplomatic and responsible communication. This jam for social Medias favors then the set of an equal and transparent society's space and the citizen surveying inside what citizens are free and speak on social matters.

Key words: Strategic appropriation – social medias- medium- political crisis

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le secteur médiatique centrafricain a connu une forte croissance aux années 1990 par le mouvement de libéralisation qui a touché une grande partie des pays d'Afrique subsaharienne. Mais les conflits militaro- politiques et la situation économique grabataire du pays n'ont pas permis un développement durable des entreprises médiatiques.

Le paysage médiatique centrafricain est caractérisé par une offre peu abondante et fortement centralisé sur Bangui la capitale politique va connaître une sérieuse concurrence avec la montée en puissance des réseaux sociaux numériques aujourd'hui. La montée de ces réseaux sociaux (par exemple Facebook 2004 et Twitter 2006) a bouleversé l'habitude du grand public qui avait des postes récepteurs radios pour s'informer. Les médias traditionnels sont relégués au second plan face à la progression exponentielle des réseaux sociaux. La progression des réseaux sociaux a favorisé l'irruption des nouveaux acteurs qui ont de nouvelles orientations dans la construction, la diffusion et la présentation de l'actualité.

L'engouement grandissant du public centrafricain et celui de la diaspora ne se discute donc pas. Il s'explique notamment par la facilitation d'utilisation, l'accès gratuit, le manque de contrainte géographique et institutionnelle et la communication efficace et facile. Ces outils sont considérés pour ces derniers comme un outil d'alerte, un instrument très efficace pour le développement socio-économique, un support d'éveil de la conscience et d'expression des mécontentements. C'est dans le même sens que H. G. Wells perçoit bien les potentialités immenses des inventions modernes (téléphone, télégraphe, radio, avions, Internet) lorsqu'il écrit dans le New-York Times :

« Un nouveau monde s'ouvre aux méthodes politiques avec les moyens de communications modernes : la possibilité formidable que nous donnent l'imprimerie, le téléphone, la TSF et ainsi de suite, de transmettre des conceptions stratégiques ou techniques à quantité de centres qui coopèrent ensemble d'obtenir des réponses rapides et d'avoir des discussions efficaces (...) »

Il faut noter que l'enseignement des citoyens nationaux et internationaux à cette nouvelle technologie dans le champ politique en Centrafrique s'inscrit dans le contexte de crise politico-militaire de décembre 2020. Cette crise politique participe d'une part du non-respect de l'Accord de Khartoum du 06 février 2019, signé à Bangui entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés présents sur le sol centrafricain et d'autre part de la demande de report des élections présidentielles et législatives par les oppositions et la société civile.

L'accord de Khartoum est le septième accord que le gouvernement centrafricain signe avec les groupes rebelles. L'accord est acclamé par certains et est mal vu par d'autres. Le

commissaire de l'Union Africaine (U A) Smail Chergui dans son post Twitter déclare d'être ravi de cet accord : « *J'annonce avec humilité que nous avons finalisé un accord de paix à Khartoum, permettant au peuple centrafricain de s'inscrire sur la voie de la réconciliation, la concorde et le développement. Merci aux deux parties pour leur collaboration exemplaire. Singuila* » (Twitter, 2 février 2019 à 3 :44). Cet accord qui dessine le sort de la RCA où longtemps aspirer sans doute la stabilité, la paix, la sécurité et le retour de l'autorité dans toute l'étendue du territoire va s'ouvrir à l'aventure politique drastique avec la création de la Coalition des Patriotes pour Changement (CPC). L'accord de Khartoum prévoit certaines dispositions favorables au retour de la paix parmi lesquelles nous pouvons citer entre autres la nomination d'un nouveau premier Firmin Ngrebada, la formation des unités mixtes de sécurité, l'intégration des leaders armés au sein du gouvernement de nouveau premier ministre.

L'article 35 de l'accord prévoit des sanctions contre les signataires de l'accord de paix qui ne respecteraient pas leurs engagements, notamment en matière de cessation des hostilités. Mais le public centrafricain et international observe à peine lancée, l'initiative des médiations est bafouée par les groupes armés qui tirent profil derrière le chaos. Pour Aboubacar Sidiki, porte-parole de la CPC intervient sur les ondes de BBC, l'accord politique pour la paix et la réconciliation est désormais caduque :

« L'accord est presque mort et enterré. Vous avez entendu le Président de la République Professeur Faustin Archange Touadéra qui a pris un décret pour limoger les signataires de l'accord. Du coup, l'accord est devenu caduque. Nous avons demandé une concertation pour recadrer l'accord et ils ont refusé avant de faire un passage en force pour tenir les élections dans les conditions que tout le monde connaît. Nous trouvons que cette initiative n'est pas normale, n'a pas de sens et n'a pas sa place. » (BBC, 2 février 2020).

En analysant la vision des signataires de cet accord, la question de la stabilité et la paix semble de l'utopie puisqu'ils refusent volontairement dans leurs actions de donner la possibilité de restaurer la paix.

D'autre part, pour organiser l'élection de décembre 2020, des initiatives ont été mises en œuvre du côté du gouvernement à travers la nomination des membres de Commission Electorale Indépendance (CEI) et les oppositions démocratiques par la création de la plateforme Coalition de l'Opposition Démocratique 2020 (COD-2020). La nomination des membres de la CEI présage l'avenir mafieux des élections présidentielles et élections d'après les opposants. C'est pour cette raison selon les opposants qu'il faut impérativement mettre une plateforme qui va regrouper tous les partis d'opposition en vue de contrer la victoire prochaine de président

sortant Faustin Archange Touadéra. Ce qui va naître les plateformes COD-2020 dont l'ex-président François Bozizé est le président et E Zingo Biani, coordonné par Gervais Lakosso, coordonnateur du Groupe du Travail (GST) qui ont pour l'objectif d'annuler les présidentielles et législatives du 27 décembre 2020. François Bozizé, coordonnateur de la plateforme nommée COD2020 déclare que la coalition COD2020 a pour l'objectif de désigner au sein de notre coalition : « *un candidat unique de consensus, choisi en raison de ce qu'il dispose de la base électorale la plus étendue et de moyens financiers conséquents disponibles* » (interviewé par le Journaliste Armando Yanguendji, publié par le site Potentiel centrafricain).

Dans la poursuite des actions pour l'élection les oppositions démocratiques vont successivement organiser des manifestations sur le terrain de football de Fatima dans le 6^{ème} arrondissement et de l'Ucatex dans le 8^{ème} arrondissement de Bangui demandent le report des élections. Les manifestations réprimandées sévèrement par le pouvoir de Bangui à travers les mouvements politiques du président de la République appelé « Requin » (page Facebook du président de l'exercice de Cod 2020). Cette élection dont l'organisation a été contestée par les opposants démocratiques et la société civile va naître la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC), une nouvelle coalition armée.

Selon un analyste politique centrafricain la coalition armée est la conséquence immédiate de l'invalidation de la candidature de certains leaders des partis politiques (Site Facebook de Potentiel centrafricain, publié le 22 décembre 2020). Parmi ces leaders nous avons l'ex-président de la République, le président en exercice de la plateforme de l'opposition Cod2020 François Yangouvonda Bozizé, rentré au pays décembre 2019 après sept ans d'exil. Selon le communiqué publié le 02 février 2020 de la cour constitutionnelle, présidée par Danielle Darlan, ces leaders sont invalidés pour les motifs suivants de non résidence sur le territoire centrafricain un an avant la date du 27 décembre 2020 date de l'élection ; d'absence de propriété bâtie en Centrafrique ; d'appartenance à un groupe armé. Or pour l'ex-président François Bozizé, il a été exclu dans la liste retenue au motif qu'il est poursuivi pour des crimes présumés (organisation d'une contre-insurrection menée par des milices essentiellement chrétiennes et animistes, les antibalaka. En 2014 l'Organisation des Nations unies (ONU) avaient fait geler ses avoirs à l'étranger et lui avaient interdit de voyager). Selon l'ONU l'ex-président François Bozizé est reproché des crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ainsi à Bangui, l'attention est particulièrement portée sur le rejet de la candidature de président en exercice François Bozizé. Selon Me Nicolas Tiangaye lui-même candidat à la prochaine présidentielle dont la candidature a été validée et porte-parole de la COD-2020, le cas de Bozizé fera l'objet d'une prochaine réunion des leaders de l'opposition.

L'invalidation de la candidature de l'ex- président François Bozizé lui a permis d'un prétexte de concrétiser son rêve de devenir une fois de plus président de la République Centrafricaine par tous les moyens. C'est ainsi que ce dernier fait le recours aux armes pour conquérir encore le pouvoir. Il faut noter également qu'il accédait à la présidence de la République par les armes en l'année 2003. C'est pourquoi l'ex-président Bozizé parvient coaliser les groupes armés présents, signataires de l'accord de Khartoum sur le sol centrafricain sous l'appellation de CPC et coordonné par lui-même pour prendre le pouvoir de Bangui le 13 janvier 2021. En effet, le récit politique de la RCA que nous mettons en lumière ici n'est pas un récit d'idéologie particulière et partisane, plutôt nous essayons de mettre en lien politisation numérique de la vie politique centrafricaine. C'est dans cette période que les acteurs politiques centrafricains investissent ces nouveaux outils de communication pour conquérir le pouvoir ou contraster le pouvoir. Ceci dit tous les faits racontés ci-haut sont visibles et observables sur les réseaux sociaux par exemple page Facebook Potentiel centrafricain, Corbeau News Centrafrique (CNC), Cette fois ci, etc.

Par conséquent les réseaux sociaux jouent un rôle très capital. Ils constituent un nouveau vecteur de communication, un instrument de participation à la vie politique et un levier d'influence sur l'opinion publique. C'est ainsi que les citoyens, les milieux politiques, les organisations de la société civile, les acteurs économiques et les partenaires étrangers ont investi ce nouvel espace qu'offrent les réseaux sociaux, et en Facebook, le plus utilisé pour faire passer les points de vue politiques.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE CHOIX DU SUJET

1.1 Le contexte de surabondance d'information

Les RSN sont de formidables plateformes de communication, d'information, d'expression citoyenne. Cette possibilité de transmission est techniquement permise grâce à internet, dont le caractère révolutionnaire n'est plus à démontrer, depuis plusieurs années, et encore maintenant.

Dénoté initialement Arpanet par l'autorité de l'agence américaine ARPA du ministère de la Défense en 1960(Barbaroux, 2014), l'Internet permet de relier, en réseau, des ordinateurs géographiquement éloignés afin de partager des ressources numériques de tous types (texte, photo, images, son). C'est une infrastructure de réseau sans frontière au sein de laquelle l'information est transmise grâce à un format de langage spécifique nommé « Protocol ». Cette dernière a contribué pas à pas à une émulation particulièrement intense au sein des technologies de la communication et de l'information.

Le site Planetoscope, qui recense en quasi temps réel le partage d'information, précise que : « Chaque seconde ,29000 giga-octets (GO) d'informations sont publiés dans le monde, soit 2,5 exaoctets par jour, soit 912,5 exaoctets par an. » Un volume de big data qui croit à une vitesse vertigineuse et donne naissance à de nouveaux types de statistiques (Rapport de Planetoscope, 2020).

Constater cette hyper croissance d'accès à l'information constitue le point d'ancrage de cette recherche.

1.2 La montée de mutations sociales

Nous voulons souligner ici que la société centrafricaine a subi une phase de transition communicationnelle. La communication politique est dorénavant numérique et horizontale. Cette mutation se caractérise aujourd'hui par un accès à l'information facile et plus rapide qu'autrefois. Ces outils offrent également une liberté d'expression et des possibilités de liens sociaux qui séduisent les internautes. Elle fait tomber les barrières traditionnelles de communication politique pour accéder à des informations sans contrainte géographique. Le caractère addictif ainsi que la facilité d'appropriation d'une majorité des TIC, et en particulier les RSN, contribue à accroître ce rythme participant déjà à la création d'une émulation particulièrement vive, et augmente les enjeux d'un monde connecté. Dans cette évolution où l'information devient un bien commun accessible, une attention particulière est accordée à la mise au jour et à la diffusion de celle-ci. Tel est le constat participant à la spécification de l'objet de recherche.

1.3 L'intégration de l'usage des RSN dans la sphère politique

Dans les années 1990, particulièrement en 1994 que deux pays d'Afrique dont (l'Afrique du sud et l'Egypte) accèdent au réseau internet, c'est réellement en l'an 2000 que la quasi-totalité des pays africains possède le réseau internet (ADEA, 1999). Ce n'est qu'à cette date la RCA s'y connecte, par l'entremise de SOCATEL et des opérateurs de téléphonie mobile présents tels qu'Orange, Telecel, Moov. Mais le grand fournisseur d'accès à Internet reste Orange Centrafrique. L'utilisation d'Internet en RCA à cette période reste professionnelle et humanitaire.

L'émergence de l'usage d'Internet est accompagnée par la mise sur pied un organe de régulation dénommé l'ARCEP (l'Autorité de Régulation des Communications électroniques et de la Poste par la loi 17.020 de mai 2017 qui remplace dorénavant l'ART (Agence de Régulation des Télécommunications). Cet organe est chargé de suivre, de contrôler et de superviser les activités des opérateurs de téléphonie, des exploitants des réseaux et des fournisseurs de service.

Par ailleurs, lors des précédents scrutins à la fin de la transition en 2015 et 2016 les réseaux sociaux numériques ont été mobilisés pour diffuser les premières tendances électorales avant les médias de masse. Il est judicieux de mentionner ici que le taux de pénétration d'Internet est faible. Et aussi noté que depuis son pénétration jusqu'aujourd'hui, n'existe pourtant pas de conditions à remplir pour exercer et l'accès est libre. Ce qui explique aujourd'hui le fort engouement d'accès et le progrès exponentiel des plates-formes de contenus (Facebook) et des multimédias (YouTube, Messenger, Instagram, WhatsApp). Ce qui distingue les années précédentes des années 2020 et 2021, c'est d'abord le taux de pénétration de l'Internet est de 14% en janvier 2020 alors qu'il est de 22% en Afrique centrale (S. Kemp, 2020). Selon le rapport Datareportal sur le Centrafrique, le nombre d'internautes a augmenté de 107000 (plus 16%) entre avril 2019 et janvier 2020. Ensuite, l'intégration des réseaux sociaux numériques dans la campagne électorale en 2020 comme nouveau dispositif de communication, de propagande et de désinformation. Enfin c'est un espace où la liberté d'expression peut s'exercer pour veiller, commenter la vie politique farci par la dernière crise coincée par le second mandat du Président Touadera et parfois alerter sur les dérives du pouvoir ou sur les massacres commis en province les groupes de CPC (Coalition Patriote pour le Changement) et surtout pour conscientiser la population.

Malgré la précarité, la mainmise du pouvoir sur les médias de masse, le coût de connexion exorbitant, la sous-électrification du pays, et le fort taux « d'illectronisme » c'est-à-dire inhabileté numérique, illettrisme numérique, ou encore illettrisme électronique, est la difficulté que rencontre la personne à utiliser les appareils numériques et les outils informatiques en raison d'un manque ou d'une absence totale de connaissance à propos de leur fonctionnement, les citoyens saisissent cette opportunité offerte par l'Internet et ses réseaux sociaux d'exister sur la toile, plus d'un ne manque de se transformer en journaliste en publiant sur les réseaux sociaux numériques ou en créant des pages Facebook d'informations dites « actualité ». Un autre cas est appelé par Isabelle Pailliant et Bertrand Cabedoche de « démocratie événementielle ». Il consiste en pratique, à se rendre visible et ouvrir pour un homme politique par exemple, en créant ses (ses) pages Facebook sans se préoccuper véritablement de la possibilité et de la qualité des dialogues ainsi provoqués.

De plus, des mesures de contournements sont déployés dans le même ordre d'idée par les diasporas centrafricaines bénéficiant un accès facile aux réseaux sociaux numériques dans leur pays d'accueil et les citoyens ou les militants politiques demeurent, malgré le coût de connexion fort, activistes au travers des pages Facebook pour orienter l'arène politique en

Centrafrique. Ce qui donne naissance à des questions relatives en particulier à la démocratie numérique et à la participation, voire cyber politique du point de vue des usages.

Conscient de cette réalité Saber Jendoubi dresse un panorama des portails des sites internet et pages Facebook centrafricain. Il explique donc qu'« *Il s'agit d'une kyrielle des pages créées par, soit les membres du gouvernement, les leaders d'opposition, les militants du parti, les militant de CPC ou les membres du groupe armé qui alertent les dérives des rebelles ou du pouvoir, commentent, diffusent, inventent les informations non avérées et a un caractère haineux* » (Jendoubi ; 2020)

I.2 Pertinence du sujet

Les réseaux sociaux sont en constante évolution. En effet, le réseau numérique internet est depuis plus d'une décennie un support technique privilégié des plateformes (Facebook, WhatsApp, You tube). Il est à l'origine d'un nouvel espace d'expression du : « cyberspace ». Ce cyberspace est le terrain d'une nouvelle branche de la sociologie baptisée « cyber sociologie » qui est un courant qui étudie les phénomènes sociaux qu'engendre la rencontre entre cybernétique et société, entre la machine et l'homme. Pour Elizabeth Reid affirme que le cyberspace aurait engendré des « communautés virtuelles » qui se définissent comme :

« Des regroupements socioculturels qui émergent d'un réseau lorsqu'un nombre suffisant d'individus participent à ces discussions publiques, assez longtemps et en y mettant suffisamment de cœur, pour que des réseaux de relations humaines se tissent au sein du « cyberspace ».

Ces nouvelles formes de communautés, qui s'opposent à la traditionnelle qui découle de la distinction fondatrice de la pensée sociologique wébérienne, inspirée des travaux de Ferdinand Tönnies entre communauté (*gemeinschaft*) et société (*gesellschaft*), ont pour catalyseur un mode de communication médiatisée par ordinateur, téléphone portable, Smartphone, iPhone, iPad etc...Ce sont des services de communication synchrone et en temps réel permettant aux internautes du monde entier d'interagir en échangeant des textes, des images, des commentaires, des discours, des informations. Ce sont des services de communication plurimodale. Ils proposent des rencontres par écrans interposés à un coût faible avec le monde entier comme « surface sociale » (Guichard : 42). L'Afrique et en particulier le Centrafrique, n'ont pas décliné cette invitation. Depuis l'an 2000, date de la pénétration de l'Internet en RCA, le nombre « d'internautes » n'a cessé de croître. Selon Internet World Stats Africa, (s.d) (« sans date », le taux de pénétration de l'internet en RCA est de 14% en janvier 2020 alors qu'il est de 22 % en Afrique centrale (Kemp, 2020). La RCA se trouve à la fin des

classements mondiaux des réseaux sociaux avec 2,5% de taux de pénétration. Ce classement concerne des plateformes Facebook, Facebook Messenger (soit environ 122000 utilisateurs), WhatsApp (propriété de Facebook) et Instagram (à peine 8000 instagrammers, propriété de Facebook) (l'enquête Digital Repport2020 sur la RCA).

Cependant, que n'a-t-on dit, fait ou écrit sur les réseaux sociaux numériques (qui dit les réseaux sociaux numériques dit Facebook, WhatsApp, HI5, Myspace, Twitter, LinkedIn.) ou Internet en RCA et en Afrique ? Pour certains, ils seront responsables de maux dans la société (Eric Sadi ,2020 ; Evgeny Morozov, 2015 ; Cédric Biagini, 2012 et 2007 ; Guillaume Carnino, 2007). Pour d'autres, ils favorisent la mondialisation des échanges pour permettre de transformer les sociétés qui entretiennent ainsi dans une nouvelle économie, celle de communication. Cette conception déterministe ne peut satisfaire un point de vue sociologique car toute invention, quand bien même concernerait –elle notre façon de communiquer ou de s'informer n'induit de réels changements qu'à travers ses usages et son appropriation par les acteurs individuels ou collectifs. Les réseaux sociaux numériques ne sont qu'un outil, voire un ensemble des plateformes et de protocole dont les usages privés par les acteurs sociaux constituent ce que Guichard (ibid.) appelle la « réappropriation ». Il s'agit aussi, comme le relève Gronnier :

« D'éviter de tomber dans une futurologie caractéristique de tout un pan de la littérature sur ce sujet qui voudrait faire des TIC (Technologie de l'Information et de Communication) la solution miraculée à tous les maux de la société, au profil d'une analyse tant que possible objective de la réalité présente ».

En effet, les réseaux sociaux numériques sont intéressants d'un point de sociologique, par ce que les usages de cette technologie ont engendré l'apparition du « cyberspace ». Cet espace social virtuel est un objet sociologique à part entière qui, en tant que reflet de la réalité sociale, peut nous aider mieux comprendre le monde et notamment les évolutions du lien social, les pratiques sociales, le fonctionnement économique, politique, social, et les institutions sociales. Cette recherche se propose d'abandonner la stérile guerre des tranchées opposants « technophiles » et « technophobes » pour se concentrer sur la dimension purement communicationnelle de réseaux sociaux numériques et l'usage utilitariste qu'en font les acteurs sociaux de la vie politique centrafricaine lors de dernière crise politique 2020.

Dans le cadre de notre recherche, la réappropriation renvoie à l'usage privé que font les acteurs sociaux de la communication via réseaux sociaux numériques. Il faut souligner que cette réappropriation est stratégique dans la mesure où certains utilisent pour dénoncer, juger le

pouvoir en place puis d'autres, un outil permettant de communiquer, mobiliser les citoyens autour des programmes politiques, et enfin un support d'éveil de conscience. Ici dans le cadre de notre recherche, nous intéressons à cette dernière fonction de communication (information ou désinformation), de sensibilisation.

En RCA, il semble ne plus seulement être un espace simplement « convivial » de discussion, de dénonciation ; mobilisation, mais un espace de « marché » dont les enjeux sont tant politiques, géopolitiques, géostratégiques, voire économiques dans certaine mesure.

I.3 Objet d'étude

La présente recherche est un projet qui s'applique à problématiser la communication en ligne au travers les publics s'expriment, s'informent sur les faits politiques et participent à la vie politique des citoyens centrafricains d'en bas. Cette étude permet d'aborder deux principaux aspects. D'une part, elle s'intéresse aux différents usages des RSN (réseaux sociaux numériques) et qui sont ces usagers, et par conséquent, ses enjeux politiques. D'autre part, elle aborde la question de la communication numérique des citoyens, en l'occurrence la conscientisation de la population par le canal des pages Facebook. Celle-ci est la raison fondamentale évoquée par les internautes pour légitimer leurs actions, même s'il est vrai que les RSN semblent pourtant cacher un discours partisan et idéologique. Les rapports que les publics entretiennent avec Internet et entre eux à partir d'Internet ont déjà fait l'objet de travaux (Granjon, 2001). Dans le même sillage, la présente recherche porte donc sur la communication politique en période de crise qui n'est pas aussi nouvelle tout comme de la communication politique à travers les RSN. Mais notre intérêt pour cet objet d'étude inscrit dans le champ de la sociologie des réseaux sociaux numériques en Centrafrique peu exploré par les recherches scientifiques, se justifie entre autres par la volonté de continuité de travaux universitaires déjà entamés (Ngounou, 2010).

Bien que ce travail touche certains travaux antérieurs, précisons que cette recherche se propose par contre d'une part d'explorer en plus usage stratégique des RSN comme support de communication de la crise politique qu'à traverser la RCA par les peuples d'en bas entravés longtemps et les membres du gouvernement. D'autre part, cette recherche va explorer des chemins tout autres, tels que les stratégies d'acteurs, acteurs sociaux (internautes) afin de comprendre les enjeux, aussi intérieurs et extérieurs des logiques de créations des pages Facebook divers.

II - PROBLÈME DE RECHERCHE

Avec l'avènement des réseaux sociaux numériques et leur pénétration en République centrafricaine il y a plus de dix ans, de nouveaux acteurs ont fait irruption dans le landerneau politique et participent par leur usage des Technologies de l'Information et de la communication (TIC) à la vie politique et au débat public, ainsi qu'à la contestation d'un régime qu'ils jugent incapable, corrompible. Grâce aux réseaux sociaux, le mutisme du débat politique et public s'est brisé. Il est désormais commenté, critiqué ou transformé par un grand nombre d'individus jugés inaptes ou ignorants.

La fin 2020 et le début 2021 est un terrain propice de la participation de la vie politique de citoyens centrafricains à travers leur diffusion de trolls. Facebook, le réseau social privilégié des internautes centrafricains a été utilisé comme le catalyseur de cette participation dont l'ampleur a fait craindre de mauvais jours pour la communauté internationale, la classe d'opposition et le pouvoir.

De même, Facebook s'est inséré dans les règles traditionnelles du jeu politique et a introduit pendant la crise politique une nouvelle séquence numérique de la communication politique en Centrafrique. IL a été utilisé pour relayer des allégations d'ingérence potentielle de grandes puissances occidentales, des commentaires favorables sur les partenaires socio-économiques et politiques de la RCA. Il a été également utilisé pour protester contre les discours des opposants démocratiques, représentant de la MINUSCA ainsi que pour diffuser et promouvoir les différents programmes des acteurs politiques. Facebook, le théâtre d'un véritable affrontement entre réseau d'influence les pro-français et pro-russes, les uns tentent de décrédibiliser les messages des autres en répondant via des commentaires et les autres construisent favorablement l'image de leurs partenaires politiques. La campagne électorale et dernière crise politique ont servi de champ d'expérimentation à ces nouvelles donnes de consommation politique.

Au regard de ces événements, il paraît nécessaire de s'interroger sur l'impact des réseaux sociaux sur la crise politique en RCA. Ce faisant, au-delà des fonctions informations, mobilisatrices les réseaux sociaux numériques apparaissent comme un outil d'éveil des consciences, de sensibilisation aux valeurs cardinales de la république (Unité, Dignité et Travail) (B. Boganda) et du changement du comportement politique.

III - PROBLÉMATIQUE

La présente recherche se situe dans le champ de la sociologie qui est précisément celle de la sociologie de la communication, de la sociologie des réseaux sociaux, de la sociologie des médias et la sociologie politique.

Les réseaux sociaux numériques sont une chambre d'écho et un vecteur d'accélération de l'information. C'est un lieu d'échanges où peuvent s'organiser un certain nombre d'actions comme les internautes qui se coordonnent sur les plateformes numériques. C'est également un haut-parleur qui permet à chacun de parler à sa communauté idéologique, de diffuser des informations, de commenter.

Lise-Marie Schaffauser, (2008) dans son article : « constitution de réseaux et protections de la vie privée » s'attache à la circulation des informations entre individus. La circulation des informations concernant les personnes et les situations est amplifiée dès lors que les professionnels en réseau.

Godefroy Dang Nguyen, Virginie Lethiais, (2016) dans leur article : « Impact des réseaux sociaux sur la sociabilité : le cas de Facebook » montre que le Facebook est comme archétype de réseaux sociaux en ligne, est devenu en très peu de temps un phénomène d'une ampleur inouïe. Censé permettre aux inscrits de rester en contact les uns avec les autres et d'échanger des informations, des photos, et des actualités de tous ordres, bref d'interagir, ce réseau social a induit une pratique d'usage qui est devenue un authentique fait social. La question très capitale dans cet article est la suivante : Facebook, connu comme un outil permettant aux individus de pratiquer une forme de sociabilité « en ligne » avec leurs « amis » comme les appelle Facebook, favorise-t-elle la sociabilité ? Il répond à cette question en disant que les jeunes savent entrelacer leur sociabilité de tous les jours avec leurs usages en ligne.

En Centrafrique, généralement nous pouvons retrouver alors plusieurs approches majeures de l'usage des réseaux sociaux numériques. D'abord une approche conspirationniste, fondée sur la diffusion des informations fausses, de propagande. Les partisans de cette approche voient en les réseaux sociaux numériques comme un lit de discours haineux et de désinformation, un instrument de la promotion des Russes ou Français. Parmi ces partisans nous pouvons citer Jendoubi (2021), est un journaliste français des médias nationaux et internationaux (Radio France, Ouest-France, BBC, Radio Vatican), installé en Centrafrique depuis de 2016 à 2019 a réalisé que le cyberspace numérique centrafricain est pollué par les pratiques de diffusion et d'amplification des fausses informations à l'égard de la France ou d'autres partenaires de la RCA.

Le discours du président de l'Assemblée Nationale du Cameroun, diffusé sur la radio nationale et rapporté par Cameroon Info net le 14 novembre 2016, qui qualifie les réseaux sociaux « de véritables fléaux sociaux » et de « nouvelle forme de terrorisme », dont les utilisateurs sont des « internautes malveillants, félons du cyberspace qui les utilisent pour de la désinformation, la manipulation et l'intoxication des consciences ». De même, le ministre de la communication camerounaise Issa Tchiroma Bakary présente de son tour les réseaux sociaux comme des « nids d'oiseaux de mauvaise augure » qui travaillaient à « déstabiliser le Cameroun ».

L'on peut évoquer aussi les Short Message Service (SMS) téléphonique du ministère des Postes et Télécommunications du Cameroun qui incriminent l'usage des réseaux sociaux en le soumettant au code pénal et à la loi. Le président de la transition du Tchad ne reste pas muet en incriminant les internautes « les réseaux sociaux ne sont pas créés pour propager la haine ».

Dans le même optique d'idée, les travaux de Hurbon (2001), Zambo Belinga (2007), la violence, la répression et l'autoritarisme qui caractérisent les systèmes de gouvernance et l'élection des pays africains et en Haïti, se transposent progressivement dans le monde numérique en vue de contrôler notamment l'usage des réseaux sociaux. Dans cette perspective, plusieurs pays comme le Cameroun, le Congo, l'Éthiopie ; la Gambie, le Gabon, l'Ouganda, la RDC et le Tchad ont déjà en recours à des coupures d'internet pour contrôler des élections ou des manifestations. D'autres comme l'Afrique du sud, l'Angola, le Cameroun, le Kenya et Zimbabwe adoptent ou ont déjà adopté des législations et instances régulatrices pour censurer les réseaux sociaux (Facebook, You tube, WhatsApp, Twitter).

Quant à la thèse de la mobilisation, elle met en avant le rôle des réseaux sociaux numériques (Facebook) pour mobiliser de nouveaux publics et ainsi favoriser l'inclusion des citoyens dans la vie politique. Elle établit que les réseaux sociaux numériques peuvent attirer de nouveaux publics. Les tenants de cette thèse estiment que les réseaux sociaux numériques (comme ses architectures ouvertes et ses communications distribuées) sont susceptibles de favoriser les interactions entre gouvernants et gouvernés au sens où les gouvernés peuvent prendre la parole en ligne et formuler des critiques ou des suggestions. Le caractère virtuel des propos tenus sur les réseaux sociaux numériques apporterait une plus grande liberté dans les prises de positions des internautes (Idé Hamani & Séverine Equoy Huntin, 2018). Par exemple, sur la toile, l'absence physique rend moins visible certains marqueurs sociaux (l'internaute n'est d'ailleurs pas obligé d'en faire état) et permet, selon W. Dutton d'exprimer ses idées sans remettre en cause le « pacte de stabilité sociale » (Dutton, 1996) présent dans des relations amicales ou de voisinages. L'information politique est accessible et plus diversifiée sur les

réseaux sociaux numériques ce qui permet, selon les partisans de cette thèse, d'amener des internautes à s'intéresser à la politique, voire de les pousser à participer à des discussions politiques en ligne (Mossberger, Tolber et Mac Neal, 2008)

La thèse de la participation estime que les acteurs sociaux investissent les réseaux sociaux numériques pour orienter l'opinion publique et agir sur la réalité sociale (Honoré Kahi, Thierry Gassion, Cynthia Darisse et al. (2013 :4) et (Dominique Cardon, 2011).

L'approche de révolution et de l'expression identitaire et reconstruction identitaire : la première démontre les liens entre l'usage des réseaux socio numériques et les mouvements socio-politiques. Par exemple la révolution du printemps arabe (Najar, 2013 ; Faris, 2012 ; Sami & Fabien, 2012 ; Zeineb Touati, 2012. Les réseaux sociaux numériques s'érigent comme un baromètre de gouvernance, un vecteur de propagande de valeurs antisociales (Yaméogo, Lassané, 2020), mais un espace de contrôle politique (Bernard, 2016), un outil de surveillance étatique ou encore l'instrument d'une démocratie de surveillance (Rosanvallon, 2014).

Des travaux initiaux sur l'Internet et ses réseaux sociaux focalisent sur l'impact qui peut avoir les technologies sur la démocratie, justifiée par le fait que « le rôle d'Internet, surtout des réseaux sociaux comme instrument de veiller, de diffusion et de mobilisation (circulation de l'information, accroissement des pratiques pétitionnaires), est de plus en plus central dans le fonctionnement démocratique » (Hagel, 2009 p.52). Les notions de « démocratie électronique » (Chambat, 2003 ; Vedel, 2003), de « cyberdémocratie » (Poupa, 1998) et d'« hyper démocratie » (Flichy, 2001) se sont développés pour travailler le couple de démocratie-Internet.

La thèse de la différenciation avance l'idée que les usages participatifs en ligne varient en fonction de plusieurs facteurs tels que les caractéristiques socio-démographiques de l'usage, les cadrages des dispositifs techniques .Les travaux d'Oser et Hooghe et Marien montrent clairement que les réseaux sociaux numériques attirent les jeunes, mais que ces derniers ne constituent pas pour autant de « nouveaux publics » dans le sens où ils possèdent un profil socio-démographique spécifique (Oser, Hooghe, Marien, 2013).

Quant à la thèse de la normalisation développée par les auteurs tels que Margolis et Resnick défend que sont actifs en ligne, ceux qui l'étaient déjà hors ligne (Norris, 2003). Les tenants de cette thèse affirment que seuls les individus déjà intéressés par la politique vont être en capacité de se diriger vers ce type de contenus et ainsi démultiplier leurs sources d'information (Delli Carpini, Keeter, 2003) ;(Pedersen, Saglie, 2005). Cette hypothèse est confirmée par l'enquête réalisée en France par le centre de recherches politiques de sciences po

–anciennement Centre d'Etudes de la vie politique française (CEVIPOF) et le centre d'analyse et de recherche interdisciplinaire sur les médias (CARIM).

Valérie Jeanne Perrier et Sandrine Roginsky, la question des usages des réseaux sociaux et plus particulièrement de Twitter dans la communication des « Député » européen à travers l'analyse de deux dispositifs particuliers « Tweets ton député » et les « Atelier du député 2.0 » interrogent les capacités des députés européens à renouveler leurs modes de communications entre les députés européens et leurs administrés. L'intérêt porté par ces auteurs est d'interroger la professionnalisation des campagnes électorales, ainsi que les luttes de légitimes mises en jour par l'introduction d'Internet au sein des formations politiques.

L'article de Franck Babeau montre comment les utilisateurs de la plateforme You tube se sont approprié ce dispositif pour le détourner de son objectif premier et venir y parler politique. L'exposition à l'information sur Internet (réseaux sociaux) serait même la source d'une polarisation des opinions (Sunstein, 2001) qui renforce la « balkanisation » de l'espace public.

Au regard des travaux antérieurs présentés sur l'usage des réseaux sociaux numériques en Afrique, en général et en particulier la RCA l'angle d'éveil des consciences et l'orientation publique par les citoyens d'en bas jadis confisqué par le pouvoir en place ne fait pas encore suffisamment l'objet des recherches en sciences sociales surtout en sociologie dans l'espace centrafricain. C'est ainsi que notre recherche se veut souligner l'aspect de l'éveil des consciences des citoyens à travers les outils de communication et l'information.

IV - QUESTIONS DE RECHERCHE

4. 1 Question principale

QP : Quelle est l'impact des réseaux sociaux numériques sur les populations centrafricaines en période de guerre ?

4.2 Questions secondaires

QS1 : De quelles identités sont les internautes ?

QS2 : Quels sont les enjeux qui peuvent découler des usages numériques dans cette crise politique ?

QS3 : Quelle relation se dessine-t-elle des usagers avec la crise politique en Centrafrique ?

V - HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

5.1 Hypothèse principale

HP : Les réseaux sociaux contribuent à l'éveil des consciences des populations centrafricaines à travers de communication qui y sont véhiculées. Cette communication revêt aussi bien des vérités (informations) que des contrevérités (désinformations) sur l'actualité brûlante.

5.2 Hypothèses secondaires

H.S.1 : Les internautes sont les acteurs politiques nationaux et internationaux. Ils ont la mission d'éduquer, diffuser, partager, informer, éveiller les consciences et commenter les faits politiques.

H.S.2 : Les enjeux sont politiques, socio-économiques, géostratégiques et sécuritaires, géopolitiques liés sous l'angle de savoirs et savoir-faire relatifs à la production de l'information.

H.S.3 : Les usagers entretiennent des relations interdépendantes avec la crise politique.

VI - OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

6.1 Objectif général

L'objectif général de cette recherche est de comprendre et expliquer l'impact des réseaux sociaux sur les citoyens centrafricains pendant la crise politico-militaire.

6.2 Objectifs spécifiques

De l'objectif général, découlent les objectifs spécifiques ci-dessous :

O S 1. Identifier les acteurs (internautes) par l'étude des identités énonciatives (nom des pages, des acteurs, fonction, pays de diffusion) ;

O S 2. Analyser le rôle attribué par les internautes centrafricains aux pages Facebook, YouTube, Messenger, WhatsApp. Partir de l'étude des objectifs, des contenus, des échanges et des stratégies de communications développées sur les pages numériques. Concrètement, nous allons montrer en quoi les usages, dans ce cadre de ces pages Facebook, constituent une aubaine pour les citoyens ou publics de se positionner en tant conscientisation de la population ;

O S 3. Interroger les logiques qui accompagnent les discours et pratiques des internautes par les pages électroniques. Ici, nous voulons déterminer l'incidence des opinions discursives de responsables de ces pages électroniques, induisent sur les opinions, les comportements et /ou choix des publics.

VII - MÉTHODOLOGIE

A titre de rappel, la méthodologie est l'étude des méthodes et techniques utilisées en science. Mais qu'est-ce que méthode ? Malgré la grande diversité de sens de ce terme, on peut

résumer en disant que la méthode répond à la question du « comment » atteindre les objectifs tandis que les techniques indiquent par quel moyen.

La scientificité d'une recherche ne peut être approuvée que si la méthodologie employée par le chercheur repose sur les principes de rigueur, de neutralité et la prise en compte de la spécificité des faits sociaux. Dans le cadre de ce travail, la méthodologie adoptée comprend le champ théorique (la construction théorique qui permet de saisir la structure du phénomène à étudier) et les instruments de collecte des données (moyens qui permettent d'entrer en possession des données).

7.1 Champ théorique

Les orientations méthodologiques choisies par le chercheur ne sont pas vides de présupposés. La manière dont le chercheur va mener ses enquêtes dépend de sa représentation de la réalité sociale et de ses choix théoriques. D'où l'importance, dans chaque recherche, d'objectiver et de présenter les présupposés et postures théoriques à partir desquels les méthodes se forment et qui vont orienter : « *Le choix que fait le chercheur de privilégier un certain type de conduite* » (Touraine, 1984 :197).

C'est pour cela, nous avons mobilisé la théorie des réseaux sociaux, la théorie de la sociologie des usages des réseaux sociaux et la théorie du conflit.

7.1.1 La théorie des réseaux sociaux numériques : perspective de Michel Briand

Cette approche se distingue de la théorie des réseaux sociaux appelée également l'analyse des réseaux introduite en sciences sociales par John, A. Barnes. La théorie des réseaux sociaux prône l'interaction et les relations entre les individus.

La perspective briandaise met en exergue l'importance et la toute-puissance du numérique dans le monde contemporain selon lesquels les réseaux sociaux numériques sont notamment un moyen pour informer le public :

- Un vecteur pour sensibiliser et inclure un public diversifié ;
- Un outil du débat public,
- Un support qui permet de multiplier les possibilités d'expression et rend possible un nombre très important de citoyens de réagir à l'actualité ;
- Les réseaux sociaux numériques sont des transporteurs publics qui servent à véhiculer les points de vue et les opinions des différents groupes de la société ;
- Un canal de mobilisation et de mouvement social.

7.1.2 La théorie de la force des liens faibles de Mark Granovetter.

Elle est la théorie sur la diffusion de l'information dans les cercles sociaux, développée par le sociologue américain Mark Granovetter en 1973.

Son idée fondamentale est que la force des relations entre les individus n'est pas égale, et que ces différentes génèrent des configurations sociales qui ne sont pas neutres. Pour l'auteur, un réseau social se compose, en effet, de liens forts et de liens faibles. Il définit la force d'un lien faible à partir de quatre critères :

- La fréquence des contacts
- L'intensité émotionnelle
- L'intimité
- La réciprocité des services rendus.

Ainsi on note deux types de relations celles qui relient l'individu avec sa famille et ses amis : liens forts (relations soutenues et fréquentes) et liens faibles (contacts brefs et occasionnels).

Dans le cadre notre travail, la théorie de la force des liens faibles nous permet de déterminer les réseaux et leurs impacts sur le flux informationnel ensuite de comprendre comment l'information parvient aux citoyens et enfin de se poser la question si les réseaux sociaux favorisent une diversité informationnelle ou au contraire, favorise le phénomène de chambre d'écho.

Pour comprendre l'appropriation des réseaux sociaux numériques, nous avons bien voulu convoquer la théorie du conflit en prenant pour hypothèse que tous ces usages relèvent de la consommation. Cette opération s'inscrit dans des réseaux de rapports de force : il s'agit de combats ou de jeux entre le fort et le faible, et des « actions » qui restent possibles (Giard 1990 :56-57).

7.1.3 La théorie du conflit

La théorie du conflit social représente un courant théorique consacré à l'analyse de l'organisation inégalitaire des sociétés. Elle a été élaborée par Pareto, Simmel, Dahrendorf, Karl Marx se basant sur les analyses de Karl Marx (1818-1883), cette perspective permet d'étudier et de comprendre comment une société produit des inégalités. En tant que théorie, le conflit social se fonde sur des principes qui constituent les éléments de base pour analyser la réalité sociale. Nous citons le postulat notamment :

- C'est la manière dont la société est organisée (son organisation sociale) qui fait en sorte que les individus sont divisés en différents groupes d'acteurs ;

- Ces groupes se trouvent hiérarchisés selon le pouvoir qu'ils possèdent ou ne possèdent pas dans cette organisation sociale. Cette hiérarchisation instaure donc un rapport de pouvoir entre les groupes d'acteurs ;
- Ce rapport de pouvoir engendre alors des inégalités qui avantagent certains groupes d'acteurs sociaux au détriment d'autres groupes.

Dans le cadre de l'étude, nous nous inspirons des pensées des auteurs tels que Lewis Coser, Georges Simmel, William Graham Sumner, Georg Sorel et Karl Marx qui, présentant le conflit social comme soupape de sûreté, de cohésion, d'intégration et de conscience de groupe. Partant de leur pensée notre recherche met en évidence les situations suivantes :

Le conflit peut servir à faire disparaître les éléments de désintégration qui surviennent au cours des relations et à établir l'unité ; dans la mesure où le conflit résorbe la tension entre les antagonistes, il a des fonctions stabilisantes et devient un élément de cohésion.

Un conflit avec un autre groupe mobilise les énergies des membres du groupe et par conséquent augmente sa cohésion. La situation conflictuelle avec l'autre fructifie de ses membres un engagement total.

Le fait d'évoquer ou d'inventer un ennemi extérieur renforce la cohésion sociale lorsqu'elle est menacée de l'extérieur, de même, rechercher ou inventer un dissident à l'intérieur peut servir au maintien d'une structure qui est menacée de l'extérieur.

Simmel estime que le conflit en posant des limites entre les groupes à l'intérieur d'un système social renforce la conscience du groupe. Ainsi, Sorel estime que pour que la classe ouvrière conserve son caractère distinctif il faut qu'elle soit constamment en lutte contre la bourgeoisie. Ce n'est que par l'action et grâce à l'action que ses membres peuvent prendre conscience de leur identité de classe. De même pour Marx les classes ne se forment que par le conflit et grâce à lui : les individus peuvent avoir des positions objectives communes dans la société, mais ils deviennent conscients de la communauté de leurs intérêts que par le conflit.

Il s'agit ici dans le cadre de notre recherche de montrer que la théorie du conflit social nous permet de mettre en lumière des différents points de vue comme l'ancrage de reconstituer les liens sociaux, la manière dont les internautes essaient de renforcer la cohésion sociale et de favoriser l'intégration nationale.

7.2 Instruments de collecte des données

Pour mener à bien le travail d'observation, nous avons opté pour les outils de collecte qualitatifs. Ainsi, nous avons précédé aux entretiens semi-directifs, à la recherche documentaire, à l'analyse de contenu et à l'exploitation des publications des internautes.

7.2.1 Observation ethnographique en ligne

L'observation ethnographique en ligne se distingue par l'ethnographique qui est fondée sur une démarche empirique impliquant l'immersion du chercheur dans son terrain afin d'étudier de façon fine les institutions, les communautés, les comportements individuels et collectifs. Vivant au plus près voire au sein des groupes sociaux étudiés. Comme son nom l'indique, elle est fondée sur l'étude descriptive et analytique des écrits numériques des internautes. Elle nous permet de décrire tous les discours médiatiques à caractère numériques ensuite classer selon les catégories dans leur nature et enfin analyser les effets induits sur la vie politique.

7.2.2 La recherche documentaire

Entendre par la recherche documentaire est une recherche qui consiste à recueillir des informations consignées dans les documents. La recherche documentaire est, ici, la lecture des documents d'archives, rapport de recherche, des données statistiques sur les réseaux sociaux numériques, des pages numériques, de la presse écrite ainsi que le visionnement et l'écoute des médias audiovisuels), nous avons su déceler en partie ce qui « se dit », ou « se fait ».

La recherche documentaire nous a permis d'avoir des informations complémentaires et importantes à notre sujet de recherche. Ce travail consiste d'abord à fouiller dans les archives de l'organe de ministère de communication en Centrafrique, de Haut Conseil de la Communication (HCC) notamment les rapports d'études et les textes juridiques, puis les articles.

Zéphyrin Mogba et al. Considèrent que la recherche documentaire :

Permet au chercheur d'aborder le terrain avec un ensemble de connaissances sur le sujet qu'il veut étudier, d'avoir une vue panoramique de sa problématique et de mieux élaborer ses hypothèses de travail » (Mogba et al. 1995 : 27)

En gros, les objectifs ici étaient de rechercher toutes informations relatives à l'usage des réseaux sociaux numériques en Centrafrique.

7.3 Entretien semi-directif

Situation d'échange et de conversation entre le chercheur et les personnes ressources. Cette forme d'entretien consiste pour le chercheur à élaborer dès le départ un guide d'entretien où sont mentionnés les grands thèmes du sujet qui seront développés par le répondant dans son discours. En d'autres termes,

« Il consiste à faire produire par l'enquêté un discours plus ou moins linéaire avec le minimum d'interventions de la part de l'enquêteur. Il s'agit de provoquer ce discours, après accord avec l'intéressé, puis de le faciliter pour

explorer les informations dont dispose l'enquêté à ce sujet, c'est-à-dire ce qu'il peut en dire ». (Durand et Weil, 2006)

La consultation des personnes ressources susceptibles nous permet de donner les informations utiles pour notre recherche et ces entretiens seront avec des acteurs politiques, des universitaires centrafricains, des acteurs associatifs, des analystes indépendants et du public centrafricain.

Grâce aux entretiens semi-dirigés, nous espérons, à partir de ce que disent les participants, relever leurs usages et leurs enjeux d'appropriation stratégique.

7.4 L'analyse de contenu

L'intelligibilité des données collectées sur l'usage des réseaux sociaux numériques comme moyen d'éveil des consciences nous permet de transmettre des messages entre un émetteur et un ou une multitude de récepteur pendant la crise politique nécessite une analyse sociologique approfondie. C'est la raison pour laquelle nous avons opté pour l'analyse de contenu.

L'analyse de contenu est une expression générique désignant un ensemble de méthodes d'analyse de documents, de données, de faits, permettant d'explicitier le contenu latent des communications verbales et aussi d'accéder aux significations implicites. C'est une méthode qui permet au chercheur de découvrir : « *Le caché, le latent, le non apparent* » (Bardin, 1980 :9).

Pour Berelson (1949) la définit comme : « *Une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste de communication ayant pour but de les interpréter.* »

Elle repose sur les opérations idéelles, intellectuelles qui s'opèrent sur les éléments des données, sur les faits, pour in fine en expliciter la signification. Parmi ces opérations idéelles ou techniques, nous citons : la codification, la catégorisation, la mise en contexte ou analyse contextuelle. Ici dans le cadre de notre recherche le privilège est attribué aux deux premières opérations.

7.5 Population d'étude

Cette recherche ne s'inscrit pas dans une perspective qui légitime le recours aux corrélations statistiques. Il s'agit davantage d'approfondir la connaissance des interactions des usagers des réseaux sociaux numériques et la crise politique. Car « les faits sociaux sont des accomplissements pratiques ». Il n'est donc pas nécessaire de tenir compte de la représentativité de l'échantillon ou de prévoir un nombre considérable de répondants car : « *lorsqu'on utilise ces méthodes non standardisées, entretiens non directifs ou entretiens structurés (comme c'est le cas ici), il est inutile d'interroger un très grand de sujets. La lourdeur de l'analyse rend*

difficile l'exploitation systématique d'un nombre important d'entretiens » (Ghiglione & Matalon, 1991 :50)

Dans cette logique,

« Essayer de constituer un échantillon représentatif de la population étudiée n'a guère de sens puis que, de toute façon ou ne fera pas d'inférence globale (...). Ce qui est important, c'est de s'assurer de la variété des personnes interrogées et vérifier qu'aucune situation importante pour le problème traité n'a été omise » (op.cit. :51).

Ainsi, sur le terrain, notre sujet nous a amené à s'entretenir avec des catégories d'enquêtées variées. Elles sont regroupées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Échantillonnage des catégories de personnes interviewées

Catégories de personne	Type d'Entretien	Nombre
Etudiants	Semi-directif et questionnaires	6
Hommes politiques	Semi-directif et Questionnaires	6
Enseignants	Semi-directif	3
Responsable de l'ARCEP	Semi-directif	3
Responsable de HCC	Semi-directif	3
Experts	Semi-directif et questionnaire	4
SOCATEL	Questionnaire	2
ACAP	Questionnaire	3
Commerçants	Semi –directif	2
Mairie de Bangui	Semi directif	2
Religieux	Semi-directif	3
Automobilistes	Semi-directif	5
Influenceurs	Semi-directif et questionnaire	4
Office National de l'Informatique	Semi-directif et questionnaire	3
Total		50

7.6 Questionnaire

Il est un instrument de connaissance de la réalité. Ce faisant, le questionnaire nous permet de déterminer certaines évolutions communications comme le fake new et donc de guider les choix politiques en matière de communication virtuelle. C'est un instrument d'administration de la preuve. Dans ce cas, il sert à valider ou à infirmer les hypothèses de départ

VII- CLARIFICATION NOTIONNELLE

Le souci de ne pas teinter notre recherche par l'usage des termes communs nous conduit soit au moment où nous déterminons notre objet de recherche soit dans le cours de démonstration s'interdire résolument l'emploi des concepts qui sont formés en dehors de la science et pour des besoins qui n'ont rien de scientifique. C'est pour cela Durkheim recommande que : « *La première démarche du sociologue doit être de définir les choses dont il traite, afin que l'on sache et qu'il sache bien de quoi il est question* » (Durkheim, 2002,34).

Ou encore :

« Les mots de la langue usuelle, comme les concepts qu'ils expriment, sont toujours ambiguës et le savant qui les emploierait tels qu'il les reçoit de l'usage et sans leurs faire subir d'élaboration s'exposerait aux plus graves confusions. »

Ainsi, la définition des termes clés du sujet permet de limiter au maximum les flous conceptuels ou l'ambiguïté conceptuelle.

Réappropriation stratégique : est l'usage privé que font les acteurs politiques (internauts) de la communication via réseaux sociaux numériques. Ici nous assimilons cette réappropriation à ce qu'on appelle « la culture commune et quotidienne » (Michel de Certeau (1980), Jean Marc ELA (1998)) de consommation ou réception des réseaux sociaux

Réseaux sociaux numériques : Apparus en 2002 avec le site américain Friendster, les réseaux sociaux numériques ont connu leur succès et leur reconnaissance auprès de grand public avec Facebook 2006. Fondés sur le principe du « cercle d'amis », les réseaux sociaux numériques sont des dispositifs informationnels et communicationnels, des outils d'expression et d'échange, désormais affranchis des contraintes physiques et sociales qui ont limité le développement des réseaux sociaux » traditionnels »

Le réseau social en ligne est donc une reproduction du réseau (social) traditionnel (composé de nœuds et de relations liant les membres) facilitant les regroupements entre individus partageant des intérêts communs, sans qu'ils soient pour autant entravés par les anciennes contraintes géographiques et sociales. Notons qu'il existe plusieurs plateformes de réseaux sociaux numériques avec chacune une cible et une finalité bien définies. Toutefois, pour la présente recherche, nous ne retenons que l'une des plateformes de réseautage et de contenus (Facebook) et (You tube, WhatsApp et Messenger) des plateformes de partage de certains multimédias. Ainsi la raison de l'utilisation de ces plateformes citées ci-haut est liée au contexte centrafricain et l'omniprésent de l'usage par les internautes présents en RCA ou ailleurs.

Médium : est un moyen, un outil, un support de communication qui permet de transmettre des messages entre un émetteur et un ou une multitude de récepteurs. Il s'agit d'un dispositif informationnel et communicationnel.

Crise politique : est l'inadéquation manifeste entre l'organisation d'une institution politique ou publique et la réalité. Ici nous entendons par crise politique lorsque l'interdit majeur qu'est la constitution centrafricaine s'est transgressé par le recours aux armes par l'ex-président Bozizé, suite à son invalidation de sa candidature présidentielle. Il choisit la mobilisation des groupes rebelles sévissant sur le sol centrafricain depuis de décennie pour l'objectif de faire tomber le président élu démocratiquement. Cette crise politique possède certaines caractéristiques spécifiques notamment l'incertitude et le bouleversement de la vie politique, l'angoisse généralisée de la population, l'épreuve et l'opportunité exponentielle des citoyens centrafricains de parler des faits politiques longtemps dominés par les élites politiques dominantes.

IX- ARTICULATION DU MÉMOIRE

Il est divisé en deux grandes parties. La première partie qui s'intitule : « Émergence et panorama des communautés virtuelles en Centrafrique », comprend deux chapitres. Le premier chapitre est consacré à l'état des lieux, revient sur quelques notions des réseaux sociaux, sa définition ensuite les réseaux sociaux utilisés et les communautés virtuelles en Centrafrique. Deuxième chapitre présente comment les réseaux sociaux sont utilisés comme support de communication de la crise politico-militaire.

Quant à la deuxième partie, elle dispose également deux chapitres dont le troisième chapitre va déterminer les acteurs politiques (internauts) qui réapproprient ces outils et leurs stratégies de communication. Enfin, le quatrième chapitre va mettre en lumière les enjeux de cette communication numérique qu'entretiennent les individus avec la crise politico-militaire.

**PREMIERE PARTIE : ÉMERGENCE ET PANORAMA DES
COMMUNAUTÉS VIRTUELLES EN CENTRAFRIQUE**

En Centrafrique comme ailleurs, les réseaux sociaux se développent vite et jouent un rôle sociétal grandissant. Avec l'avènement des smartphones et de l'internet mobile, les réseaux sociaux constituent un nouveau vecteur de communication. Ils apparaissent comme un instrument de participation à la vie citoyenne du pays et un levier d'influence sur l'opinion publique. Les citoyens, les milieux politiques, les organisations de la société civile, les acteurs économiques et les partenaires étrangers ont investi ce nouvel espace qu'offrent les réseaux sociaux, et en particulier Facebook, le plus utilisé.

En fait, Il est question dans cette section de présenter brièvement le paysage digital centrafricain dans son origine, son évolution et dégager quelques clarifications consensuelles sur la notion de médias sociaux, web2.0 et réseaux sociaux prêtent souvent à de confusion (1er chapitre). Ensuite montrer comment et est-ce que les réseaux sociaux constituent un outil par excellence de la communication de la crise politique. De ce fait, l'usage des réseaux sociaux des acteurs politiques en Centrafrique (le président de la République, les opposants démocratiques, la société civile, les leaders du groupe armé et gouvernement en particulier le premier ministre) sera exploré (2^e chapitre). Enfin tirer une conclusion partielle de cette partie.

CHAPITRE I - ESQUISSE D'UNE GÉNÉALOGIE DES RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES

L'interconnexion des ordinateurs donne lieu à de nombreux types de réseaux différents, plus ou moins étendus et plus ou moins connus. Chacun se distingue par l'objectif qu'il sert, par sa taille et par les technologies qu'il met en œuvre. Nous commençons par cette section à examiner d'abord l'Internet le plus connu de tous, ensuite nous présenterons tour à tour les réseaux sociaux numériques à travers sa brève histoire, son évolution et son architecture, et enfin de décrypter la communauté virtuelle centrafricaine.

1.1 - Origine et l'évolution de l'Internet puis les réseaux sociaux numérique

1.1.1-Internet

L'Internet n'est pas véritablement un réseau, mais un immense regroupement de différents réseaux qui ont en commun certains protocoles (I.P) et offrent certains services similaires. C'est un système inhabituel, au sens où il n'a pas été planifié par quiconque et que personne ne le contrôle. Tout a commencé à la fin des années 1950. Au plus fort de la guerre froide, le ministre de la Défense des Etats-Unis souhaitait disposer d'un réseau capable de résister à une attaque nucléaire. À cette époque, toutes les communications militaires empruntaient le réseau téléphonique public qui était l'objet d'attaques.

L'Internet est un outil de communication et un espace de recherche d'informations. Ainsi donc il a transformé l'existence humaine dans la manière de communiquer, de se divertir et d'apprendre.

Web2.0

La notion de web2.0 est introduite en 2005 par Tim O'Reilly (Gervais, 2007) pour désigner de nouvelles évolutions qu'a connu Internet dans les années 2000. Sa principale caractéristique est de permettre aux individus sans grandes connaissances techniques de produire eux-mêmes du contenu sur Internet et d'interagir avec les internautes, grâce à sa facilité d'utilisation (Poncier, 2009 ; Renard & Groetaers, 2016). Il succède au web1.0 des années 1990 qui comportait des pages web statiques difficilement modifiables pour la plupart.

Ces transformations introduisent la notion de contenu généré par les internautes (ou UGC, User Generated Content). En effet, les internautes ne sont plus uniquement des consommateurs mais également des producteurs de contenu qu'ils peuvent diffuser à l'infini à l'aide des médias générés par le web2.0 (Renard & Groetaers, 2016).

Les médias sociaux

De nombreux auteurs s'essayent à donner une définition des médias sociaux. Cavazza (2009, p.1) les définit par exemple comme « un ensemble de services permettant de développer des conversations et des interactions sociales sur Internet ou en situation de mobilité ». L'accent est mis ici sur les liens sociaux que permettent de développer ces plateformes.

1.1.2- Définition des réseaux sociaux numériques

La notion de réseaux sociaux numériques n'est pas nouvelle, puisque Barnes l'introduit en 1954 lorsqu'il effectue une étude sur le fonctionnement des classes sociales (Balagué & Fayon, 2010). Associés à la notion du web2.0, les réseaux sociaux acquièrent désormais une nouvelle dimension, celle des réseaux sociaux numériques. Ici dans le cadre de notre mémoire, nous nous limitons à l'expression de « réseaux sociaux », tout en faisant toujours référence au domaine du numérique et non de la sociologie.

Balagué et Fayon (2010, p.235) définissant les réseaux sociaux comme un « service (en ligne) permettant aux utilisateurs d'être reliés entre eux dans le but de favoriser les interactions sociales ». Ils en distinguent quatre (4) caractéristiques communes notamment :

- ✓ Ils présentent l'identité de leurs abonnés ;
- ✓ Les contacts et connaissances de chaque membre sont la base du réseau ;
- ✓ Deux personnes sont mises en relation lorsque chaque partie a donné son accord ;
- ✓ Chaque profil peut être rendu public ou privé.

Les réseaux sociaux mettent donc en contact des individus, sur base de leurs réseaux d'amis ou d'intérêts communs et permettent de conserver ces contacts dans le temps à l'aide d'une fonction de messagerie et /ou d'un forum de discussion. Ces plateformes proposent également une fonction de recherche de membres.

La question posée aux enquêtés : Que savez-vous des Réseaux sociaux ? Ils répondent :

Yombolo, directeur général de Socatel : « Les réseaux sociaux ce sont des outils de communication et d'information »

Dazourou : « Les réseaux sociaux sont des plateformes de communication, de partage des idées et d'informations. »

Doumia : « Les réseaux sociaux sont les moyens de communication à temps réel, moyens d'éveil des consciences, prise de conscience et des supports d'expression de mécontentement. »

Nganatoua : « *Pour moi ce sont des sites internet publics où on peut partager des informations. J'utilise beaucoup les réseaux sociaux pour parler à des gens, via les messageries privées ; surtout avec mes amis de l'étranger avec qui je ne peux pas parler par SMS ou alors les conversations de groupe pour organiser des choses. »*

Koyatro : « *C'est une bonne question ! Ce sont des réseaux où pour moi il y a plusieurs liens sociaux qui se tissent. Et après on choisit ces liens aussi. »*

Serefio : « *Pour moi un réseau social ce n'importe quel site qui permet à un grand nombre de personnes de se retrouver et essentiellement de se retrouver sur des intérêts communs. Donc ça va être soit des liens d'amitié, des faits politiques, faits économiques, etc. »*

Tychique : « *Ce sont des canaux de communication virtuelle et populaire. »*

1.1.3- Différence entre réseaux sociaux numériques et médias sociaux

Ils sont des technologies de productions, d'échange qui se sont développés grâce à l'évolution d'internet notamment ce qu'on appelle le web2 :0 est une évolution d'internet qui permet une interactivité qui rend l'internet plus accessible aussi à tout le monde, c'est-à-dire même aux non-avertis.

Généralement, on estime que la différence entre les médias sociaux et les réseaux sociaux numériques se trouvent dans l'absent dans les premiers de réseautage et la présence de réseautage dans les seconds. Autrement dit, les médias sociaux représentent les sites web, les applications mobiles ou sur l'internet qui permettent de produire, de partager du contenu, d'interagir avec d'autres utilisateurs.

Par contre, réseaux sociaux ce sont des applications ou des sites web qui permettent de faire du réseautage, d'entrer en relation avec d'autres personnes, et qui les donnent des outils pour construire un cercle d'amis pour élargir le réseau de connaissance. La différence entre ces deux, c'est que les médias sociaux englobent ou renferment les réseaux sociaux numériques. Par conséquent, tout ce qui est application ou site qui permet d'entrer en contact avec les gens ou de produire, de partager du contenu, sont des plateformes qui permettent de socialisation à travers les partages du contenu et les échanges de relations.

Un blog, par exemple est un média social en ce sens qu'il permet de faire du partage de contenu et de l'interaction par ce que dans le forum sur le blog, la personne peut réagir à ce qui est produit. Mais, Facebook est un réseau social en ce sens qu'en plus du partage. Il a des outils qui permettent à l'individu d'entrer en contact avec d'autres utilisateurs et d'élargir son réseau d'amis. WhatsApp, par exemple est considéré à tort comme un réseau social, mais il s'agit plus précisément d'une application de messagerie. L'individu ne peut pas entrer en contact avec d'autre sur WhatsApp si celui n'est pas dans son répertoire d'amis.

Nous retenons que les médias sociaux sont des applications, sites web qui permettent de partager des contenus, d'interagir avec d'autres utilisateurs. Alors que les réseaux sociaux en plus de ces fonctionnalités permettent de construire un réseau d'amis par ce qu'ils ont des outils pour cela.

Dans le cadre de cette recherche, nous évoquons WhatsApp, Messenger et Facebook le plus utilisés des usagers centrafricains et référencié de la recherche, en raison, des précisions ci-hauts, utilisés par ces derniers pour partager les images et les vidéos des faits troublants en appui des paroles sur Facebook. Parfois les internautes dans leurs allocutions invitent ses amis ou le public à visiter ou consulter leur page You tube en vue de découvrir les vidéos des évènements parlés.

1.1.4- Brève historique et évolution du digital en République centrafricaine.

Les premiers services Internet ont été installés en Centrafrique en l'an 2000 par la société centrafricaine des télécommunications. Jusqu'aujourd'hui, le pays se connecte à l'Internet grâce aux satellites, par l'intermédiaire des opérateurs de téléphonie mobile présente. Mais orange est le grand fournisseur d'accès à Internet pour le moment. D'après la société Expert Entreprise SA, dans ses données publiées en mai 2012, donne le nombre d'utilisateurs d'Internet est de 0,4 pour 100 habitants. Avec un maximum de 128 Mbits/sec (haut débit en RCA).

En avril 2012, un accord sur le financement du programme régional de réseau de télécommunication à haut débit en Afrique centrale a été par le représentant de la Banque Mondiale (B M) au Tchad. L'objectif de ce projet est de mettre en œuvre d'un projet à caractère régional entre le Tchad et le Centrafrique pour améliorer l'accès et l'utilisation des services du réseau de fibre optique et réduire leurs couts.

En termes de comparaisons internationales, le Centrafrique est un des pays les moins connectés du monde devant le Niger et le Burundi. Entre 2006 et 2010, la RCA

affiche un taux de pénétration d'Internet de 11,4%, alors ce taux est de 5,4 % en 2020 (Ngoulou, 2021).

Pour le rapport de Data reportal sur le Centrafrique, le nombre d'internautes augmente de 107000(plus de 20%) entre janvier 2019 et janvier 2020. Cette croissance des utilisateurs s'explique par l'engouement des centrafricains d'être en contact avec le monde, l'influence des diasporas centrafricaines sur les réseaux sociaux et l'évolution de la chose. Mais l'usage de ces outils reste encore minoritaire et réservé à une élite urbaine.

Tableau 2 : Evolution mensuelle du nombre total des clients ayant accès à l'Internet mobile

	Janvier 2020	Février 2020	Mars 2020
Nombre de clients Internet mobile	382.536	388.031	409.321
Parc client 2G	109.011	106.537	109.159
Parc client 3G	273.525	281.494	300.162
Taux de pénétration Internet mobile	7%	7.1%	7.5%
Croissance Internet mobile	-3.0%	1.4%	5.5%

Source : ARCEP, publication du 1^{er} trimestre 2020

Fournisseurs d'accès à l'Internet

Le marché de l'internet mobile se développe rapidement et la quasi-totalité accède à internet via un abonnement mobile grâce aux quatre opérateurs téléphoniques notamment : Orange, Telecel, Moov et Azur. Le retard de connectivité de la RCA s'explique par un déficit d'infrastructures, un très faible d'achat et un fort taux d'illectronisme. Au-delà d'illectronisme (l'incapacité ou difficulté que rencontre une personne à utiliser les appareils numériques et les outils informatifs en raison d'un manque total de connaissances à propos de leur fonctionnement, Wikipédia), le handicap de sous-électrification du pays, « le taux d'électrification national ne s'élevant pas à plus de 4 » (Zango, 2019). Concernant la connectivité, dans le rapport de l'autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (l'ARCEP ,1^{er} trimestre 2020) estime que les opérateurs téléphoniques déclarent le taux de connectivité ne couvre que 51 du territoire.

A ce manque d'infrastructures et de couverture du réseau s'ajoutent le facteur coût élevé. En moyenne, un appel coûte 100Fcfa (0,15 euro) et les SMS 25Fcfa (0,04 euro) entre le même opérateur, et 50Fcfa (0,08 euro) d'un opérateur d'autre. Le prix en

Smartphone varie de 150000 à 350000 FCFA (229 à 534 euros). Quant à la connexion internet coûte 500Fcf (0,76 euro) au minimum. Dans un cybercafé à Bangui une heure d'utilisation coûte 1500Fcf (2,30à en moyenne (Jendoubi, 2020).

Tableau 3 : Nombre des clients ayant accès aux services de l'Internet Fixe sans Fil (IFSF)

	Janvier	Février	Mars
Total client IFSF	465	478	479
Client Bas-débit	60	55	51
Client Haut-débit	405	423	428
Pénétration IFSF 1000 habitants	8,5%	8,7%	8,8%
Croissance IFSF	-6,8%	2,8%	0,2%

Source : ARCEP, publication du 1^{er} trimestre 2021.

IFSF : Internet Fixe Sans Fil.

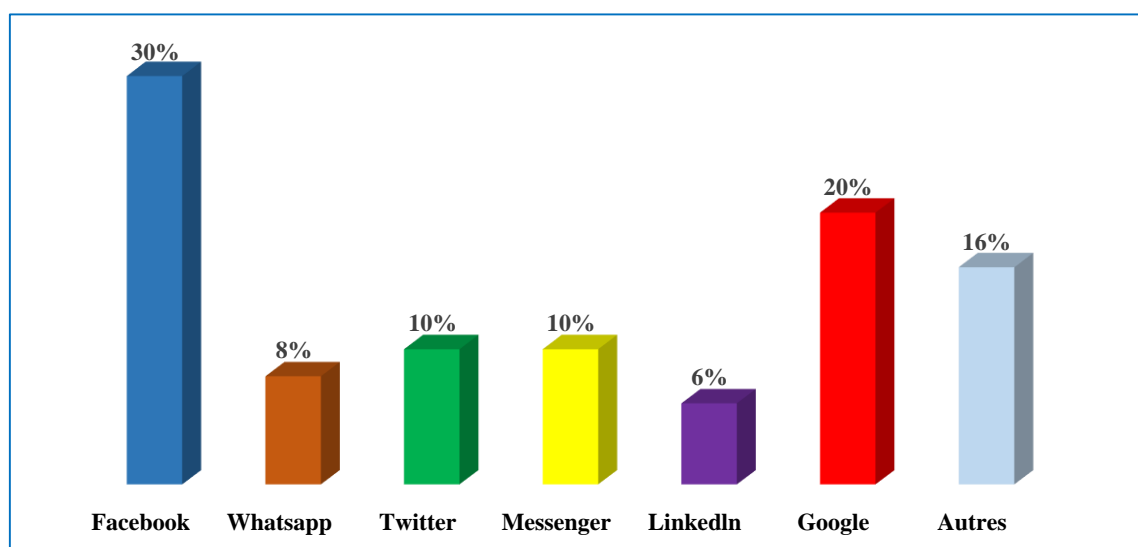
Bas-débit : Inférieur à 256 kbit/s

Haut-débit : à partir de 256kbit/s

1.2-Types des réseaux sociaux numériques utilisés

L'usage des réseaux sociaux se répandent largement et diversifient en Centrafrique ces dernières années, il reste encore minoritaire et réservé à une élite urbaine.

Graphique 1 : Réseaux sociaux utilisés en Centrafrique



Source : Yapele Max Rufin, réalisé lors du terrain

Les résultats contenus dans ce diagramme montrent que 50 centrafricains interrogés, plus de 30 % ont un compte Facebook et Google 20%. Tandis que 10% ont

respectivement utilisé l'application de messagerie instantanée Messenger et Twitter. Ils affirment être actifs sur LinkedIn 6% (réseau professionnel) et 16% disposent d'autres plateformes. A la question de savoir les quels de ces réseaux sont utilisés le plus, 45 personnes sur 50 personnes enquêtées affirment être actives sur Facebook. Dans l'ensemble, les Centrafricains plébiscitent Facebook, WhatsApp, Messenger, Twitter et Google comme leurs réseaux sociaux préférés et qui s'apparent désormais à « une immense cour de récréation, le coin de la rue et le comptoir où l'on cause, ou encore une galerie où on trouve des informations ».

En effet, plusieurs raisons sont avancées pour justifier de l'usage de Facebook notamment :

« J'utilise Facebook pour informer les autres sur la situation de la crise militaro-politique et faire entendre ma voix ;

Je l'utilise pour faire changer l'opinion publique ;

Grâce aux réseaux sociaux que je suis au parfum de l'actualité politique et sécuritaire du pays, donc je remercie Facebook ;

J'utilise pour avoir des informations car les médias traditionnels comme journaux, presse, radio et surtout la télévision avec le phénomène de délestage ou la coupure intempestive m'empêche d'avoir entré en possession des informations ;

Moi, en tant qu'étudiant les réseaux sociaux me permettent de faire des recherches et être au courant de ce qui se passe dans le monde. »

Mais, d'autres préfèrent utiliser d'autres réseaux sociaux tels que Google, Twitter, Messenger, Viber, etc. pour diverses raisons dont plusieurs perceptions apparaissent : Un désintérêt personnel : « Je ne suis pas familier avec la page Facebook, car le Facebook constitue la poubelle » (Directeur General de l'Office National d'Informatique) ;

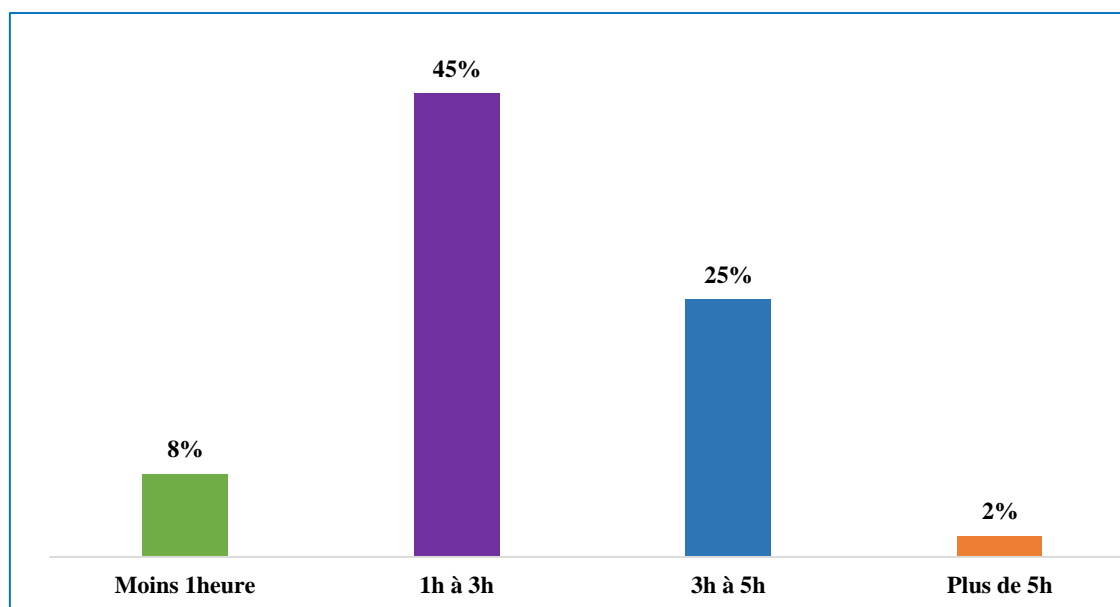
En effet, je ne consulte pas du fait que je n'ai pas pris l'habitude de le faire ; Pour moi, j'ai honte de consulter la page Facebook, nos sœurs trouvent en Facebook un lit de sexologie (Mongango Gypsie, étudiante en droit public l'université de Bangui.)

- ✓ Une surinformation, due probablement à l'existence d'une multitude d'informations non vérifiées : « Corbeau News Centrafricain, page Facebook Kangbi Ndara, cette fois-ci, Touadéra doit rester, oubanguien centrafricain, page Facebook de Doneng Héritier » (Homme politique)
- ✓ Une méconnaissance nourrie par des préjuges ou stéréotypes : « page Facebook de Fari Shabbaz, Grothe, » (propos avancé par un commerçant)

- ✓ Une raison religieuse : « je suis témoin de Jéhovah et notre doctrine nous déconseille de se méfier de ceci, car les gens publient des pornographies, des mensonges, désinformations. »

Combien du temps passez –vous sur les réseaux sociaux par jour ?

Graphique 2 : Durée moyenne de connexion quotidienne des internautes.



Source : Yapele Max Rufin, réalisation suite du terrain.

Moments de connexion des Centrafricains se répartissent grosso modo en quatre temps dont moins heure (8%), d'une heure à trois heures (45%), de trois heures à cinq heures (25%) et plus de cinq heures (2%).

Diverses raisons ont été évoquées à ce sujet. Certains estiment que le réseau dérange et ils sont obligés de se connecter à des heures tardives. D'autres présentent les justifications comme :

« Moi, je me connecte quand les gens dorment déjà pour ne pas arriver au dérangement de réseau ;

Je me connecte généralement vers 22heures en allant, car je suis occupé en journée ;

1 heure du matin la connexion ne dérange pas comme en journée ;

Le coût de connexion est très élevé et cher ce qui fait que je ne dure pas sur les réseaux sociaux. Par exemple avec 500 FCFA tu disposes seulement 8 méga-octets avec le réseau téléphonique Moov ;

*Moi, je me connecte souvent quand je suis au bureau, car le bureau dispose le wifi ;
Moi, je me connecte juste pour avoir des informations de la situation politique. »*

1.3. Communauté virtuelle centrafricaine

La communauté virtuelle est un concept qui se trouve au cœur du développement actuel d'Internet. Le principe est de réunir sur un site web des internautes possédant un centre d'intérêts commun ou présentant une caractéristique sociodémographique commune. Chaque type de public se voit ou s'est vu proposer l'accès à un site communautaire spécialisé en relation avec son centre d'intérêt. Cette dynamique communautaire peut être spontanée à l'initiative d'internautes avertis par exemple : site de passionnés de politique en Centrafrique, à l'initiative d'une organisation à but non lucratif (communauté religieuse), ou bien créée de manière réfléchie par un organisme privé (communauté des fournisseurs d'accès Internet, foot Ball centrafricain baptisée Patara 236.

La communauté virtuelle désigne communauté en ligne, communauté électronique, communauté d'intérêt, communauté virtuelle d'intérêt économique, site de réseau social. Cette abondance de termes et de type de communauté rend difficile l'identité de celle-ci. L'on peut toutefois répertorier les communautés virtuelles existantes en Centrafrique par exemple les communautés virtuelles verticales (intégration par métier), horizontales (intégration par fonction) ou encore interne à l'entreprise (extranet, intranet, communauté d'employés).

Les communautés virtuelles à l'initiative d'une personnalité politique ou publiques, elles englobent les communautés d'intérêts non lucratives (communauté des passionnés de jeu vidéo, de littérature centrafricaine, de cinéma ou de musique centrafricaine, de réflexions politiques philosophiques.

Les internautes centrafricains sont donc surtout des jeunes banguissois disposant d'un bon niveau de vie et des membres de la diaspora qui ont un accès facile aux réseaux sociaux dans leurs pays d'accueil. À l'instar des médias traditionnels, l'accès à l'espace numérique est réservé à une élite urbaine majoritairement masculine qui forme, avec la diaspora, une communauté digitale réduite en nombre mais influente grâce à l'effet de relais d'opinion.

Les 122000 comptes Facebook (Arcep, 2021) dénotent des usages très divers de ce nouveau moyen de communication, mais ont souvent une visée professionnelle et

informationnelle. Ainsi la ville de Bangui, de nombreuses localités, les arrondissements, des quartiers ainsi que les ministères et grandes administrations ont toutes leurs pages institutionnelles sur lesquelles ces auteurs sociaux communiquent plus ou moins stratégiquement leurs projets ou réalisations. Parfois, il arrive qu'une institution possède plusieurs comptes par exemple la primature (5 comptes sur Facebook, dont 3 comptes ne sont plus actifs, mais toujours visible) et la présidence (5 comptes sur Facebook, dont 2 comptes ne sont plus actifs, mais visibles) ou des comptes annexes. En plus, les ONG nationales, les cabinets d'avocats et des entreprises ont aussi des pages, toutes ne se limitent pas à la communauté d'internautes centrafricains. Par exemple, l'entretien téléphonique avec une responsable d'ONG locale, Bangui, novembre 2020, précise que : « *Je ne vise pas les centrafricains, je vise les partenaires internationaux sur les actions de mon organisation.* »

Les milieux religieux (églises catholiques et protestantes) sont aussi très présents sur Facebook : beaucoup diffusent des photos de leurs cérémonies, des extraits de versets bibliques et certains diffusent les vidéos de culte de dimanche (Entretien avec le curé de la Paroisse Notre- Dame de Fatima, Bangui : « Les réseaux sociaux nous ont permis de diffuser nos cultes dominicaux et servi aux chrétiens de vivre, de partager les paroles étant absents au culte. »

Il faut également noter qu'une vingtaine de groupes et de pages ont été créés et administrés par Centrafricains, accumulent des dizaines de milliers d'abonnés. Ils mêlent l'histoire de la RCA. Entre autres nous avons identifié des pages telles que :

« *Centrafrique après la guerre* », « *Bangui hier et aujourd'hui* », « *savoir sur l'histoire de la RCA* », « *Ndjeni Sango* », « *Corbeau News Centrafrique (CNC)* », « *Cette fois-ci* », « *Champion League* », « *Diaspora* », « *Bouche piment* » « *Cercle de réflexion pour l'essor du Centrafrique* », « *Tous les centrafricains du monde* », « *100%* », etc.

Par ailleurs, les réseaux sociaux numériques ont une fonction d'information importante sur le conflit centrafricain. Compte tenu de la faible couverture médiatique du territoire, quand il y a un massacre, les résidents tentent de les documenter par les photos, des vidéos et les témoignages sur les réseaux sociaux. Une documentation accompagnée de photos de cadavres et de bilans provisoires. Ces postes Facebook mettent en lumière les violences commises par les rebelles de CPC. C'est ainsi que les Centrafricains sont intéressés par les récits du père Jean-Alain Zembi à Zemio à l'Est du pays et le Prêtre Aurelio Gazzera à Bozoum (chef-lieu de la préfecture de l'Ouham-Pende. A titre d'exemple, le partage des témoignages sur Facebook la tuerie de la mosquée de

Bangassou (Sud-Est de la RCA en 2017) contredisant ainsi le discours et les chiffres diffusés par les médias de masse. Pour le prêtre Aurelio Gazzera sur son blog dénonce le problème de l'exploitation anarchique de l'extraction de l'or par les entreprises chinoises. Cette dénonciation provoque un grand débat à l'Assemblée Nationale qui conduit au limogeage de certains élus du peuple.

En outre, l'usage de Facebook semble important pour la diaspora centrafricaine. Elle lui permet de suivre de près, intervenir et diffuser ses opinions sur la situation conflictuelle. Ainsi un cadre qui travaille dans la banque de la région parisienne envisage Facebook comme un espace d'éducation :

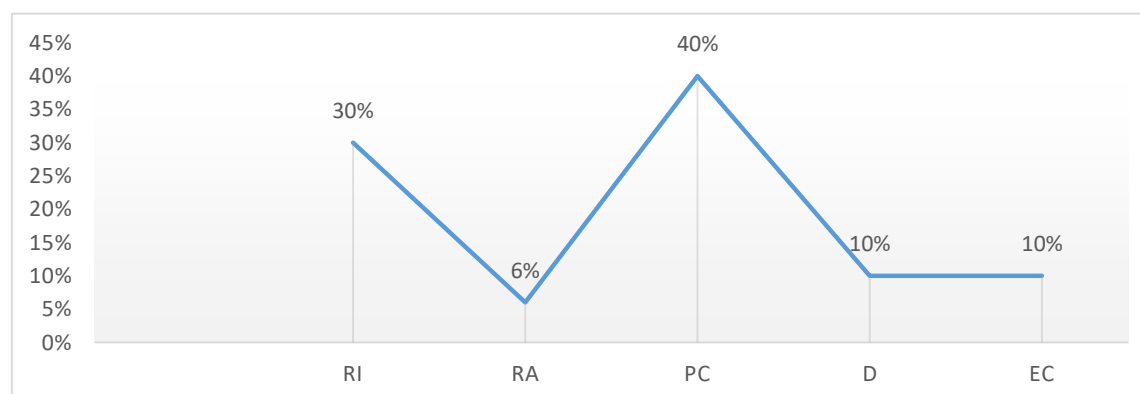
« J'utilise les réseaux sociaux pour impacter positivement la population centrafricaine à travers des publications favorisant l'histoire, la culture de RCA ; dénoncer les faits de corruption et les travers des classe politiques ou autres acteurs de la vie politique centrafricaine ; proposer les solutions sur les grands problèmes de société. » (Entretien réalisé sur Facebook Messenger, Bangui, le 10 octobre 2021)

Un autre chef d'entreprise franco-centrafricain, basé en Belgique de son séjour à Bangui, militant politique nous livre :

« Poster des vidéos pour que le pouvoir me regarde. Je réagis sur tous les sujets d'actualité. Parfois ça marche. Quand je ne les titille pas, ils sont rassurés, comme si je leur appartenais. Mais, dès que je tacle, ils commencent à m'écrire. Tous les politiques prêtent attention à Facebook. » (Entretien réalisé le 10 octobre 2021 à Bangui.)

Dans quels buts les centrafricains utilisent les réseaux sociaux ?

Graphique 3 : Objectifs de l'usage des réseaux sociaux



Source : Yapele Max Rufin, réalisé après l'entretien avec les enquêtés

Légende :

R I : recherche d'information ; R A : recherche d'amitié ; E C : éveil des consciences ; D : divertissement ; E C : engagement citoyen.

Commentaire : Les objectifs poursuivis par les internautes centrafricains sont recueillis dans ce diagramme confirment les hypothèses de départ. Sur 50 personnes interviewées sur cette question affirment utiliser les réseaux sociaux pour s'informer. Les 40% des internautes déclarent que les réseaux sociaux favorisent l'éveil des consciences. Les 6% ont dans la recherche d'amitié. Le 30% des enquêtés estiment qu'ils utilisent les réseaux sociaux pour s'informer que pour se divertir (10%).

Des propos livrés par les enquêtés comme :

« Grâce aux réseaux sociaux que je me suis édifié de la situation politique et sécuritaire ;

Merci aux réseaux sociaux je connais certaines choses de la vie politique centrafricaine ;

Je connecte pour suivre les débats de l'Afrique Médias qui ne cessent jamais de révéler et dire la vérité sur la France et la RCA ou RCA et la Russe ;

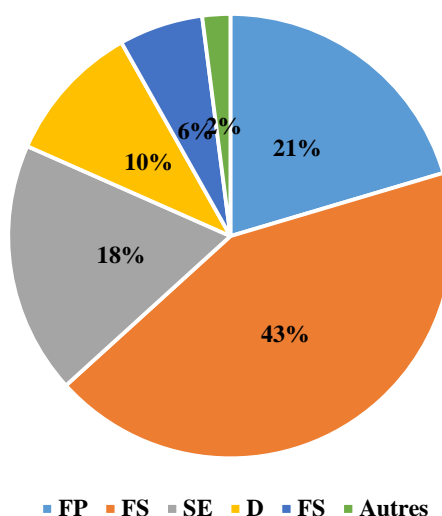
Moi, je connecte pour se divertir car je m'ennuis trop sur la crise politique centrafricaine ;

Les réseaux sociaux me donnent la possibilité d'influencer et mobiliser autour des programmes du Président de la République Faustin Archange Touadera, président rassembleur ;

Je ne suis pas trop intéressé des réseaux sociaux dont je connecte juste pour appeler mes frères qui sont à l'étranger en raison de cout d'appel cher. »

Que disent les internautes centrafricains sur les réseaux sociaux ?

Graphique 4 : Perception des internautes sur la crise militaro-politique



Source : Yapele Max Rufin, réalisé lors du terrain

Légende :

FP : faits politiques ; FS : faits sécuritaires ; SE : socioéconomique ; FS : fait sportif et autres.

En somme d'après le graphe, les Centrafricains utilisent pour parler plus des faits sécuritaires (43%) et les faits politiques (21%). Par contre 18% des faits socio-économiques sur divertissement (10%) et les faits sportifs (6%) et (2%) des autres faits.

Conclusion partielle

Il ressort ici de dire que les réseaux sociaux sont des supports utilisés et surtout le Facebook. L'usage de ces outils souffre des obstacles notamment le faible taux d'infrastructures et la couverture du réseau s'ajoutant le facteur coût et l'inaccessible de l'Internet en province, c'est-à-dire pour la très grande majorité de la population. Factorisé à la capitale Bangui où se trouvent plusieurs cybercafés. Par conséquent, l'usage d'Internet reflète la concentration des ressources économiques et sociales. Les internautes centrafricains sont surtout des jeunes banguissois et des membres de la diaspora qui ont un accès facile aux réseaux sociaux dans leurs pays d'accueil.

Malgré, les obstacles énoncés ci-haut n'empêchent pas véritablement à une communauté digitale réduite d'influencer d'autres catégories de la population. Les opinions diffusées et partagées sur les réseaux sociaux ne restent pas enfermées dans les réseaux sociaux et limitées à leurs usagers. Elles se diffusent aussi par d'autres moyens (médias traditionnels et discussions directes, de bouche à l'oreille).

Dès lors, les réseaux sociaux deviennent un prolongement du champ politique et du débat public. Les centrafricains se servent des réseaux sociaux, plus Facebook pour discuter, partager ou prendre des nouvelles de la vie politique et socio- économique du pays. Ils sont un espace où la liberté d'expression s'exerce pour veiller, commenter la vie politique du pays, alerter les dérives du pouvoir ou sur les massacres commis sur la paisible population.

CHAPITRE II - RESEAUX SOCIAUX COMME SUPPORT DE LA COMMUNICATION DE LA CRISE MILITARO-POLITIQUE (CRISE POLITIQUE)

Les réseaux sociaux, en raison de leur adaptabilité et de leur immédiateté, sont d'excellents biais de prise de parole et constituent de puissants outils politiques. De nos jours, maîtriser les codes des réseaux sociaux est un jeu déterminant pour les hommes politiques et les groupes rebelles. Véritables viviers d'électeurs, de propagande, les réseaux sociaux s'imposent désormais comme un outil de communication important, plus que les médias. Ils favorisent la naissance d'un espace public discussion entre les citoyens et le débat avec les hommes politiques. Car, une communication bien menée et de grande ampleur sur les plateformes sociales permet de disposer d'une forte mobilisation, mais aussi de rendre les citoyens responsables de sa décision. Cette stratégie consiste à toucher un jeune public capable d'influer sur la vie publique en y conscientisant ou en mobilisant autour des programmes politiques de l'Etat.

Avant l'avènement des réseaux sociaux, les seuls outils médias de la communication politique en RCA était la télévision, la radio et les journaux. Or, les deux premières n'étaient constituées que d'organes de presse publique, la plupart du temps inaccessible aux leaders politiques d'opposition, de groupes rebelles CPC et à toutes les voix dissonantes de la société civile ou des citoyens ordinaires. Par conséquent, les acteurs politiques se saisissent de la création des réseaux sociaux pour combler l'omerta qui leur imposée. Mais force est de constater que les acteurs politiques sont la plupart sur Facebook, peu sur Twitter. Pour déterminer la présente communication et le poids des acteurs politiques sur le Net, nous proposons ce panorama non exhaustif.

RESEAUX SOCIAUX : VECTEUR DE COMMUNICATION AUX USAGES MULTIPLES

Les réseaux sociaux sont très importants dans la vie quotidienne des citoyens centrafricains. Ils ont été des outils puissants, attrayants et sont devenus maîtres de l'arène politique centrafricaine. Les Centrafricains consacrent du temps aux réseaux sociaux en vue de rechercher un accomplissement de besoin non assouvis dans leur vie. La traditionnelle pyramide des besoins de Maslow (1943) permet de comprendre le comportement des Centrafricains (internautes). Parmi lesquels sont les besoins physiologiques (faim, soif, sommeil), besoin de sécurité (protection, abri, stabilité), besoin d'appartenance (affection, aide, acceptation dans la famille ou tribu), besoin d'estime (respect, domination, reconnaissance,

prestige) et besoin de s'accomplir (épanouissement, créativité, valeurs morales, dépassement de soi).

Les réseaux sociaux sont un espace où les individus peuvent s'exprimer, d'être populaire et ont marqué un tournant décisif dans le domaine des communications politiques en RCA, de la circulation de l'information et de l'instant présent.

Cette section va ressortir l'usage multiple et divers des réseaux sociaux lors la guerre opposant les Faca et les rebellions de la CPC.

2.2.1- Réseaux sociaux : canaux d'information et de partage des informations

Les réseaux sociaux deviennent la principale source d'information. La majorité de Centrafricains et la diaspora les utilisent pour s'informer. Ils ne fournissent près que 80% des informations devant les médias traditionnels.

Parmi les réseaux sociaux les plus utilisés pour diffuser l'information, Facebook est en tête avec 72% ensuite Messenger et WhatsApp leurs usages sont destinés pour partager les messages et vidéos des évènements ou discours sur le conflit militaro-politique. Quand il y a un massacre, les résidents tentent de les documenter par des photos, des vidéos et témoignages sur les réseaux sociaux. Une documentation accompagnée de photos de cadavres et de bilans provisoires. La tuerie des villages Koundjili et Lemon dans la préfecture de Lim-Pende, de Mann dans la sous-préfecture de Ngaoundaye, de, de Niem - Yelewa des photos de cadavres, de bilans et témoignages sont visibles et circulent sur la toile.

Grâce aux réseaux sociaux, l'actualité de la crise est disponible partout, tout le temps lorsqu'on a besoin d'elle. Un journal télévisé a, à la fois, des horaires fixes et un format long. Tandis que les réseaux sociaux permettent de s'informer dès que l'on a un instant libre. Pour les jeunes et la diaspora qui s'intéressent peu, d'ailleurs la qualité de télévision nationale, les réseaux sociaux sont un excellent moyen de se tenir informé. Pour étayer cette idée, notre enquête révèle bien que les citoyens déclarent s'intéresser plus aux réseaux sociaux que l'actualité télévisée surtout inondée de canular (France24, RFI, etc.). L'information via les réseaux sociaux est courte, disponible. On peut y trier les informations qui nous intéressent, et y trouver à peu près tout ce qu'on s'attend à y trouver. La télévision et la presse écrite ne peuvent pas couvrir par essence l'intégralité des faits.

On peut noter une perte de confiance énorme envers les médias traditionnels. De plus en plus les internautes les estiment au service d'intérêts politiques et économiques. Et ce phénomène s'amplifie pendant cette crise militaro-politique puis que nourri par l'information alternative que l'on trouve sur les réseaux sociaux. Voici le propos d'un étudiant centrafricain :

« Le réseau social est gratuit. La plupart de la presse écrite ne l'est pas. Quant à la télévision, certaines chaînes d'information spécifiques sont payantes, et les gratuites ne peuvent pas couvrir tous les sujets comme le font les réseaux sociaux. » (Entretien réalisé à Bangui le 28/10/2021 avec Eliezer)

Un autre étudiant intervient : *« Grâce aux réseaux sociaux que les attaques de Bambari, Bangassou et autres que je suis au parfum. Donc pour moi, je fais tout pour connecter. Car connecter est synonyme s'informer. »* (Entretien réalisé le 30/10/2021 avec Ordy).

En outre, l'utilisation de Facebook demeure importante pour la diaspora centrafricaine. Elle lui permet de suivre, intervenir, commenter et diffuser ses opinions dans les débats publics numériques. Ainsi un étudiant centrafricain à l'Ecole Normale et d'Administration de la Magistrature (ENAM) de Yaoundé envisage Facebook comme un espace d'information ou de partage de l'information :

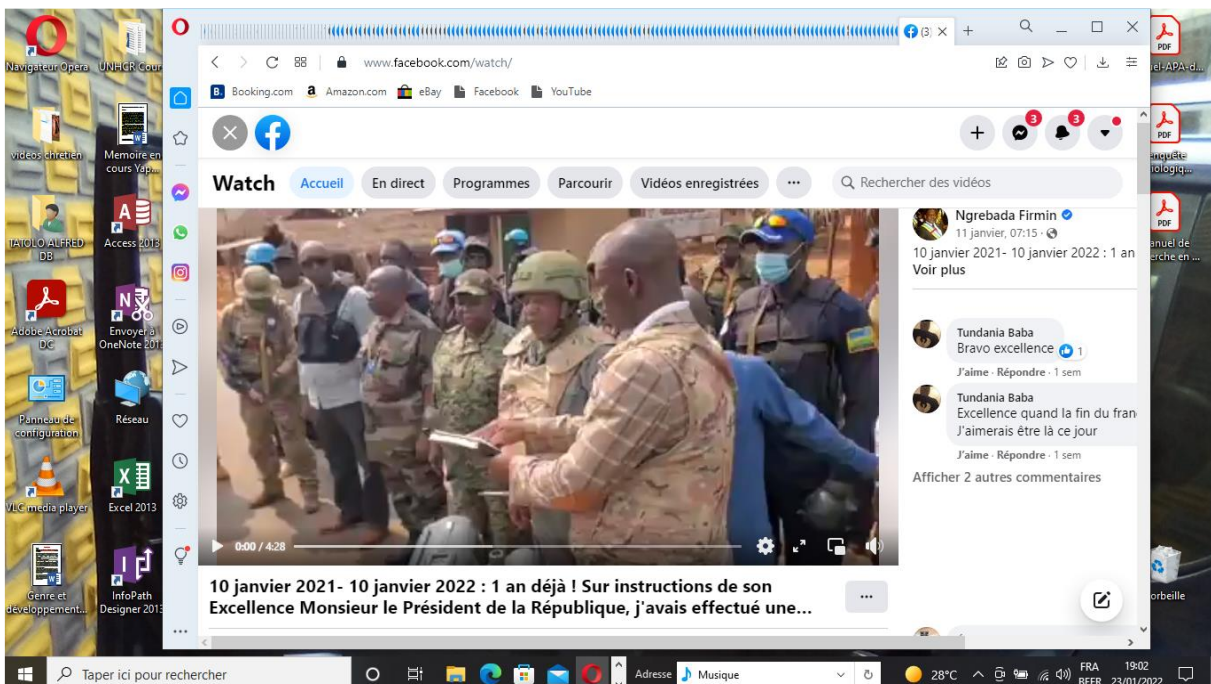
« J'utilise les réseaux sociaux pour s'informer la situation du pays à travers des publications fournissant la nouvelle du massacre, de bilan d'attaques des rebelles, la récupération des villes par les Faca et ses alliés. » (Entretien réalisé avec Rafaëlla le 10/10/2021 à Yaoundé)

Cependant, ce n'est pas par ce que tout le monde se détourne d'une chose au profit d'une autre, que la première est forcément néfaste, et la nouvelle formidable. Nous avons vu venir, la première de celle-ci est évidemment les fakes news. Il s'agit d'une information, généralement brulante et polémique, qui est en fait complètement fautive. La désinformation n'est pas l'apanage des réseaux sociaux. Mais force est de constater que ceux-ci lui offrent un terrain de jeu privilégié lors du conflit militaro-politique de janvier 2021, particulièrement le contexte de couvre-feu instauré par le gouvernement et l'opération de récupération des villes de la Centrafrique dans la main de CPC.

Il y a une incroyable multitude de discours et d'informations que déversent en permanence les réseaux sociaux. A fortiori quand n'importe quelle personne ; groupe de personnes poste une nouvelle en apparence incroyable, et relayer auprès de la population. Cela va du journaliste professionnel qui poste sur son compte personnel, effaçant la frontière entre journalisme et objectivité. A ce titre, depuis le rapprochement russo-centrafricain en 2017 les réseaux sociaux sont notamment devenus vecteurs de campagne de communication hostile contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), l'Union européenne (UE) et la France ou simplement contre le pouvoir. Ces dernières sont prises comme boucs émissaires dans le cadre de polémiques

diffusées par la presse locale et bien souvent initiées sur les réseaux sociaux. De côté du pouvoir les presses locales comme Corbeau News Centrafricain (CNC) et les médias internationaux font des publications polémiques et sensationnelles sur les actions du gouvernement. Parmi ces polémiques à répétition, figurent l’affaire du pont aérien, la résolution des Nations unies, des attaques ad hominem contre les membres de la MINUSCA et de l’ambassadrice de l’UE (Samuela Isopi), un pont aérien dédié pour acheminer du matériel de protection face à l’épidémie de COVID-19. Or les contaminations ont augmenté après la mise en place du pont. Sur les réseaux sociaux, certains ont argué que ce pont aérien était la cause de cette forte augmentation sciemment fomentée par l’UE ayant pour objectif inavoué d’« exterminer le peuple centrafricain ». Depuis l’opération de ratissage et de récupération des villes et provinces occupées par la CPC, une brève campagne sur Facebook a accusé le gouvernement centrafricain d’accepter les mercenaires russes du groupe Wagner en Centrafrique pour massacrer sa population.

Photographie1 : Capture d’écran de la descente du premier ministre, chef de gouvernement auprès des forces loyalistes à Bossembele (route Bangui- Garoua-Boulai).

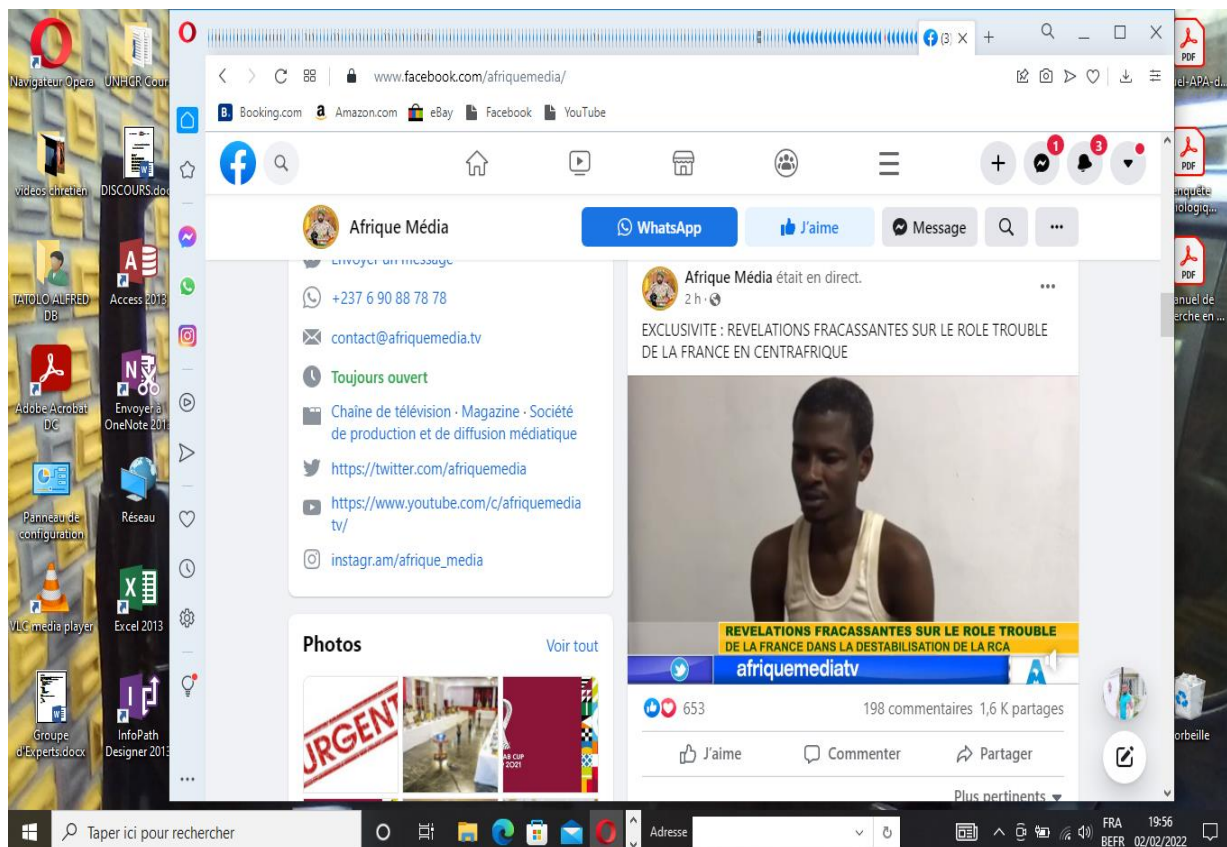


Source : Yapele Max Rufin (2021)

De gauche Ministre de l’intérieur Henri WANZET LINGUISSARA, au milieu Madame le Ministre de la Défense Marie Noël KOYARA et à droite le Premier ministre Firmin NGREBADA au chevet des forces de sécurité dans la ville de Bossemptélé en procédant à la remise des galons aux officiels conduisant l’opération de libération de cette ville dans la main

de groupe rebelle CPC. La prise de photo illustre l'exemple de l'une des informations circulées sur la toile rassurant la population centrafricaine qui est dans la psychose généralisée sécuritaire-politique de la RCA.

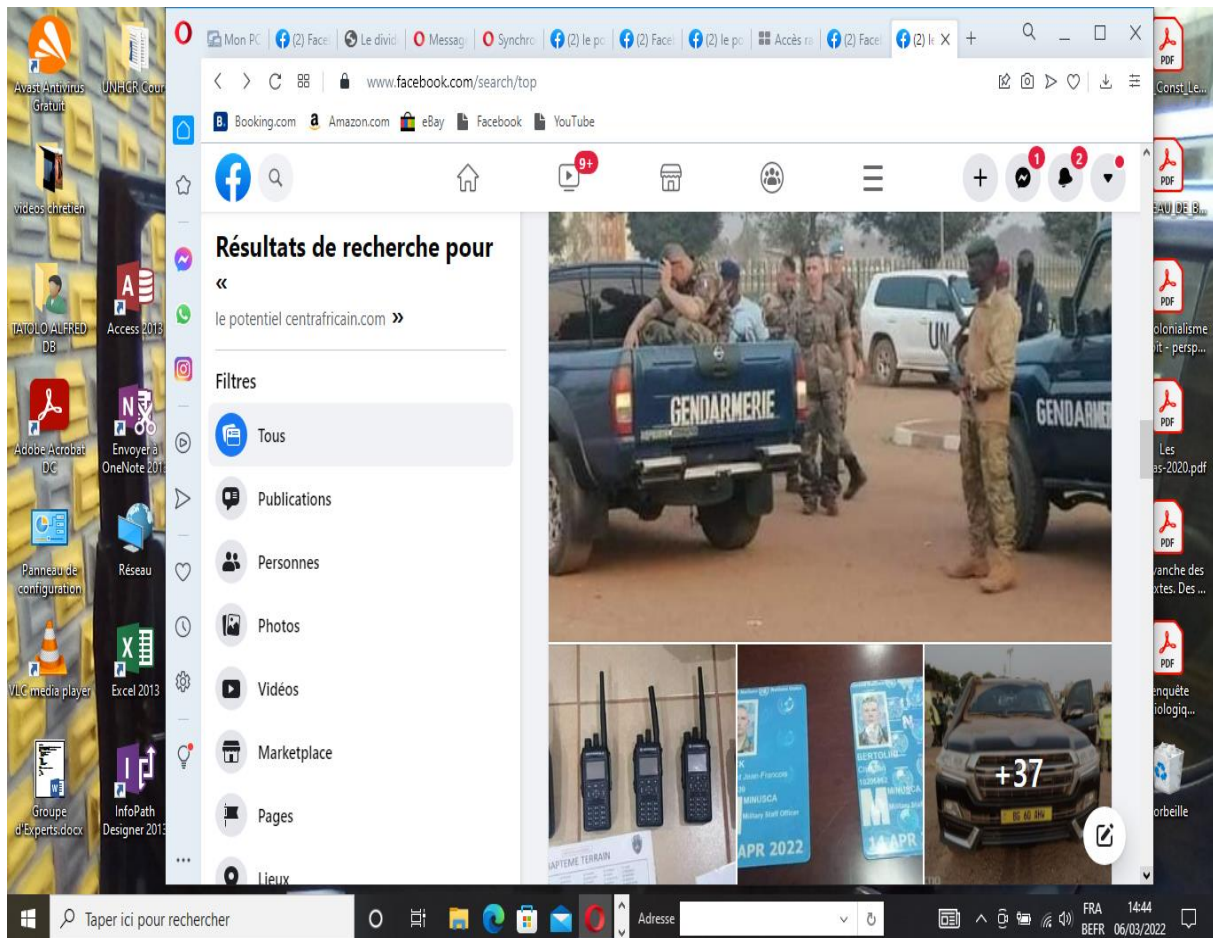
Photographie 2 : Capture d'écran de page Facebook officielle de l'Afrique Médias.



Source : Yapele Max Rufin

Ce post Facebook de l'Afrique Médias diffuse les informations sur la crise politique centrafricaine révélant l'ingérence de la France dans la crise militaro-politique centrafricaine. Sur l'écran c'est Abdoulaye GARBA le coordonnateur politique du mouvement rebelle l'UPC de General Ali Darassa. Abdoulaye GARBA est interpellé par les forces de l'ordre devant l'ambassade de la France en Centrafrique. IL est venu recevoir les informations stratégiques et rencontrer les nouveaux membres de service de renseignement de la France (selon son audition). Cette information est à la une et cela fait sujet de débat viral.

Photographie 3 : Capture d'écran de page Le potentiel centrafricain



Source : Yapele Max Rufin

La saisie et l'arrestation de quatre légionnaires français à l'aéroport international de Bangui M'poko lors du retour du Président de la République Faustin Archange Touadéra de sommet de l'ONU à Bruxelles 21 février 2022.

2.2.2- Réseaux sociaux : forme de nouvelles grammaires de résistance

Le retrait des troupes françaises de l'opération Sangaris, le non-décassement de l'aide budgétaire 2020, la suspension de l'aide budgétaire française, la connivence de la puissance coloniale avec le rebelle émergent les formes « nouvelles grammaires de résistance ». Ce terme a été forgé par Jean Guy Moreau (1967, p.65) et repris par philosophe camerounais Achille Mbembe (2000).

Les réseaux sociaux, en particulier Facebook offrent un espace de résistance à travers les discours, messages, lives contestataires ou les commentaires. Les politiques profitent des ressources citoyennes dans leur lutte, d'une part le gouvernement et ses relais d'opinion qui étalent leurs visions de résistantes, d'autre part, le groupe rebelle (CPC).

Du côté du gouvernement les formes « nouvelles grammaires » s'expliquent par les publications des discours contestataires, la mise en place des actions de résistance à savoir :

l'installation des radios (comme Lengo Songo une radio mise en place par l'ambassadeur de la Russie), existence des pages Facebook. Les activités des Russes ont permis au peuple centrafricain et surtout pro-russes de caricaturer la France et de communiquer agressivement vis-à-vis d'Occident « impérialiste » comme réclament les citoyens. Plus encore le peuple centrafricain bourdonne que les Russes font ce que la France n'avait pas fait depuis sa présence sur le sol centrafricain. Ainsi l'homme politique proche du pouvoir de Bangui estime :

« La Minusca n'est qu'une bande de brebis, faisant de la quasi figuration, et donc ne serait pas grande chose. Les rebelles CPC sont des crevardes ne pensent qu'à tuer, piller, violer et massacrer les centrafricains, assassinent des prêtres. Le Tchad reste un pays déstabilisateur envoyant ses mercenaires pour faire tomber le régime de Professeur Faustin Archange Touadéra. Quant à la France, son jeu est vicieux et sur plusieurs tableaux, à l'image du machiavélique conseiller qui utilise tantôt les forces rebelles CPC de François Bozizé, tantôt les mercenaires tchadiens. » (Page Facebook de Ndomaté, publié le 20 mars 2021).

Le film russo-centrafricain terroriste, 14 mai 2021 à Bangui au stade Barthelemy Boganda que la diffusion se fait en sango, la principale langue parlée dans le pays. Ce long métrage tourné en mars-avril glorifie l'action des « instructeurs » russes. Dans ce film, on relate l'histoire d'un jeune instructeur russe qui lutte contre la rébellion dirigée par l'ex-président François Bozizé. Bozizé, blessé et évacué durant les combats, le Contractor verra depuis Moscou la cérémonie d'intronisation du président réélu, fin mars 2021. Conclusion tirée de ce film est pour l'objectif de magnifier l'action des instructeurs russes et illustre le travail de la Fédération de la Russie dans la libération de la RCA en particulier et en général l'Afrique sous la domination française.

Lors de manifestations organisées par les mouvements politiques, société civile et autres associations en République centrafricaine depuis 2013 jusqu'aujourd'hui, on observe des slogans tels que : « *A bas la France !* », « *France, dégage !* » ont été scannés et le drapeau tricolore a été brûlé. Les manifestants estiment et livrent que : « *la France est un véritable problème de la crise politique en RCA. Depuis la prise du pouvoir de Bangui par la Seleka (groupe rebelle, favorisant Michel Djotodia au pouvoir), nous avons vu la connivence de la France avec les groupes rebelles. Donc on ne doit pas sous-estimer la portée.* ». D'autres manifestants estiment que :

« Nous ne sommes pas contre la France, mais les autorités françaises et ceux qui adhèrent de vouloir maintenir à tout prix la RCA dans la précarité indescriptible et sous sa domination ».

Le porte-parole de l'association Synergie centrafricaine Dr Euloge Doctrouté Koi estime pour lui qu'il serait plus approprié de parler d'un « vent anti domination » plutôt que d'un « sentiment anti-français » inonde les journaux télévisés français et sur les réseaux sociaux. »

D'autres internautes activistes accusent par ailleurs les opposants d'être trop proche et soumis à Paris et fustigent : « deux poids, deux mesures » de la diplomatie française, prompt à condamner les violations des droits de l'homme dans la libération des villes occupées par les Faca et ses alliés, mais silencieuse lorsqu'il s'agit de groupe rebelle CPC sur la population centrafricaine.

Pour Dansou Habib, étudiant à l'université de Bangui déclare que :

« La France présente comme une nébuleuse exploiteuse, la démocratie qu'il promet n'est qu'une façade ne pouvant apporter de véritables solutions. D'ailleurs la démocratie en version occidentale est une chimère. Seule la Russie peut ramener l'ordre et la paix. » (Entretien réalisé à Bangui le 2/11/2021 avec Dansou).

Une autre résistance, l'Assemblée nationale remet à l'ambassadeur de la Russie une lettre de filiations adressées à la Russie pour le remercier de son intervention dans le conflit militaro-politique qui fait bondir le départ de Joseph Bendounga, député de l'opposition dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. S'ensuit un virulent échange entre les deux hommes et l'opposant décide de quitter l'hémicycle. Selon Tychique Reggy Reo-olar, ancien ambassadeur et homme politique centrafricain, la France n'a pas voulu entendre de ses oreilles la révolte centrafricaine. Il martèle encore fort :

« La France paiera cher ses dégâts en Afrique sur son chemin, l'attendra des pertes : écroulement économique, départ du groupe des puissances multinationales, un déclin irrésistible. Ce qui reste à faire pour les Africains est de ressaisir leurs forces pour barrer la route définitivement à cette diablesse de la France, relever l'économie africaine, dépendre d'elle-même, partenariser avec qu'ils veulent, en cas de guerre, rejoindre sans hésitation le camp des pires ennemies de la France, et ce sera la fin finalement » (Tychique Reo-olar, publié le 6 mars 2021 sur page Facebook).

Face à ce changement de cap et vent de fronde les autorités françaises tentent de contrer sur le plan communicationnel. Elles utilisent pour cela les réseaux sociaux, qui jouent un grand rôle dans cette aventure incroyable pour « fédérer les opinions » selon l'expression de l'écrivain Boubacar Boris Diop, accentuer la contestation et la rendre plus visible.

Le président français Emmanuel Macron dans son interview africaine au journal du dimanche du 30 mai juge le pouvoir centrafricain et son président « *otages du groupe Wagner* », enlève davantage le sentiment anti-français.

Sur le plan pratique sous la diplomatie française les géants américains Facebook et Twitter avaient été dit qu'ils ont supprimé plus cent faux comptes Facebook et démenti certains des messages critiques qui circulent et donner une image positive de la France et de leur action sur le terrain centrafricain. Afin de défendre l'image française, la France a investi ce terrain dans une guerre d'influence ou de communication avec la Russie à travers la création des sites de luttés contre les désinformations, soutien insidieux des diasporas centrafricaines (par exemple la mise en place d'un groupe des diasporas centrafricaines en France baptisé 12 apôtres dont l'objectif est dénoncer, critique le pouvoir de Bangui) et leurs compradores sur sol centrafricain qui critiquent inlassablement les actions du gouvernement et alimentent l'image positive de la France. L'exemple des messages de Facebook de porte-parole de la CPC Abakar Sabone : « *Notre RCA est française et restera toujours et pour toujours française.* ». Ce dernier vacille la conscience du peuple centrafricain en alertant :

« Pour combattre un diable, il faut aussi être un diable. Touadera, chef suprême des Wagner, le pharaon et criminel du peuple centrafricain est en train de jouer à la méthode russe pour tendre un piège aux leaders de la société civile, de l'opposition, de la COD2020 et les groupes armés qui ont accepté de participer au fameux dialogue républicain organisé par le chef bandit. », « La CEAC n'acceptera pas les mercenaires russes Wagner dans leur zone. » (Abakar Sabone, publié le 12 février 2021 sur son page Facebook)

Enfin, les trolls français critiquent l'ingérence de la Russie et son action déstabilisatrice au Sahel : « *l'impérialiste russe gangrène Mali* », « *le principal déstabilisateur en Centrafrique ce sont les mercenaires russes, ce sont eux les vrais voleurs* » peut-on lire sur leurs posts (Remoning coordinated inauthentic behavior from France and Russie)

Il faut noter également que les citoyens centrafricains réactivent et propagent l'idéologie panafricaniste de Cheikh Anta Diop (Diop, 1954), Kwamé Nkrumah (Nkrumah, 1963), Joseph Ki-zerbo (Ki-zerbo, 1972). Il s'agit d'entreprendre la renaissance et la revalorisation de

l'histoire de la RCA, contre « l'ingérence française », « le barrage des mythes » qu'avait dénoncé Ki-zerbo (Pajot, 2017). La décolonisation de l'histoire dite des Centrafricains passe également par la décolonisation des médias occidentaux. Par exemple l'ouverture des télévisions satellitaires (Bangui Wood, Centrafric-New.TV, Centrafica News tv de géopoliticien Luc MICHEL, radios (Radio Lengo Songo mise sur pieds par la Russie, radio Luc Michel).

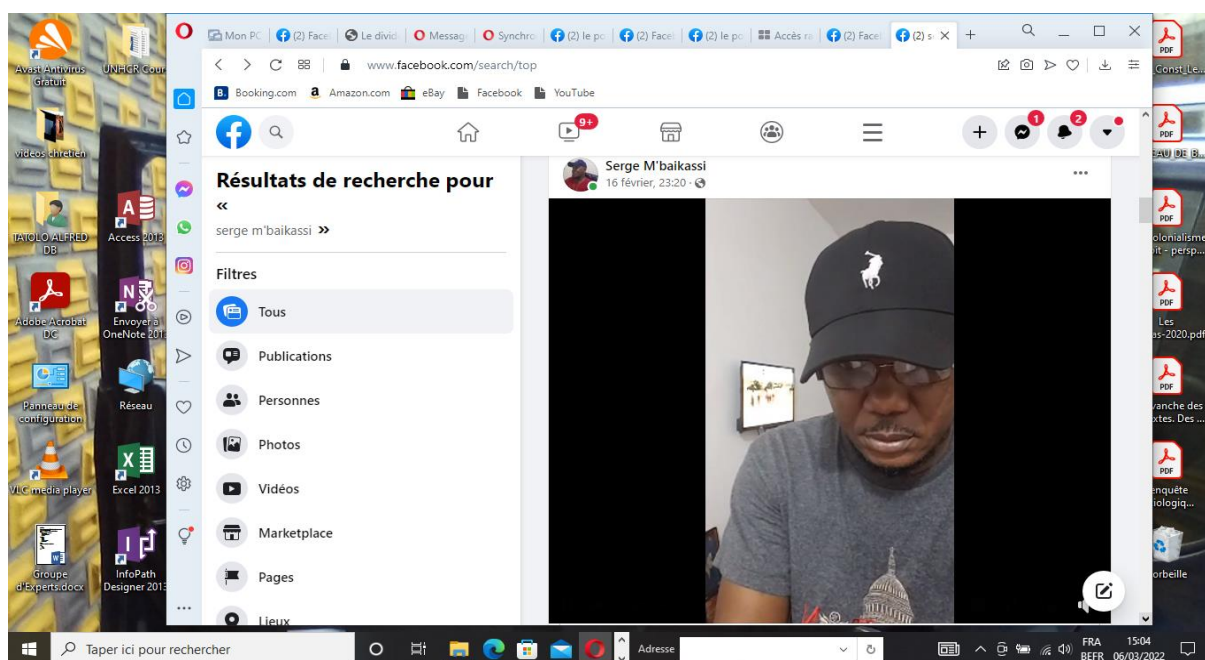
Photographie4 : Capture d'écran de la manifestation civile contre les forces extérieures et la France publiée par la presse Ndjoni Sango.



Source : Yapele Max Rufin

La photo ci-haute montre la manifestation de la population contre les forces étrangères présentes en RCA est publiée par la presse Ndjoni Sango. Nous soulignons que cela représente une forme de nouvelles grammaires de résistance.

Photographie 5 : Capture d'écran de page Facebook d'influenceur Mbaikassi Tonzeratou.



Source : Yapele Max Rufin

La capture de l'influenceur Serge Mbaikassi n'est pas le marketing politique ni économique, mais en réalité ce dernier est le plus influent lors de la guerre entre les forces centrafricaines et le groupe armé. Nous retenons par exemple l'un des thèmes que Mbaikassi débattu ci-dessous.

Titre de live direct du 16 février 2021 :

1- La razzia sur l'Hôtel de Ledger Piazza et le jeu trouble du ministre de l'injustice et sa horde :

- Séquestration
- Faux usage de faux
- Usurpation de titre
- Escroquerie
- Menaces de mort

2- Révélations et déconstruction (Mbaikassi Tonzeratou Serge Mathurin)

2.2.3- Réseaux sociaux : révélateur de lutte contre les désinformations et moyen de culture managériale de contre-information

L'espace politique centrafricain devient la galerie de désinformation et de discours haineux. La panoplie de discours haineux et désinformation est née dans le contexte de couvre-feu instauré après le coup d'Etat raté, le conflit militaro-politique. Les discours de haine menacent de droits de l'homme et la stabilité sociale en exacerbant les conflits et les tensions.

Dans ce contexte le gouvernement tourne vers Haut Conseil de Communication (HCC) pour réduire et traquer. Pour traquer les messages des contenus haineux, la désinformation et les théories du complot prolifèrent la Centrafrique, aggravent les préjugés, les stéréotypes nuisibles et la discrimination, notamment la xénophobie, le sentiment anti-français ou antirusse, plusieurs initiatives ont été mises en place par le HCC ou l'Union Européenne, Unicef. Pour ce faire, les plateformes des réseaux sociaux assurent la responsabilité. Par exemple :

« Nous sommes parfaitement conscients des avantages et des opportunités que les réseaux sociaux représentent par rapport à nos vies quotidiennes. Cependant, les vagues de désinformations concomitantes à la crise militaro-politique nous rappellent brutalement leur potentiel néfaste, lorsqu'ils propagent des mensonges concernant l'attaque sur Bangui ou sur l'ouverture du corridor Bangui-Douala, les diverses attaques contre les positions des forces loyalistes au front ou ravitaillement des armes etc. Ces désinformations sont susceptibles de mettre en péril la vie des citoyens, notre cohésion sociale et même, notre démocratie dans l'ensemble. » Déclare-t-il Mary Hubert Djamany du HCC.

En lisant les messages, discours sur les pots Facebook, nous voyons que les discours de haine jouent clairement un rôle dans la naissance de l'amplification des conflits, la polarisation et la discrimination. Les discours de haine sont intégralement liés à l'incitation à la violence et avec violation quotidienne des droits de l'homme qui ciblent souvent les personnes ou groupe d'ethnie. Nous avons enregistré des publications qui fanfaronnent le nettoyage ethnique telle qu'ethnie du coordonnateur de la CPC François Bozizé ou Peulh (Mbororo) par les Russes sont autant d'exemple où la haine et la propagande ont été systématiquement déshumanisés les personnes et préparés le terrain pour les crimes les plus odieux. L'exemple est tiré de la page Facebook de Victor Namséné distille des propos provocateurs et appel à la violence :

« Le parti Kwa Na Kwa (KNK) a été victime d'oppression ,ses partisans ont perdu leurs droits de société ,certains se cachent aujourd'hui pour vivre, d'autres changent de casquettes juste pour vivre tranquille ou avoir un travail, et ça au vu et au su de tout le monde personne n'en parle ,ni la ligue des droits de l'homme, amnistie, les juges et autres instances qui veillent sur le droit des hommes, demain les gens vont ouvrir la bouche pour condamner les violences et injustices sociales, à qui le tour demain ??? Avec ceci vous parlez de paix, dialogue etc.... La Centrafrique ne connaîtra pas la paix avec ce rythme de

discrimination sociale à l'encontre d'un groupe, parti politique et organisation. La paix est loin d'être dans ce pays. »

Facebook et Twitter apparaissent comme les principaux supports sur lesquels sont diffusés et relayés ou sur lesquels se propagent les Fake news (infox), rumeurs et autres éléments de désinformations, le gouvernement par l'intermédiaire de Haut Conseil de Communication a mis en place des dispositions nécessaires de prévention, de dénonciation, la formation des journalistes et l'effort de l'entreprise Facebook, qui œuvre pour démasquer ou supprimer les fausses pages Facebook faisant de la propagande en faveur de la Russie. Parmi les dispositions de prévention, nous recensons notamment des sites Yefanda (site de preuve), association des fact-checkers en Centrafrique, anti-fox de défunt Maka Gbossokoto, consortium des Journalistes centrafricains contre la désinformation (CJCLD), Stop ATéné (mis en place décembre 2020). La logique de cette initiative est de signaler, d'identifier et montrer les pages Facebook de désinformation, qui l'enjeu est de privilégier l'intérêt personnel ou travailler pour compte des grandes puissances sur la scène politique en Centrafrique.

Sur le plan institutionnel, le HCC a élaboré le Plan national pour la prévention de l'incitation à la haine et à la violence. Avec l'appui de l'ambassade de France, de l'Union européenne et l'Unicef, le HCC offre des ateliers de formation aux journalistes et aux communicants des ministères de Défense et intérieure, des Eaux et forêts, de la Mairie de Bangui et Garde des sceaux sur la lutte contre la désinformation. C'est ainsi sur les ondes, le 19 février 2019, le procureur de la République de Bangui, Laurent Lengande, a menacé de poursuites celles et ceux qui profèrent « un propos injurieux, diffamatoire, tribaliste et raciste à travers les réseaux sociaux, Facebook live »

Également le HCC procède à la suspension certaines émissions radiophoniques telles que l'émission du journaliste et producteur Kevin Dimitri Yalangba au motif, notamment, du « manque de professionnalisme de la part des animateurs ». En effet, le journaliste, ancien chef de service, inspecteur général des médias au ministère de la communication, renvoyé pour l'écriture et la publication d'un faux communiqué de presse, alimente des débats avec sa tristement célèbre émission Club de la Presse et son émission firent surnommer la radio d'Etat « la radio mille collines ».

L'ambassade de France qui est régulièrement visée par des commentaires des internautes sur les réseaux sociaux et par le flux des messages résistants arrivent sur sa page Facebook, « La France à Bangui » redynamise ses sites institutionnels et ses comptes sur les réseaux sociaux. Elle soutient aussi les efforts de formation des journalistes centrafricains en

organisant des ateliers de formation à Bangui et en finançant des bourses de remise à niveau pour des reporters centrafricains dans les écoles de journalisme en France.

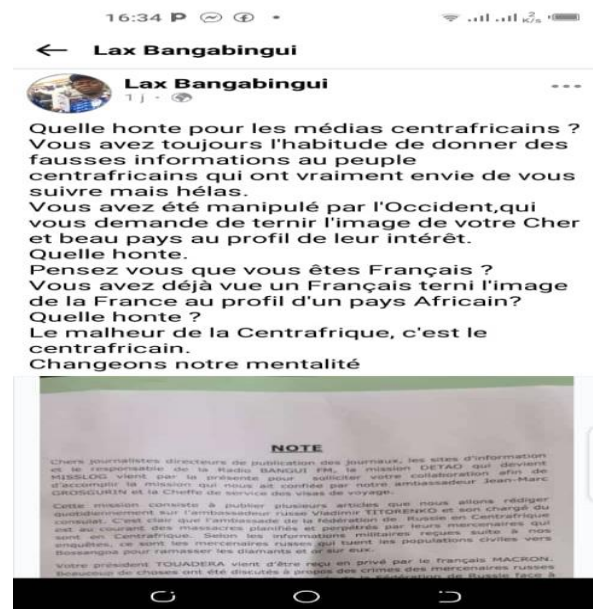
En parallèle, certains médias émergent et adoptent une ligne pro-française (le Tsunami, le Tambourin) et des pages Facebook et pages web associés afin de contre-argumenter les discours résistants envers la France en particulier. Par ailleurs, Facebook a identifié et supprimé certains faux comptes pro-français se présentant comme centrafricains mais administrés depuis la France (Martin Kossipé, Gildas Blaise Pongoa, Marius Ndebe, etc.) (Jendoubi, 2020).

Comme urgence, de temps en temps, le gouvernement intervient sans doute en s'insurgeant contre le poisson mental et psychique de la rumeur récurrente potentielle attaque de la capitale politique Bangui ou des villes provinciales, au pouvoir de destruction massive de l'aptitude à vivre ensemble démultiplié par les réseaux sociaux. Malheureusement, comme le dit Albert Einstein : « *On ne règle pas les problèmes avec ceux qui les ont créés.* », les initiatives de lutte contre désinformation ont été financées par l'Union européenne (UE), l'Unicef et parfois ces partenaires qui forment les gens qui luttent contre les fausses nouvelles. Or, dans l'imaginaire des Centrafricains ces partenaires sont vus comme les financiers de groupe rebelles et agissent en connivence avec la France puissance coloniale.

Photographie 6 : Capture d'écran des vérifications des informations circulées sur la toile



Capture écran d'un post Facebook du 13 Juin 2021



Capture d'écran faite le 30 juillet 2021

2.2.4 - Réseaux sociaux, outil de purgatoire de la vie politique

Par ce terme, nous voulons dire que les réseaux sociaux sont devenus par excellence lieu de nettoyage, purification ou de catharsis de crise militaro-politique récurrente qui plante décor

en République centrafricaine. Les réseaux sociaux sont devenus un lieu de déballage, de dénonciation des péchés, les réseaux sociaux permettent aux internautes de bricoler les informations afin d'édifier les citoyens centrafricains et internationaux. Ces derniers ont inspiré les théologiens du Moyen-âge en inventant un purgatoire entre le paradis et l'enfer. Il est utile de créer, entre les faits vrais et des bonnes expériences et celles expériences invalidées ou les faits faux ou oubliés pour passer des messages au citoyen lambda. Ces éléments n'en sont connus que de ceux qui ont été directement ou indirectement en relation avec les acteurs ou par leurs publications à travers les témoignages des aînés de dit domaine ou activité.

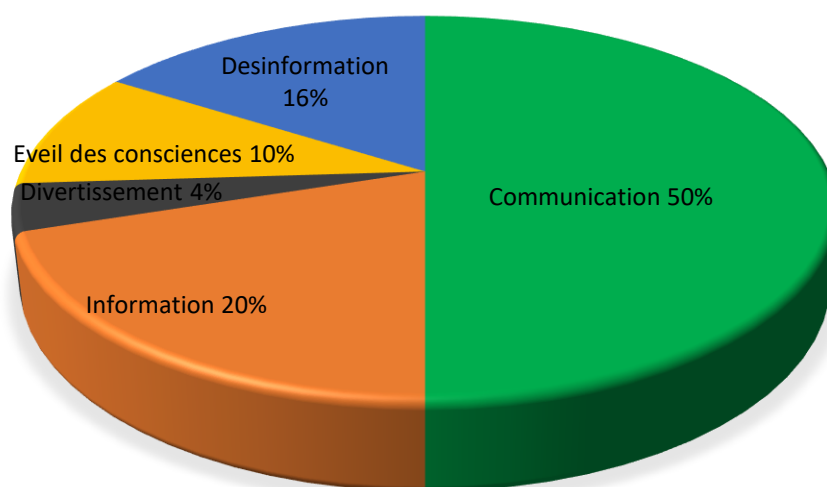
Pour le coordonnateur national Blaise Didacien Kossimatchi de Talitha Koum Centrafrique, membre du réseau international de Talitha Koum basé à Rome en Italie, le Facebook est un lieu de dénoncer la cécité politique de ceux des leaders de l'opposition dite démocratique en particulier la COD2020 aux ordres des puissances étrangères tout comme certaines organisations de la société civile qui se sont d'ailleurs illustrées par leur alignement systématique et sans conditions sur les positions des forces du mal dans un élan de suicider le collectif. Cette manœuvre éhontée a été mise en déroute par la clairvoyance de nos autorités et la détermination du peuple qui s'est mobilisée comme un seul homme pour mettre en échec le plan démoniaque des CPC.

Le Coordonnateur national Kossimatchi toujours dans ses messages publiés sur la page Facebook le Potentiel centrafricain accuse l'Union européenne de raviser et laisser la France d'assumer seule sa responsabilité historique dans les crises en Afrique en général et en particulier en Centrafrique : « *Qui sème le vent récolte la tempête* » dit-il un adage, « *La campagne anti-centrafricaine instiguée par la France à travers les agissements du négrier concessionniste Jean Yves Le Drian doit cesser et ceux qui ne veulent pas soutenir le peuple centrafricain doivent assumer leur choix en se retirant sans délai de la RCA avant qu'il ne soit tard car le peuple va bientôt prendre ses responsabilités* » a-t-il commenté.

Blaise Didacien Kossimatchi attribue respectivement les pseudonymes aux hommes politiques centrafricains, notamment, **Henri Grothe** « *l'homme de gros appétit, chantre de haine et de la division et enfin porte-parole de la CPC* » ; **Akandji Kombet** « *traître de la République et garçon de course des partisans de France-Afrique* » ; **Christian Nguenebem**, nouveau président du parti KNK « *homme à ambition démesurée, chauve-souris politique, auteur de détournement de 47.000.000 FCFA destinée à la jeunesse centrafricaine et démarcheur occidental pour le soutien à la CPC* » ; **Fari Tahéruka Shabazz** « *ex braqueur et prisonnier en sursis en cavale et chantre de haine et de division* » ; **Abdoul-Karim Meckassoua** « *agent de renseignement français, maître spirituel et bras financier de toutes les*

rebellions en RCA » ;Joseph Bendounga « anarchiste de renom et psychopathe par excellence » ;Martin Ziguélé « géniteur de la Seleka et marionnette » ; Anicet Georges Dologué « alias10%,tabaski et argentier de la CPC » ;Nicolas Tiangaye « maitre à penser et gourou des groupes armés » ;Aurélien Simplicie Zingas « coq de la basse-cour, homme sans objectif, facile à manipuler » ;Crépin Mboli-Goumba « selekiste de la première heure et auteur de détournement de 5.000.000Fcf de étudiants à l'époque du feu président Patassé » et Charles Armel Doubane « marionnette de l'Hexagone »

Graphique 5 : Conception des réseaux sociaux par les Centrafricains



Source : Yapele Max Rufin (réalisé le 12 janvier 2022)

En somme, d'après ce graphe, il en ressort que les internautes estiment que les réseaux sociaux sont devenus une tribune pour s'informer, communiquer et partager des idées. Sur 50 personnes interrogées 50% des enquêtes ont répondu d'utiliser le Facebook pour communiquer et 20% pour s'informer. Ainsi, cette tribune d'expression de l'opinion qui va provoquer l'éclatement de la vérité et la démonstration de mensonge, qui a son tour émerger la prise de conscience (10% de personnes prononcent que la prise de conscience est manifestée par la connivence des réseaux sociaux et la crise politique.

Pour ancien ambassadeur centrafricain Tychique Nzouketia déclare que les réseaux sociaux sont un moyen de :

*« Dévoiler ou de démasquer les malaises socio-politiques et militaires
Conduisent à la prise de conscience et suscitent l'indignation
Encourageant les Centrafricains prêts à défendre leur territoire
(Refus, manifestation contre les Casques bleus, la Minusca) »
(Nzouketia, publication sur son page Facebook).*

Fidèle Gouandjika affirme que :

« Les réseaux sociaux (Facebook) sont des canaux pour rétablir le chaos, le désordre et surtout le mal centrafricain. En un mot, ils sont le bâton de Moïse pour réparer le désordre et la sirène pour informer le gouvernement, la population centrafricaine et la communauté internationale. » (Entretien réalisé le 29 octobre 2021 à 11h dans son palais Gouandjika.)

2.3 - Usage des réseaux sociaux par les acteurs politiques

2.3.1- Communication par le Président de la République

Le président de la République dispose au moins deux comptes Facebook, Twitter et autres. Il possède 3.946 amis dont il publie ses allocutions électorales 2015-2016, son curriculum vitae, les diverses cérémonies nationales ou internationales. Hormis ses propres comptes Facebook, l'on peut également noter la pléthore des publications par ses relais d'opinions sur les comptes officiels de la présidence. La présidence de la République contient 5 comptes dont 2 inactifs, mais toujours visibles.

L'on enregistre plusieurs faux comptes Facebook qui portent son nom ou le nom de la première dame pullulent sur la toile avec la visée différente soit proposer le recrutement des jeunes dans la fonction publique, dans l'armée, soit tenter d'arnaquer les citoyens. Soit aussi lancer dans l'éloge de ses programmes politiques, sa vision pour le pays avec des expressions telles que : « gardien de la paix », « Touadera président rassembleur », etc.

Sur les comptes Facebook, le but visé est d'amener les citoyens changer les comportements, coopérer avec lui dans la volonté de rendre la RCA pays Emergent, dénoncer la ruse de l'ancien président Bozizé dans son idéal de déstabiliser le pouvoir démocratique et les institutions nationales.

Fidèle Gouandjika est un fervent défenseur du président, ingénieur de Télécommunication, formé en Roumanie, ancien Directeur General de Socatel, ancien ministre des postes et télécommunication chargé des nouvelles technologies sous la présidence de Bozizé, puis ministre de l'Agriculture et du développement rural jusqu'en 2013. Il est candidat malheureux aux élections présidentielles de 2015, pris ses distances avec le parti politique de l'ancien président Bozizé et est devenu conseiller à la présidence de Touadera. Il est considéré comme le gourou du régime. Gouandjika fait des lives dans l'habitacle de sa voiture, ou dans son jardin de sa concession de Boy-Rabe. Pendant deux heures et trois fois par semaine (lundi, mercredi et samedi), il fait son show en direct devant des internautes et devant un public du quartier qui est venu se rassembler autour de lui pour l'écouter et se divertir. Il s'est autoproclamé « *Docteur d'Etat sur le tas en sciences politiques et économique* », « *Le milliardaire de Boy-Rabe* », « *Le faiseur de rois* », ou « *Le gardien de la mémoire collective centrafricaine* »

Malgré, l'incohérence et l'excès de ses propos, il parvient à se constituer une audience et jouit d'une indéniable popularité. Outre ses lives, son mur Facebook est truffé de publications en faveur de Touadéra et, en tant que chargé de communication du MCU (parti du pouvoir), il passe son temps à dénoncer et critiquer ses anciens camarades du KNK et Bozizé, les groupes rebelles. A côté de lui, l'on peut identifier plusieurs partisans du président dans leurs lives quotidiens aux éloges et travail du président par exemple Pasteur Mathurin Serge Tonzératou M'baikassi (Champion League), Guinon Aymard, Paul Cyriaque Semaporo (sous le Manguier), Aristide Pessingua, Thierry Oronfei ,Johnny Yannick Nalimo (Kangbi Ndara),activiste panafricain Harouna Douamba, pro-russe et anti-français avec son ONG dénommée Aïmons Notre Afrique(ANA) et Rodolphe Héritier Doneng(Directeur du cabinet du ministre de sport et leader du Mouvement les Requins de Centrafrique dont les activités d'intimidation politique ont été documentées par des experts de l'ONU(Jendoubi,2020) . Les experts onusiens déclarent que : « *Héritier Doneng publie régulièrement sur les réseaux sociaux des messages qualifiables d'incitation à la haine et à la violence* ». Guinon Aymard, entrepreneur dans la communication, proche parent du président et ancien président de la Fédération Europe du parti KNK (parti politique de l'ex-président François Bozizé), l'un des plus visibles et actifs sur Facebook publie les extraits des allocutions, la vision, les rencontres et la position du président vis-à-vis de coordonnateur de CPC Bozizé. Dans un entretien avec lui, le 18 octobre 2021 à Bangui, le chargé de mission en matière de NTIC de cabinet du président de l'Assemblée Nationale rassure qu'il ait diffusé plus de « 3000 lives » sur Facebook. Il livre ses intentions :

« Quand j'ai débuté les lives, j'ai vu qu'il y avait une opportunité sur Facebook. J'ai débuté seul avec 4-5 personnes qui me regardaient. Puis Faustin Archange Touadéra a été mon premier cobaye, je frappais là-haut, pour qu'il fasse attention à moi. Je sais ce que je fais. Je ne suis dans l'injure. Je dénonce fort leurs attitudes. Tous les conseillers du Président ont commencé à me regarder : Ah qu'est-ce qu'il dit aujourd'hui ? Quelques mois après les élections de 2015 j'ai gagné une communauté de 60-70 personnes, des lieutenants fidèles » déclare-t-il chargé de mission en matière de NTIC à l'Assemblée nationale lors d'un entretien du terrain réalisé le 18 octobre 2021 à Bangui.

Le compte Facebook de Guinon Aymar atteint les 5000 Amis. il est le créateur de l'hymne du MCU et publie, partage quotidiennement sept ou huit fois par jour les contenus dont la plupart sont en faveur du président. Guinon Aymard fournit des prestations facturées au MCU et, il est l'un des webmestres du Facebook officiel du MCU. Il produit des capsules vidéo (interviews, publiereportages) qu'il diffuse sur Facebook. De plus, il est l'un des rares à argumenter et répondre point à point aux multiples commentaires des militants de l'opposition ou groupe rebelle CPC. Quant à Webmestre de Champion League de Pasteur SERGE MBAIKASSI, déclaré défenseur du président fait ses lives étant au Benin en défendant le président dans ses actions. Il fustige les leaders de CPC (ABAKAR SABONE, BOZIZE, ALI DARASSA, SIDIKI.)

Dans le même lancé, c'est à travers les comptes Facebook de la présidence que l'on retrouve des extraits des conférences de presse du ministre conseiller et porte-parole de la présidence de la République, Albert Mopkem Yaloké qui dément les rapports d'enquête des Nations Unies accusant les Faca et ses alliés russes et rwandais.

Le Ministre conseiller et porte-parole fustige les auteurs de dits rapports en ce terme :

« Cela n'engage que les auteurs. Car les autorités du pays balaient de revers de main les allégations erronées visant à ternir l'image des Faca (force armée centrafricaine) et leurs alliés russes et rwandais. »

Il réfute catégoriquement les informations qui parlent d'un éventuel rapatriement des alliés russes qui auraient commis des exactions :

« Les Faca et leurs alliés russes font un travail formidable en traquant les criminels. Ce travail pourtant est apprécié par les populations alors que certains

médias et organisations internationales critiquent à tort cette prouesse pour l'amour de la patrie. »

Déclare-t-il le porte-parole de la présidence de la République.

Il conclut :

« Nous sommes attaqués sur le plan de la communication de désinformation. On arrive même à un chantage qui est intolérable contre les autorités du pays, les Faca et leurs alliés russes et rwandais. »

2.3.2- Communication de premier Ministre

Le premier Ministre Firmin Ngrebada est la star des réseaux sociaux. Au-delà, de 5 comptes Facebook de la primature dont 3 ne sont plus actifs, mais toujours visible, le premier Ministre possède son propre compte Facebook qui dispose 28.764 amis. Il publie quotidiennement ses discours, ses rencontres avec les hautes personnalités nationales ou internationales, ses messages de paix a la population, appelle les citoyens à la prise de conscience et la maîtrise des enjeux de guerre sur le plan de déstabiliser la constitution républicaine.

Il trouve à travers les réseaux sociaux un moyen de communication capital et efficace pour sensibiliser, mobiliser la population centrafricaine autour de la vision des programmes politiques envisagés par le Président de la République Professeur Faustin Archange Touadéra.

Il présente la cartographie des opérations de libération du territoire occupé depuis une décennie sous le tyran des groupes rebelles. Il rassure jour et jour sur la nécessité de la coopération de la population avec le gouvernement en vue de mettre hors du territoire les ennemis de la paix. Par ce canal remarquable que le Premier Ministre, le chef du gouvernement informe la population de la récupération et de l'occupation des villes dans la main des cpcistes notamment avec les expressions : « la vie a été reprise à Bria, Ippy, Bangassou, Moyen Sido, Batangafo Bakouma, Bokolobo, Kabo, Kaga-Bandoro, Bossemtélé, Bouca, Bouar etc. ». Il réplique les fausses accusations pesées sur lui propos de son parti politique Mouvement du Cœur Uni (MCU) et son Président dans la publication du 31 septembre 2021 par le journal l'Expansion no 1812 sur les faits suivants :

Que j'évite de séjourner en France ;

Que je me prépare à prendre mes distances avec le MCU, en créant un parti politique ;

Que je suis l'instigateur des faits des documents sur les réseaux sociaux concernant les autorités du pays ;

En réponse :

J'ai effectué courant fin août et fin septembre 2021 un séjour en Belgique pour les raisons familiales, continue en France précisément à Paris et à Lille.

Je ne prends aucune distance avec le MCU qui demeure mon parti et dont je suis l'un des députés élus à l'Assemblée Nationale.

Je soutiens sans réserve la politique du Président de la République, chef de l'Etat Faustin Archange Touadera.

Omniprésent dans cette nouvelle technologie de l'information et de la communication, il expose ses extraits des allocutions, programmes politiques de sa circonscription de Baoli1 et présente ses condoléances à la population de sa circonscription endeuillée, ses divers voyages à l'étranger et à l'intérieur.

2.3.3- Communication des Oppositions Politiques

Les réseaux sociaux sont un outil de communication et un outil de publication des informations. En tant qu'outil de communication les opposants politiques démocratiques centrafricains n'échappent pas cet privilège d'un support qui facilite les échanges et les interactions entre eux-mêmes et leurs populations ; ces outils les rapprochent. En tant qu'outil de publication, ils créent de nouveaux espaces de rencontre autour de thèmes fédérateurs. Nous voulons souligner qu'ici les opposants politiques centrafricains sont omniprésents et réguliers sur les réseaux sociaux. Car c'est à travers cette nouvelle donne qu'ils livrent leur consentement ou mécontentement de la politique du président. Chacun dispose ses comptes Facebook personnels et les comptes Facebook du parti politique qui ont permis à leurs relais d'opinions de diffuser, partager ou informer les points de vue de leur leader sur tel ou tel événement orchestré.

Le souci d'épiloguer sur opposant par opposant nous conduit à limiter sur quelques-uns considérés comme les poids dominants des opposants tels que Martin Ziguéle (Président du parti MLPC), Anicet Georges Dologuéle (président de l'URCA) et Crépin Mboli-Goumba du parti Patrie.

Martin Ziguéle ,président du parti Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain(MLPC) ,ancien premier ministre du Président Ange- Félix Patassé, candidat malheureux aux élections présidentielles de 2005,2011,2016 et 2020 et Député de Bocaranga 3,dispose au moins quatre comptes Facebook personnels et plus de 5 comptes Facebook portant son nom ou les associations initiées consistant à partager et diffuser ses interviews, ses discours, ses dénonciations et ses positions politiques vis-à-vis du pouvoir et les groupes rebelles CPC de Général François Bozizé. On peut comptabiliser plus de 5.000 amis.

IL est considéré comme président américain Barack Obama du pays par son engouement sur les réseaux sociaux et sa forte mobilisation des citoyens par ces outils de communicatio

Quant à principal leader d'opposant du président de la République Faustin Archange Touadéra, Anicet Georges Dologuélé, président du parti Union pour le Renouveau Centrafricain (URCA) ne manque pas cette nouvelle donne qu'il voit comme un canal non négligeable pour communiquer et partager les divers événements que ses concitoyens confrontent. Il possède également deux pages Facebook personnels et compte Facebook du parti politique intitulé « *soutenons AGD* », « AGD président » le diminutif de son nom avec 14.927 amis.

A côté des comptes Facebook, on peut retrouver l'opposant Dologuélé omniprésent sur Twitter, Instagram, You tube etc. IL saisit ce canal qui va au- delà des barrières géographiques pour dénoncer les méthodes anti-démocratiques « *neutralisation* » son propre terme envers les opposants ; s'exprime contre les dérapages de l'Ambassadeur russe en RCA ; délibère son railbol à propos de Bozizé et Touadéra : « *J'ai été doublement pénalisé par Touadéra et Bozizé* », le 28 décembre 2021. Il poursuit ses propos : « *Je conteste la régularité de la réélection de président Faustin Archange Touadéra et ai été « pénalisé » dans les urnes par l'appel au boycott lancé par l'ex-président Bozizé* ».

Anicet Georges Dologuélé, premier ministre et ministre des Mines, Santé de l'ancien président Ange-Félix Patassé, Directeur Général de la BEAC puis le président du parti Union du Renouveau Centrafricain exprime ses vœux de Noel, ses empathies aux familles endeuillées et publie des extraits de l'intervention à la radio, à la télévision et tous ses programmes politiques dans ce support important.

Crépin Mboli-Goumba, président du parti Africain pour la Transformation Radicale et l'Intégration des Etats (PARIE), ancien ministre d'Etat aux Travaux publics, porte-parole du gouvernement de Bozizé et reconduit par Michel Djotodia. Il dispose de son tour plus de 3000 amis sur son page Facebook personnel et au moins trois pages Facebook politiques officiels qui figurent : « *Votez Crépin Mboli-Goumba présidentielle 2020* », « *soutenir Crépin Mboli Goumba* », « *Mboli- land* ».

Ce dernier s'intervient régulièrement sur les réseaux sociaux en cas des événements importants, sa position politique, présente ses condoléances aux citoyens ou à ses sympathisants, militants endeuillés.

2.3.4- Communication des groupes armés

Abakar Sabone a réalisé plus 100 lives Facebook direct pendant la période d'octobre 2020 à décembre 2021 (Enquête du terrain). Les réseaux sociaux, en raison de leur adaptabilité, de leur immédiateté et la facilité d'accès sont d'excellents biais de prise de parole et constituent de puissants outils de crise politique. La maîtrise des codes des réseaux sociaux est un enjeu déterminant pour les rebelles. Véritables leviers de communication. Ils favorisent la naissance d'un espace public caractérisé par l'ouverture et la liberté d'expression, qui stimule la discussion avec la population, connaît la position de la population et la publicité de leurs forces de frappe ou de nuire. Car, une communication bien menée et de grande ampleur sur les plateformes sociales permet de disposer d'une forte visibilité, de séduire la population. Cette stratégie consiste à toucher un jeune public capable d'influer sur la crise en y participant ou en partageant, diffusant les idées. C'est pour cette raison qu'on observe l'engouement et la participation de certains leaders du groupe armé tels que : Abakar Sabone, Dr Fari Tahéruka Shabazz. L'un rebelle et l'autre intellectuel au service du groupe armé. Les deux sont très actifs, présents et suivis.

Abakar Sabone, ancien ministre de l'ex-président Bozizé, ancien conseiller spécial de Michel Djotodia, ancien membre du FRPC et chef du mouvement rebelle MLJC et enfin le porte-parole de la CPC coordonné par l'ex-président François Bozizé. Il dispose trois pages Facebook officiels actifs respectivement habité à Ndjamena au Tchad, à Pissa en République centrafricaine et à Kigali la capitale politique du Rwanda.

Quatre exemples de lives directs justifient son omniprésence. Premier exemple est celui du 12 février 2021 qui a pour titre Abakar Sabone répond à Djono Ahaba, Djeuba et Toumou Deya. Ces derniers sont respectivement les leaders de la mouvance rebelle en Centrafrique. Dans ce live direct 18.368 personnes ont suivi et plus de 100 personnes ont aimé. Djono Ahaba affirme que : « *Abakar Sabone n'est pas centrafricain et ni possède l'habitation en RCA* » Cette déclaration qui fait le tour du monde suscite la colère de porte-parole de la CPC qui réplique son confère d'arme en expliquant son origine et précise que mon père à payer l'impôt avant la première guerre mondiale. Donc non pas seulement moi centrafricain mais mon père naturellement centrafricain. Le deuxième live direct est du 14 février 2021 portant le titre l'ouverture de corridor Douala-Bangui à la suite de l'émission télévisée de l'Afrique Médias TV où les invités sont montés au créneau en démontrant la capacité des forces armées centrafricaines (FACA) et ses alliées (russe et rwandaise). Ces invités de l'Afrique Médias T V pointent directement la connivence de la France avec les groupes armés. Le porte-parole de la CPC déclare en effet,

« Ma réaction va rassurer les citoyens et l'opinion internationale. Ce ne sont pas les Faca et ses alliés qui ont contraint les patriotes à abandonner ce corridor, mais les patriotes de la CPC sont attachés aux engagements de CEAC et d'Angola puis nous décidons d'observer un cessez-le-feu unilatéral. Face aux attaques éminentes des forces loyalistes les patriotes ont réagi d'une manière très sévère en récupérant des véhicules, de grande quantité de munitions d'armes, captivant des prisonniers, des morts des mercenaires russes. Voilà donc le bilan sommaire et provisoire que je suis obligé de nous donner »
(Publié le 14 février 2021 sur son page Facebook).

Ce live direct est suivi par 5299 personnes. Dernier exemple est du 12 avril 2021 pour thème : Sabone contre le faux pasteur Serge Mbaikassi. Ici Abakar Sabone recadre ce dernier pour ses discours sur la CPC en lui démontrant que Serge Mbaikassi est un apprenti politique et ses propos sur les réseaux sociaux relèvent belle et bien des élucubrations et du mensonge. Ce live direct est suivi par 29077 personnes, plus de 200 aimés et 300 commentaires.

Pour conclure le porte-parole Abakar Sabone donne les intentions, programmes politiques des groupes armés. Il dénonce et critique la position du gouvernement centrafricain et surtout l'implication de la Russie dans le conflit militaro-politique en centrafricain. Ceci dit le porte-parole de la CPC :

« Notre RCA est française et restera toujours et pour toujours française. Mes très chers compatriotes, notre RCA aujourd'hui n'a pas besoin de réarmement des Faca, n'a pas besoin des beaux et éloquents discours des uns et des autres, n'a pas besoin des billets des banques, n'a pas besoin de porter des fausses accusations sur les uns et les autres, n'a pas besoin de la haine. Notre pays n'a pas de besoin de chasse aux sorcières, des règlements de compte. L'heure est à la réconciliation et au pardon. La priorité de notre RCA aujourd'hui c'est la paix, la sécurité à travers le dialogue et la concertation. L'heure n'est pas à des accusations infondées montées de toutes pièces par les uns et les autres sur la France et le Tchad. » (Page Facebook d'Abakar Sabone).

Il publie les extraits de message du coordonnateur de la CPC Bozizé envoyé au président de la République française Emmanuel Macron le 5 février 2021 où dans ce message le coordonnateur accuse la Russie d'être intervenue lors des dernières élections en RCA (décembre 2020). Il dit ceci :

« La RCA et notre coalition patriote pour le changement (CPC) voudraient que la France intervienne pour que l'alliance anticonstitutionnelle et perverse des Nations-Unies-Fédération de la Russie-Groupe Wagner- Rwanda ne devienne pas le cerveau d'un génocide. La RCA a besoin de l'arbitrage et du soutien de la France pour que les Centrafricains puissent à nouveau être maîtres de leur destin et de leurs ambitions initiales. »

L'on retient de porte-parole Abakar Sabone de la CPC que les réseaux sociaux sont tremplin de communication du groupe armé qui sont privés d'accès aux médias traditionnels. Les réseaux sociaux permettent à la CPC de rassurer l'opinion nationale et internationale sur les faits qui les sont reprochés. Ils sont un moyen privilégié pour démentir, étouffer les dispositions gouvernementales en matière de sécurité.

Fari Taheruka Shabazz est, un docteur en sciences politiques, considéré comme la figure emblématique de caisse de résonance des groupes armés. Un intellectuel qui se dit proche ou s'inscrit dans la tradition des grands leaders africains comme Cheik Anta Diop, Barthelemy Bagonda (propos recueillis par la journaliste Lydie Nzengou-gueret publié le 20 mai 2020), est devenu à travers ses actions, discours et ses publications sur la toile, le compradore des occidentaux ou fervents stratèges des groupes armés. L'auteur livre toutes ses intentions politiques et intellectuelles. Il déclare que mon ambition, comme l'a dit Aimé Césaire est de pouvoir être un accoucheur de conscience et c'est ce rôle-là que je joue politiquement et scientifiquement.

« Sur le plan politique, je fais des propositions, de travail d'animation de la vie politique. Scientifiquement, j'élabore des stratégies pour pouvoir vulgariser et sensibilisation la jeunesse et les femmes centrafricaines en général, renouveler la classe politique, changé de paradigme, de vision panafricaine dans un sens d'ouverture. »

La fonction de l'accoucheur de la conscience et modèle des grands panafricains dont il parle s'est transformée à la fonction de l'accoucheur de la division du peuple centrafricain, l'éloge du terrorisme, le théoricien du chaos et le cerveau de néocolonialisme et la souffrance indescriptible du peuple. Pour étayer cette idée, quelques publications de Fari Taheruka Shabazz sur son page Facebook ou partagé sont recensées.

La publication du 20 janvier 2021 après l'échec de coup l'Etat qui a pour titre : Opération sauvons nos Faca avant qu'il ne soit trop tard :

« Visiblement l'Etat-major des Faca a décidé de sacrifier la vie de nos Faca sur le front pour rien. La situation sur le terrain est intenable.

Partout les Faca sont obligés de décrocher car ne disposent que de deux chargeurs chacun ; en face chaque patriote de la CPC a dix chargeurs.

A l'Ouest du pays, les Russes ont décroché et se sont réfugiés au Cameroun dont ils ont franchi illégalement la frontière. Ils sont démoralisés et demandent aux Faca de défendre eux-mêmes leur pays (régime) avec leurs deux chargeurs.

Ajouter à cela la faim, vous comprendrez alors pourquoi le moral est à zéro. Ne soyons pas étonnés si pour sauver leur peau les Faca soient obligés de se rendre voire se rallier avec les combattants des patriotes pour le changement. Ne soyons pas étonnés non plus que du jour au lendemain les villes s'effondrent comme un château de carte. Précisément le jour où aucune Faca n'aura de munitions. Voilà la situation sur laquelle nos généraux 10 étoiles ne veut pas communiquer.

De plus certains contingents Faca ne veulent plus de Russes en leur sein car leur présence enrage les patriotes.

Les Faca ont été envoyés à l'abattoir pour rien. Les responsables politiques et militaires devront en répondre devant les Centrafricains tôt ou tard. Que fait la commission défense de l'Assemblée nationale ? »

Dr Shabazz toujours dans sa publication le 22 janvier 2021 accuse le Président de la République : « Touadera mène nos compatriotes Faca, gendarmes et policiers vers l'abattoir. Mankeur Ndiaye, représentant spécial de l'ONU et chef de la Minusca en RCA complice de Touadera reconnaît que Touadera ne peut pas gagner la guerre contre la CPC. Seule la solution le dialogue inter-centrafricain. » C'est la liesse dans l'Ouaka après que les hélicoptères d'appui Wagner sont venus ramasser les cadavres de leurs éléments ainsi que les blessés suite à la pluie de balle qu'ils ont reçu de la part de CPC entre Galoupou et Dimako, axe Boyo. Désormais, il en sera toujours ainsi partout. La terre centrafricaine a besoin d'être arrosée quotidiennement par le sang des impies de Wagner. Chaque jour devient pour eux un cauchemar. Dynamiser les ponts ne suffira pas surtout face à des patriotes de la CPC qui sont blindés par des « Warga », c'est-à-dire le gri-gri en langue Sango alors que ces pauvres fous de Wagner n'ont même pas de gri-gri pour les protéger. Les patriotes vont les finir comme des « Kinda-gozo » sauterelles en Sango.

Le même jour il publie autres arguments qu'à Boyo dans la région de l'Ouaka, les Russes du Wagner et Faca sont mis en débandade par la CPC et rentrent en catastrophe à Bangui. Jeudi sera le jour de l'enterrement des soldats tombés dans cette embuscade à Bangui

et à Damara (ville du président de la République) par exemple 12 Faca enterrés à Damara ,7 Faca à Boy-rabe, 11 autres de Gobongo et Fouh (tous les quartiers de Bangui). Ainsi relève le raisonnement d'un intellectuel inspirant des grands leaders de la lutte de l'Afrique indépendance. Donc le procès de sa lutte pour la libération de la RCA revient aux Centrafricains de voir réellement s'il est celui qui cite le propos de nigérian Wole Soyinka, ancien prix Nobel de littérature en 1986 qui disait qu'en ce 20^e siècle il s'agira pour nous Africains de savoir discipliner nos dirigeants.

Force est de constater que plusieurs comptes Facebook existent qui font l'éloge ou qui défendent les leaders du CPC. Par exemples comptes Facebook de Régis Sikangba avec slogan : « *Dégagez, dégagez, dégagez, dégagez ! Mr Touadéra dégagez !! Le peuple centrafricain ne veut plus de vous Touadéra* ».

2.3.5- Usage des réseaux sociaux par la société civile centrafricaine

La société civile contribue à faire le contrepoids de l'activité politique institutionnelle au moyen des initiatives électroniques d'interpellation, de contrôle et de surveillance et en dernier recours, de la cyberdémocratie.

Elle a toujours été en avant-garde de l'interpellation du gouvernement sur les questions liées à la sécurité de la population, aux droits humains, aux conditions de vie de la population. La société civile participe à la vie politique par la sensibilisation et la formation des citoyens à la connaissance de leurs droits et devoirs ensuite à la connaissance de la situation politique du pays. Surtout à la prise de conscience, réveil national, la dénonciation des actes odieux des rebelles, d'appel des manifestations, de désobéissance populaire.

L'implication de la société civile Centrafricaine dans les affaires politiques à travers les réseaux sociaux est récente. Il faut attendre les dernières crises militaro-politiques de 2013 et 2020 que les initiatives des mouvements citoyens à caractères politique voient le jour. Nous pouvons citer notamment « *Association citoyenne Debout pour la Centrafrique* » même s'ils rassemblent en leur sein des organisations apolitiques ,leur objectif commun et majeur est de susciter une large mobilisation citoyenne pour la dénonciation des problèmes sociaux mais aussi de s'opposer frontalement à l'ingérence des grandes puissances étrangères dans la crise militaro-politique et la connivence des Casques bleus ou Minusca avec les groupes rebelles présents sur le sol centrafricain.

La société civile est accusée par le gouvernement ou les organisations internationales d'incitation au soulèvement populaire et de désinformations, d'incitation à la haine. Certains leaders de ces mouvements sont emprisonnés (Coordonnateur du Groupe de Travail de la société civile (GTSC et E Zingo Biani, Front uni pour la défense de la nation) Gervais Lakosso

et Marcel Mokwapi) durant quelques mois. Leurs réunions, meetings et manifestations sont également interdites. Mais ils réussissent tout de même à mobiliser leurs militants, sympathisants à travers Facebook pour organiser des Sit-in spontanés. Les mobilisations des citoyens ou des jeunes à la suite à ces appels, quoique faibles, constituent un enjeu politique majeur qu'on ne peut pas minimiser. On y trouve chaque fois qu'il y a eu la manifestation civile des placards affichent des slogans suivants : « *Nous voulons la paix ! Nous ne voulons pas les contingents de la Minusca en RCA.* »

La société civile bénéficie des soutiens extérieurs par exemple les réseaux des mouvements ou leaders panafricanistes (activiste suisse-camerounaise Nathalie Yamb, malien Mohamed Konaré, Franklin Yamsi-wa, Kemi Seba et la télévisions panafricaines (Afrique Médias TV) qui diffusent à tout temps leurs communications en faveur de la RCA.

Du côté du gouvernement, quelques mouvements citoyens existent, à l'instar de « *Association est ma sécurité* » et « *Talitha Koum Centrafrique* » qui est coordonné par Blaise-Didacien Kossimatchi » Pour les deux associations qui ont un objectif d'éveiller les consciences des Centrafricains sur l'actualité politique du pays en raison de la prise de position récurrente de l'Union européenne qui vise à discréditer les forces alliées russes qui forment les Faca dans l'élan de la reconquête du territoire national et le ratissage des groupes armés. A ce mouvement, on peut ajouter certaines associations de la société civile dont les activités s'orientent publiquement en soutenant le président Archange Faustin Touadéra. Ils sont présents sur les réseaux sociaux, d'une part, leurs activités y sont moquées et critiquées par certains opposants ou leurs militants et d'autre part, encouragées par le pouvoir.

2.3.5- Usage des réseaux sociaux par les religieux

Les leaders religieux sont absents sur les réseaux sociaux, hormis le cardinal Dieudonné Nzapalainga qui dispose son page Facebook officiel qui lui sert de publier les courtes versés bibliques. Malgré leur absence sur la toile, ne signifie pas exclusivement qu'absence communicationnel. On y trouve leurs messages de paix, de dénonciations et leurs alertes à travers le relais médiatique tels que page Facebook le Potentiel Centrafrique.

Les leaders religieux catholiques sont réunis en session plénière à Bouar dans le Nord –ouest du pays, dimanche le 27 juin 2021 dans laquelle ils adressent une lettre pastorale intitulée : « *Fais sortir mon pays* » au président de la République et à la communauté internationale. Ce texte les religieux appellent les acteurs politiques à la retenue et s'inquiètent de l'omniprésence des groupes armés dans le pays.

Quant au cardinal Nzapalainga utilise le style parabolique pour rassurer son peuple : « *Dieu n'a pas oublié les Centrafricains.* » C'est dans le même ordre d'idée le cardinal trace le devoir qui lui incombe dont nous citons : « *Mon rôle est de désarmer les cœurs et les esprits.* » Plus loin le cardinal Dieudonné Nzapalainga attaque les auteurs complexes de la crise militaro-politique en Centrafrique : « *Une fois de plus, le peuple centrafricain est confronté à une situation de paralysie imposée par les groupes armés coalisés et leurs alliés politiques avec l'appui de leurs parrains et marraines.* »

Conclusion partielle

En conclusion de cette partie parait que le réseau social est un outil de la pratique démocratique et politique en ce sens qu'il favorise diverses formes d'expression et de liberté d'opinion. Il élargit ainsi le débat public en se présentant comme une véritable agora électronique.

Malgré les difficultés liées au réseau social en Centrafrique, réseau social est devenu pour beaucoup d'internautes un moyen essentiel d'information, de formation, de divertissement et surtout de prise en conscience et de résistance aux dominations extérieures, ainsi un moyen d'expression de crise militaro-politique (crise politique) et de vivre ensemble. Et Facebook se présente comme le réseau le plus utilisé et offre de nombreuses opportunités propres à faciliter le réveil des citoyens et le changement des comportements.

Notre hypothèse de recherche trouve toute sa justification dans cette partie en ce sens que réseau social met en situation d'égalité l'émetteur et le récepteur. Il permet au citoyen et aux autres acteurs politiques, dans une logique participative d'intervenir très rapidement et régulièrement dans le débat Facebook live sur la crise militaro-politique et de faire entendre leur voix, point de vue sur les attaques ou prétention d'attaques d'une ville.

Par ailleurs, la massification de l'outil Facebook qui permet de toucher un large public et l'intégration de plusieurs internautes de la dimension électronique dans leur stratégie de communication. De même, la communication en ligne demeure embryonnaire et nécessite un encadrement et une communication diplomatique.

**DEUXIEME PARTIE : LES INTERNAUTES ET LES ENJEUX DES
RESEAUX SOCIAUX PENDANT LA CRISE MILITARO-POLITIQUE**

Il s'agit ici pour nous déterminer les internautes dans le champ de la communication de la crise politique décembre 2020 à décembre 2021. Impossible de déterminer les internautes sans révéler leurs stratégies de communication et les enjeux éminents pendant cette crise militaro-politique. C'est pour cette raison cette partie est consacrée à identifier les internautes présents sur les réseaux sociaux et la logique de leurs actions.

Avec les réseaux sociaux, la communication est devenue utilitaire. Désormais, « communiquer » n'est plus seulement échanger, instaurer un dialogue, perpétuer une relation de personne à personne, mais plus précisément influencer autrui, lui inculquer une idée ou bien pour lui donner l'image favorable d'un homme politique.

Plusieurs raisons sont mobilisées pour justifier la communication de la crise militaro-politique à travers les réseaux sociaux. Parmi les raisons avancées par les internautes nous pouvons énumérer entre autres vanter les mérites d'un homme, d'un parti politique, une idéologie politique, vanter les mérites des partenaires, vendre les produits des actions d'un partenaire.

CHAPITRE III : QUI SONT LES INTERNAUTES ?

Nombreux sont les individus qui se servent des réseaux sociaux pour discuter, partager ou prendre des nouvelles de leurs proches. L'internaute désigne un individu ou un utilisateur du réseau Internet d'une façon régulière ou occasionnelle. Au fait, les individus s'approprient de cet outil de communication pour l'objectif d'obtenir des informations, d'interagir avec d'autres individus : courrier électronique, transfert de fichiers. Facebook est le plus utilisé et un espace où la liberté d'expression peut s'exercer pour veiller, commenter la vie politique du pays et parfois alerter sur les dérives du pouvoir ou sur les massacres commis en province. Ainsi ce chapitre va ressortir la manière dont les utilisent cet outil numérique puis définir le type d'internautes et leurs points de vue la crise politico-militaire.

3.1. Type des internautes et leurs caractéristiques distinctes

Tout le monde parle de politique. Tout le monde fait de la politique, même de manière passive, comme le font ceux qui prétendent ne pas s'y intéresser. Comme le dit René Dunont dans la préface de son livre, *L'Afrique est mal partie* : « *Les problèmes politique sont les problèmes de tout le monde, et les problèmes de tout le monde sont les problèmes politiques* ». La politique s'occupe de tous, même de ceux qui prétendent ne pas s'en occuper.

En revanche, la politique dont tous parlent est un mot difficile à saisir, étant donné la complicité qui entoure la réalité politique. Les discours s'y rapportant diffèrent selon les statuts et rôles de ceux qui les tiennent. On peut ainsi en identifier, sans être exhaustif cinq types d'internaute.

3.1.1- Internautes politiques engagés (militants)

Il y a avant tout le discours de l'auteur politique (internaute) engagé, le militant qu'il soit dirigeant, représentant, élu, citoyen partisan, opposant ou intellectuel impliqué. Ce type de discours est très visible et dominé dans l'arène politique en Centrafrique. La logique du militant penche vers l'analyse justificatrice de l'action politique entreprise.

Pour ce faire, l'internaute ou l'acteur concerné déploie naturellement une argumentation stratégique tendant à privilégier les faits avantageux et à minimiser ou à taire ce qui est susceptible de démobiliser les citoyens et de nuire à son prestige. Ce discours, bien que biaisé, n'est pas à rejeter complètement au nom d'une prétendue rigueur scientifique. Il est bien sûr difficile de faire analyses impartiales (si seulement elles existent), sur quand on est engagé politiquement. Mais si l'on sait d'où elles proviennent, qui les produit et pourquoi il le fait, peut comprendre facilement le sens de discours engagé dont le style est approprié à la justification ou à la critique d'un ordre social politiquement construit.

Ce type de discours politique lors de la crise politique par l'intermédiaire des réseaux sociaux numériques (Facebook, WhatsApp), reste lié à la capacité manipulatrice des hommes politiques et groupes armés qui n'hésitent pas à recourir quelque fois à des procédés peu éthiques (promesses démagogiques ,populisme ,mysticisme ,croyances profanes ou religieuses ,intimidations ,ruses, mensonges ,calomniées, cultes de personnalité ,etc.).Pour s'allier le maximum d'individu et groupes ordinaires, potentiels élections ou probables soutiens fanatiques.

Nous parlons ainsi de discours populiste dans la mesure où on recourt à des analyses simplistes et simplificatrices des problèmes relatifs au vécu des citoyens, ou des plus vulnérables dans le but de déboucher sur les synthèses radicalisantes.

Nous ajoutons également une sorte de para journalisme ou nommé par le sociologue camerounais Nna Ntimban « journalisme alimentaire ou journalisme du Hilton » au Cameroun (Nna Ntimban,2014) qui se nourrit essentiellement de l'arnaque et qui curieusement, au nom financement occulte ou le « cabinet noir » le terme de journaliste centrafricaine Grâce Ngbaleo, jouit dans l'ombre du soutien d'une certaine élite politique ou dirigeante .Cette catégorie d'internautes mélange astucieusement information, désinformation et divertissement, et pratique un griotisme numérique blagueur pour attirer et amuser un large public dans le cadre de cette campagne électorale. Son rôle consiste essentiellement à saturer les réseaux sociaux avec la propagande. Une autre fonction de cette catégorie d'internaute déferle dans les publications des opposants pour commenter, insulter et agresser.

D'ailleurs, le discours politique véhiculé par ces internautes est empreint de violence ; une violence verbale qui se caractérise par l'invective et la dérision. Cette violence verbale circulée sur les réseaux sociaux qui se nourrit en grande partie de la politique que le sociologue camerounais Zambo Belinga appelle « l'opprobre » (Zambo Belinga, 1998), peut être appréhendé à juste titre chez eux, opposés à la politique coloniale de la France, comme l'expression même du sentiment national. Ces internautes peuvent agir seul ou en groupe, par amusement, ou pour une cause. Concernant les trolls de ces internautes, nous avons répertorié un réseau organisé de 40 faux comptes Facebook actifs qui diffusent, de manière plus ou moins synchronisée, des messages favorables à leurs leaders (Président de la république, opposants et leaders armés). Par exemple les trolls portent des pseudonymes comme « Oubanguien centrafricain », « News-Karov », « Leivana Yalinka », « Pasteur doudou Mama cochon », « Cette fois-ci », « Ndjoni sango » etc.

C'est d'ailleurs la crise militaro-politique en répétition est génératrice du chômage et de la vie de misère matérielle contamine progressivement les esprits des Centrafricains , forgeant

en eux, une culture de la médiocrité , de la facilité , celle du viol et de l'escroquerie .Des comportements « crisocratiques », propos du sociologue camerounais Valentin Nga Ndongo , ce sont des comportements qui s'enracinent dans la crise militaro-politique , ou comportements caractérisant des individus qui tirent leur richesse et leur influence de la crise.

3.1.2- Hommes de médias (journalistes, para journalistes)

Il y a ensuite le discours des hommes de médias sur les faits politiques lors de la crise politique. En effet, les médias visent l'information des citoyens à temps réel et, à ce titre, la logique suivie est basée sur la recherche du sensationnel et de l'instantané, pouvant aller jusqu'aux **fake news**, en vue de susciter l'attention des lecteurs, auditeurs, ou téléspectateurs. Le style privilégié ici est celui qui épate, émeut, attire, séduit et vulgarise. Il n'y a pas besoin, pour cela, de chercher approfondir les sujets traités par un recours à des choix méthodologiques rigoureux. Les médias sont également partiaux et développement des lignes éditoriales qui rendent compte de leurs partis pris idéologiques. Généralement alignés sur des tendances politiques en œuvre dans de contexte social bien détermine (crise politique). Ces hommes de médias sont à la solde des pouvoirs occultes : « des francs-tireurs et des maitres chanteurs (Gwet Biyoi, 2010), « les journalistes adjuvants traîtres » (Ateba Eyene, 2011 :97).

Ils participent activement à la tache de manipulation et de viol des peuples en vue de l'orientation de leurs opinions, programme politiques, leurs visions sociales. Des hommes politiques engagés s'en servent comme relais de diffusion de leurs idées manipulatrices. Les dérapages enregistrés dans ce domaine d'activité trahissent quelque peu le manque de rigueur dans la gestion des institutions publiques.

La communication sociale étant un secteur réputé très délicat dans la politique communicationnelle de l'Etat, l'on peut effectivement à travers la gestion qui en est faite l'accession du pouvoir de Bangui, jauger la gouvernance de l'Etat centrafricain dans ce secteur. Cette gestion tatillonne et bancale ne saurait pour autant surprendre, dans un « Etat faible » (Médard, 1977) ou le management des ressources humaines, la création et le fonctionnement du secteur de communication, ne reposent pas sur des bases efficaces et objectives. L'on en est plutôt ici à la promotion de l'artificialité, de la médiocrité et des intérêts égoïstes.

En effet,

« Dans les comportements de tous les jours, c'est le règne de l'artificialité et de la vanité. Dans les rapports entre compatriotes, le machiavélisme moral est de mise. Le machiavélisme moral renvoie à la ruse par le biais des discours faux, mais persuasifs, la duplicité et l'hypocrisie. Dans les écoles, les campus, les marchés et les bureaux,

la violence morale est systématique. Sur le débat relatif à l'engagement des intellectuels, ils sont nombreux qui ne s'intéressent pas aux plaintes de la société. La majorité épouse les points de vue des dirigeants pour les intérêts alimentaires » (Ateba, Eyene, 2010 :41).

L'on peut facilement cerner l'attitude des internautes qui profitent de la crise politique qui sévit en Centrafrique, pour désinformer, désorienter les masses et manipuler l'opinion à travers les journaux, les trolls sur Facebook, les médias audiovisuels tels que la France 24, TV5, CNC (Corbeau New Centrafrique) etc.

Par ailleurs, les journalistes qui, officiellement, jouent le rôle d'éclaireur et de phare pour les masses n'ont pas fourni ou participé à donner des informations de qualité, mais ils se lancent plutôt dans les informations sensationnelles et égoïste.

3.1.3-Internauts ordinaires ou citoyens ordinaires

Il y a aussi le discours du citoyen ordinaire sur la crise politique. L'opinion publique est le fait des simples citoyens, des hommes normaux, au sens d'hommes ordinaires. Toute communication politique, toute celle des dirigeants ayant l'impérialisme que celle de leurs opposants, vise cette catégorie de citoyens qui forment le gros lot démographique qui constitue le lectorat ou l'électorat. En effet, il est plus risquant pour tout parti ou tout dirigeant d'avoir le peuple contre soi que de l'avoir avec soi. D'où, souvent, la notoriété des hommes politiques est fonction de leurs capacités respectives de manipuler le langage de la population. Les esprits se prêtent facilement au formatage programmé par des politiciens, comme ce fut le cas de SABONE ou les douze apôtres à Paris. GOUANDJIKA a su, avec une rare intelligence communicationnelle, entraîner tout peuple Centrafricain, connu pour sa grande culture philosophique, idéologique, politique et technologique, dans ce Projet absurde de conquête de la RCA, alors que tous pouvaient le savoir voué d'avancer en échec.

La situation est beaucoup plus dramatique dans le pays comme la RCA dont la population est en contraste de sens critique, dans tous les cas, sans la capacité d'évaluer un discours politique avec discernement. Cette population est donc manipulable à souhait. Par ailleurs, même les instruits, suite à la paupérisation qui les touche, deviennent, eux aussi, victimes des manipulations politiciennes. Il est courant en RCA, de voir les intellectuels parler de la politique comme du vulgaire personnage. Le discours, le commentaire de ces masses populaire sur la crise politique, bien que sous influence et peu crédible, ne peut être négligé par notre recherche dans la mesure où l'on observe l'effort de l'inviter à la prise de conscience.

3.1.4 - Donneurs de leçon ou sonneurs d'alarme

Il y a également le regard des acteurs ou internautes proches des philosophes sur la crise. Ici, la logique reste axée sur des valeurs et éthiques. Au lieu de chercher à comprendre comment les choses fonctionnent concrètement, ces internautes se posent plutôt des questions essentiellement idéales, éthiques du genre : qu'est-ce qu'un bon gouvernement ? Comment construire un avenir sur la base des principes moraux de solidarité, d'équité et de justice ? C'est le cas de la champion league de Serge Mbaikassi ; de Kerembesse de Rodrigue Mayté résidant en France et bien d'autres s'étend comme :

« Toute philosophie qui s'organise de manière à infléchir le gouvernement de la vie sociale et politique vers de meilleures options et modalité d'effectuation, de sorte qu'il produise les effets sociaux les meilleurs possibles pour chacun des membres de la communauté concernée. Car penser philosophiquement ou spirituellement la politique, c'est orienter soit vers la voie clarificatrice, soit vers normative » (entretien réalisé le 28/10/2021)

Nous attribuons aux internautes des discours philosophiques les qualités de véritables donneurs de leçon ou lanceurs d'alarme (Borraz ,2008), quelquefois d'objecteurs de conscience. Leurs propos restent empreints de fortes doses de subjectivités et font prévaloir des considérations philosophico-éthiques qui ne tiennent pas toujours compte de la paupérisation ou de la brutalité de la vie humaine sur le pays qui lui reste hostile.

Ce type de discours idéaliste du philosophe ou théologien donneur de leçons sur l'objet politique (crise politique) n'en est pas moins utile, surtout qu'il inspire des modèles, des repères. Tel le cas de discours de Banda Kani sur le plateau de l'Afrique Médias via Facebook. Cependant, certains internautes pensent qu'on ne pourra guérir les maux de la Centrafrique que si on arrive à identifier au préalable le mal (ses sources, sa nature) et à pointer les ressources disponibles pour affronter ce mal afin de les surmonter.

Pour l'un des invités de l'Afrique Média TV interviewé après l'émission de l'INFOTV le 15 aout 2021, il estime que :

« Comprendre le monde actuel. Un nouveau citoyen, un citoyen voué au changement, qui ne comprendrait pas le monde dans lequel nous vivons, qui ne maîtriserait pas ses logiques de fond, ses schèmes de pensée et ses structures d'intérêts, de passions et d'aspirations, ne pourrait pas du tout transformer profondément et positivement la RCA et l'Afrique ».

Pour le philosophe camerounais Franklin Yamsi-wa rebond sur son page Facebook :

« Il est urgent de dire aux citoyens centrafricains et aux Africains qu'il est temps de connaître vos problèmes politiques et de changer vos comportements, mentalités, car enfin soutenir le Professeur Faustin Archange Touadéra, chef de l'Etat. Le combat géostratégique et géopolitique de la RCA est sur la table sous la barbe de président centrafricain et de Russie. »

Il faut également noter que ces internautes s'inscrivent dans la dynamique de la notabilité (Zambo Belinga,2003) et la culture du paraître est visible dans cette catégorie d'internautes en étalant leurs esprits gastronomique (Nna Ntimban,2019) à travers la glorification de leur savoir politique, social et économique, voire géopolitique centrafricain. Cet espace numérique permet aux derniers de se glorifier, pour faire sensation, impressionner et même éblouir leur vis-à-vis. Tout homme reste un être social dont les relations intersubjectives participent elles-mêmes d'une certaine contrainte sociale. Tisser des relations avec le gouvernement ou les hommes politiques d'opposition est donc plus qu'une nécessité. Par ailleurs, les relations sociales, au-delà du besoin qu'elles imposent dans la communication avec l'autre constituent le principal ingrédient des relations d'amitié, de sympathie qui se construit et se nouent au quotidien. Ces relations renforcent ainsi les liens de solidarité entre les hommes politiques, citoyens, gouvernement, les leaders du groupe armé. Toutefois, elles se sont développées à la faveur de la précarité et du parasitisme social dans la société centrafricaine.

Un autre type de relations dont la finalité est de promouvoir l'image personnelle ou individuelle des internautes. La recherche à tout prix de la grandeur et de la célébrité ou la quête de notabilité par procuration (elle est différente du bonheur mérité qui s'obtient par l'effort, le travail et la persévérance dans les tâches quotidiennes), participe de cette logique. Ces internautes se greffent sur les titres de groupes ou partis politiques, tels des parasites en quête de survie gagne l'arène politique centrafricain et obtiennent certaines faveurs (ministres chargés de, conseillers en matière de...). Tel est le cas d'Aymard Guinon devenu chargé de mission en matière de NTIC à l'Assemblée nationale.

Le trafic d'influence est visible et omniprésent aussi dans cette catégorie d'internautes déclarant sonneur d'alarme. L'influence exercée sur la conscience populaire par les internautes qui se servent des hautes fonctions de leurs propres demeurent une permanence, par exemple, je suis partisan de ; avec des termes notamment *« avoir de la godasse ; être dans le réseau ; être le protégé de. »*. Le trafic d'influence qui alimente et renforce le portefeuille des « sans noms » (Zambo Belinga, 2003) cité par le sociologue camerounais Nna Ntimban (2019) en

quête de notabilité sert également d'élément de référence à ces internautes qui courent après les titres pour faire bombance ou insultent les autres.

3.1.5 - Internaute qualifié de scientifique

Le discours des internautes que nous qualifions comme des scientifiques ici correspond aux analyses sérieuses et authentiques. Ils sont mus par une obsession de rétablir la vérité des faits. Ces acteurs nourrissent l'ambition de voir plus et mieux sur les questions politiques grâce au recours à des procédés méthodologiques appropriés pour la validation scientifique et la fiabilisation des résultats de sa recherche. Cependant, nous voulons signaler que ,si une meilleure compréhension des mécanismes de fonctionnement des systèmes politiques peuvent contribuer à améliorer l'action politique ,il n'en est pas moins vrai que les catégories dominantes au sein des systèmes ne supportent pas toujours les discours forcément démystificateurs des scientifiques .De ce point ,nous avons des analyses des scientifiques notamment de philosophe camerounais Franklin Yamsi-wa, qui se définit comme un citoyen du monde ,penseur engagé, activiste et militant de la liberté. L'auteur livre sa vision militantiste :

« L'activisme sans militance, sans intellectualité ni spiritualité, c'est de l'agitation opportuniste. Le militantisme sans activisme, sans intellectualité ni spiritualité, c'est du sectarisme idéologique stérile. La spiritualité sans réflexion critique ni action sociale quotidienne, c'est du mysticisme spéculatif » (intervient-t-il sur son page Facebook)

Professeur Yamsi demande aux citoyens en particulier centrafricains et en général africains de se réveiller et éveiller les forces de civilisation pour sauver le pays ou l'Afrique. Sortir particulièrement le Centrafrique de la caverne néocoloniale et de l'absence de pensée qui reptilisent des millions d'êtres humains réduits la superfluité par le cynisme régnant.

Lors d'un entretien électronique le Professeur de philosophie propose la solution de sortir la Centrafrique sous la tutelle française en particulière et en général occidentale une triple mobilisation des corps, des âmes et des esprits :

« La mobilisation des corps, car par millions, le peuple souverain du Centrafrique détient le secret de la puissance, s'il réalise qu'une milice de 26.000 hommes armés au maximum ne peut pas écraser 500.000 citoyens déterminés à soutenir un Etat de droit. La mobilisation des corps peut la loi du nombre, le fameux 1 contre 100, et changer la Centrafrique. La mobilisation des âmes, qui doit accompagner celle des corps et des esprits, est celle de nos intelligences, de nos cultures, de

nos archives de liberté et de créativité, pour briser le cou au fatalisme ambiant. Nous pouvons trouver en nous-mêmes et autour de nous – même des exemples, des doctrines, des expériences de peuple qui s’en sont sortis, à partir de situations pires que les nôtres. La mobilisation des esprits, qui doit inspirer les deux précédentes, doit nous reconnecter à la Grande vie Universelle, à travers la conscience de nos ancêtres valeureux (père fondateur Barthelemy Boganda et autres) et l’absolu divin présent en chacune et chacun d’entre nous. Toute personne, et toute collectivité humaine est en ressemblance du créateur, à condition qu’elle en prenne conscience et refuse tout culte des idoles, afin d’être habituée par la présence de l’Eternel. Le peuple centrafricain a besoin de ce triple éveil. » (Entretien électronique réalisé du 13 juillet 2021)

Par conséquent, penseur engagé trace le chemin de lutte pour hors de nuire les ennemis manifestes et latents de la République qui fourmillent l’arène politique en invitant le peuple centrafricain à puiser dans les berceaux de civilisations ancestrales de lutte et l’expérience et l’intelligence la figure emblématique de lutte de la Centrafrique, prêtre et Député de l’Afrique Equatoriale Française (AEF) Barthelemy Boganda.

Il poursuit son propos en conseillant également les diasporas centrafricaines de : « *s’engager avec courage et lucidité dans tout ce qu’ils font. Privilégier en toutes circonstances, l’intelligence, la culture critique, la compassion humaine et le courage de la vérité.* »

Quant à la consultante en stratégie, journaliste et ancienne porte-parole de l’ex-président Jerry Rawling, très active les réseaux sociaux qui a fait de ses prises de positions anti-impérialistes bénéficie des écoutes des centrafricains qui trouvent une étoile à suivre dans la lutte et de dénonciation. Sur ce point nous avons le regard d’essayiste camerounais Yann Gwet qui livre vis-à-vis d’elle :

« Son discours d’activiste plait à une partie de la jeunesse africaine, parce qu’il met en lumière la question centrale de la souveraineté des Etats africains, notamment vis-à-vis de l’ancienne puissance coloniale. Mais aussi par ce que, conformément à la logique d’une époque dominée par les réseaux sociaux, il est parfois outrancier et excessif. »

Pour un étudiant centrafricain en sciences politiques de l’Université de Bangui, la consultante Yamb est une figure de lutte centrafricaine dans ses discours et ses appels à la prise de conscience dont l’étudiant donne son l’impression : « *Je lui suis de temps en temps et jours*

en jours. Elle a changé mon comportement et ma vision future de la politique de la Centrafrique. » Commentaire sur Facebook publié le 23 mars 2021 page Facebook officielle de Nathalie Yamb.

Lors du sommet Russie-Afrique à Sotchi, Nathalie Yamb intervient fort remarquée :

« La France considère toujours le continent africain comme sa propriété. Nous voulons sortir du franc CFA, que Paris, avec la complicité de ses laquais africains, veut pérenniser sous l'appellation éco. » En plus, elle martèle : *« Nous voulons le démantèlement des bases militaires françaises qui ne servent qu'à permettre le pillage de nos ressources (...) et le maintien de dictature à la tête de nos Etats. »*

Un discours qui, selon elle dérange profondément les officiels et médias françafricains. Nathalie Yamb loue d'ailleurs volontiers sur les réseaux sociaux les mérites de la Russie, dont elle vante les « autorités décomplexées » (publié par Jeune Afrique le 12 novembre 2019 sous le titre : Russie-Afrique : ces « influenceurs », invités au sommet de Sotchi)

Il est important aussi de noter la contribution titanesque de décryptage, d'analyse et d'appel de prise de la conscience de la jeunesse centrafricaine et africaine de géopoliticien belge dans cette aventure. Il est le plus écouté et aimé par la jeunesse centrafricaine et les pro-russes en Centrafrique. Par conséquent, on trouve toutes ses analyses, ses articles et vidéos de ses interventions à l'Afrique Media TV sur la page Facebook officielle de Bangui Wood TV (une chaîne de télévision centrafricaine disponible en ligne) ou sur la page de Centrafrika-News.TV, page de L'Afrique Médias TV. C'est à travers ses plateformes que les idées de géopoliticiens arrivent à modeler la conscience. Ce dernier met à nu les stratégies occidentales et ses complices dans les affrontements ou les réseaux de coup d'Etat en Afrique. Un exemple de son intervention du 27 décembre 2020 où le pays est plongé dans la psychose généralisée par la prise de Bangui par la CPC. Ici, il explique comment les Russes ont gagné la bataille de Bangui (13 janvier 2021) et continuent de pacifier la RCA.

Géopoliticien belge Luc Michel démontre que les avions russes spécifiquement Sukhoi Su-34 qui survolent le ciel centrafricain ont pour objectif de traquer les rebelles et de détruire toutes leurs bases, selon des sources, les opérations de contrôle et de direction se font directement à partir de Khartoum où tous les avions SUKHOI SU -34 ont été déportés.

Dans l'émission du 12 décembre 2020, Michel affirme que : « C'est dans la région de De Gaulle (Koui), région de nord-ouest de la RCA zone frontière entre le Cameroun et la RCA, qu'un groupe de rebelle vient d'être créée afin de conquérir le golfe de Guinée et d'imposer définitivement le projet « Françafrique ». Il martèle : « Bozizé, pion de la force néocolonialiste

parle plutôt des fantaisies de cette force occupante qui n'ont pas été réalisés grâce à la vigilance du peuple centrafricain et de l'intelligence du président Touadéra : Bozizé est désormais démasqué et le peuple centrafricain sait très bien que son objectif est d'assurer la présence au prix même d'un face-à-face armé avec l'armée centrafricaine.

Du côté des groupes armés, plusieurs intellectuels, scientifiques ou analyses indépendantes méprisent la neutralité scientifique que recommande le père fondateur de la sociologie allemande Max Weber ou l'honnêteté intellectuelle de Madeleine Grawitz. Ils sont choisis leur camp en lançant dans la manipulation des informations, la propagande inouïe des idéologies. Ces auteurs sont au service de leurs maîtres. L'on peut énumérer les chercheurs (experts) onusiens, Henri Grothe etc.

Le centrafricain Henri Grothe est un sociologue et anthropologue, chercheur analyste des questions sécuritaires et des droits humains travaille pour le compte des groupes armés (CPC) sur son propre page Facebook, celui-ci publie des publications erronées, fausses, fait des éloges de capacités d'armements des rebelles et discrédite l'image de gouvernement, surtout le président de la République chef de l'Etat Faustin Archange Touadéra. Ainsi le sociologue, enseignant, maître auxiliaire dans l'Académie de Reims (France) Henri Grothe distille jour et jour des contres vérités sur les réseaux sociaux. Voici quelques extraits de ses publications ou des messages partagés.

De l'aveu des Wagner aux Faca après observation par drones ils constatent l'arrivée des milliers de combattants de CPC lourdement armés ce qui les contraint à la débandade vers Bouar et Cameroun sans se soucier de leurs alliés Faca.

Certains soutiendront encore et toujours le contraire. Pour eux, tout va bien pour nos Faca abandonnés à eux-mêmes, sans ravitaillement logistique conséquent.

« La boîte de sardines pour deux plus le trois n'atteignent plus le Faca errant dans nos savanes, bien que les hélicoptères Wagner fassent encore quelques navettes, pour on ne soit quoi. Et pourtant ce temps, l'Etat-major Faca se goinfre, entretient les minettes des 1ers et 2e arrondissements de Bangui, boivent et dansent ... Sur les fonds alloués à la prise en charge de cette guerre civile. »

Tant pis alors pour eux ainsi abandonnés sur ce fameux champ d'honneur qui meurent pour les fantasmes d'un fou Faustin Archange Touadéra délaissant femmes et enfants oubliés par ces fameuses autorités...Pauvres de nous.

3.2-TECHNIQUE DE PERSUASION DES INTERNAUTES

Pour cerner ou décrire les pratiques quotidiennes (réappropriations) des acteurs politiques dans leur dimension polémologique, il est nécessaire d'identifier certaines techniques de persuasion mise en œuvre. Parmi ces techniques nous pouvons d'identifier d'abord la « stratégie » et la « tactique ».

Appelons « stratégie », il revient à dire que le calcul (ou la manipulation) des rapports de force que les internautes ont mis en œuvre un sujet de vouloir et de pouvoir à orienter ou à clarifier les citoyens à travers leurs trolls numériques. Il s'agit justement de savoir gérer la situation en levant quelques ambiguïtés sur la situation troublante. Pour ce faire ils utilisent de nouvelles techniques de persuasion qui peuvent être schématiquement résumée sous quatre modalités : la personnalité de leurs interventions, la théâtralisation de leur comportement, l'emploi de mots, la rhétorique et la technicisation des réalités.

Ce qui est de « tactique » est l'action calculée que déterminent les internautes. Par exemple beaucoup de pratiques quotidiennes des internautes (parler, lire, circuler, faire le buzz, commenter, inventer les faits) sont de type tactique.

3.2.1- Personnalisation

Le public est de plus en plus sensible à l'apparence et aux images, les hommes politiques ou tout simplement les acteurs politiques soignent au moins autant la forme que le fond de leur prestation, c'est-à-dire la personnalisation de leur intervention.

Pour se distinguer de ses concurrents, ils mettent l'accent sur certains aspects de sa personnalité (jeune audacieux, dynamique, patriotique, gardien de la paix, connaisseur des choses politiques et publiques de la RCA), choisissent avec soin ses habits et valorisent ses compétences, ou ses expériences sur la question politique (spécialiste de telle ou telle, mes expériences auprès de monsieur ou madame ; auteur de, ministre, ou encore chargé de.).

Les exemples fourmillent de ces internautes qui tentent de dresser leur image en élaborant une stratégie de « médias planning » extrêmement sophistiqué, c'est-à-dire programment leurs interventions en choisissant les sujets, les personnes concernées ou indexées, les événements. Les exemples les plus emblématiques de ce type de comportement sont ceux de Fidèle Gouandjika, Serge Mathurin Mbaikassi, Rodrigue-Joseph Mayté etc. Ces derniers réussissent à se faire connaître en décryptant la gestion politique clanique de l'ex-président Bozizé, du pouvoir, de l'Etat, le soupçon des relations des opposants politiques avec les rebelles de CPC, la complicité de l'Etat et son gouvernement avec les instructeurs russes dit par les uns et mercenaire pour les autres.

3.2.2- Théâtralisation

Cette technique va donc de pair avec la personnalisation. Les internautes endossent le rôle de véritables acteurs qui s'inscrivent dans une dramaturgie et une scénographie. Le répertoire figuratif montre que les usagers des réseaux sociaux sont en représentation constante et que leur « *façade sociale* », pour reprendre l'expression d'Ervin Goffman, est savamment calculée. « *Le moi en tant que personnage représenté n'est donc pas une réalité organique (...)* souligne le sociologue, *c'est en effet dramatique qui se dégage d'un spectacle que l'on propose* » (Goffman, 1973). Pour lutter contre l'épuisement rapide de leur image donc renouveler leur apparence, ils n'hésitent pas à créer une « image-choc » (Rieffel, p.215-222). La « *loi du tapage médiatique* », selon la formule de Bernard Kouchner, apparaît préférable et nécessaire.

3.2.3- Rhétorique

Par ce terme, nous voulons dire que les internautes nourrissent d'humanités classiques et capables de fasciner par la virtuosité de leurs propos. Ils proposent des interventions calibrées en fonction des événements, des sujets d'actualité touchés par ses concurrents ou le gouvernement ou les organisations internationales des Nations Unies (représentant de Secrétaire général, et autres organisations similaires à propos du pays). Les internautes emploient des mots simples, et ironiques, compréhensifs par le plus grand nombre d'auditoires. L'on peut ainsi, en décrivant des mots et les vocabulaires évoqués par les internautes par exemples comme Bozizé la machette(Mbaikassi) « *laveurs* » de CPC , « *yaounteur* » qui vient du mot « *yaoun* » en langue Sango signifiant Chat donc yaounteur veut dire la personne est un chat, « *koto-mon-lango* »,c'est-à-dire en français toucher pour dormir (la maladie de gal) « *papa na jaribu-papa a kpakaa* » (Mbaikassi), les douze apôtres (amis de Rodrigue Mayté en France, le Faux pasteur de Benin(les douze apôtres) etc.

La rhétorique médiatique des internautes est celle de l'émotion, du direct, de l'expérience et du témoignage, parfois enquêtes tels qu'ils précisent, bien plus que celle de l'analyse et du raisonnement développé. L'important, c'est le contact : « *La relation l'emporte sur le contenu et l'énonciation compte plus que l'énoncé* » écrit Régis Debray à propos de ce qu'il dénomme le monde de la vidéo sphère (Debray, 1993, p.127). Nul doute que la communication politique fondée traditionnellement sur la symbolique est dorénavant prise dans les rets (pièges, traquenards) de ce que les spécialistes appellent la « *communication indicielle* », celle qui s'attache à l'image, à la participation et aux affects. Ces internautes cherchent à émouvoir et faire événement : ils éliminent donc, par la force des choses, la complexité du réel. Ce raisonnement numérique devient une esthétique de la séduction.

3.2.4- Technicisation des événements

La nécessité pour les internautes de faire le direct d'une certaine manière à tenir compte du verdict des commentaires : ils sont convaincus qu'une bonne prestation médiatique peut influencer sur leur côté de popularité ou popularité de leur leader ou encore idéologies, mouvements (rebelles). Cette propension à publier régulièrement des images, des photos tronquées des faits diffusées et partagées, faire des lives en direct entraînent ce que nous appelons une technicisation des faits tributaires de protocoles des commentaires qui tentent évaluer les mouvements d'humeur du public.

3.3. QUELQUES TACTIQUES MISES EN ŒUVRE PAR LES INTERNAUTES

Par-là, nous voulons souligner à côté des stratégies développées par les internautes, ces internautes ont mis en place aussi quelques tactiques que nous avons identifiées en sept (7).

3.3.1- Fake news

Le terme « fake news » est composé de deux mots anglais « fake » et « news » qui signifient « fausses informations ». Ces nouvelles qui trompent délibérément l'opinion, essaient d'attirer l'attention avec quelque chose de soi-disant « authentique », de choquer ou d'influencer l'opinion des autres.

3.3.2- Rumeur ou Buzz

La rumeur c'est des fausses nouvelles dissimilées dans les communautés centrafricaines ou dans les médias lors de la crise militaro-politique. Le buzz désigne une rumeur créée pour propager rapidement, particulièrement via Internet, un message sur soi-même, sur quelqu'un ou sur les événements dans le but d'en faire parler le plus possible. Le buzz est une technique de communication consistant d'en faire parler ,à susciter l'intérêt et la curiosité avant l'existence d'un fait .Il est réussi et pratiqué grâce à un bouche-à-oreille habilement organisé auprès de la population à travers les leaders d'opinions qui relayent l'information .Cette pratique est fréquente et la plus utilisée .Exemple la nouvelle d'octroi des groupes électrogènes à l'Enerca par la Russie, l'arrêt ou la mort du coordonnateur de la CPC François Bozizé au Tchad.

Les grandes puissances présentes sur l'arène politique centrafricaine utilisent un groupe d'influenceurs ou blogueurs sur les réseaux sociaux pour créer un buzz autour des événements ou la récupération des villes occupées par les rebelles de CPC. Il s'agit notamment de marketing viral dans le but de semer du trouble dans l'esprit de la population, recueillir des aveux des citoyens sur les faits choquants.

Pour susciter un buzz, les internautes ont employé six leviers selon l'entrepreneur américain Mark Hughes à savoir :

- Le tabou : les internautes font parler les réalités dont personne n'ose parler ouvertement. Tel le cas de Fidèle Gouandjika qui relate ou met en lumière les arcanes des gestions publiques calamiteuses et mafieuses de l'ex-président François Bozizé.
- L'insolite : les internautes créent des sites de rencontre en ligne pour les partisans de départ du président Touadéra. L'exemple site Facebook Touadera doit quitter qui ne publie rien que des propos insolites et racistes.
- Le scandale : les internautes centrafricains avancent de temps en temps des idées choquantes tout en restant dans la limite du moral.
- L'hilarité et l'admiration : ils font appel à l'humour de répétition et suscitent l'admiration en faisant des discours ou propos de remarquable. Exemple de Serge Mbaikassi, des douze apôtres en France et Kassa Mo Gonda, activiste à Bangui.

En fin, le secret : les internautes disent que nous avons envie de partager un secret au plus vite donc il faut connecter, donner le cœur ou partager les informations.

3.3.3- Ré-information ou ré-infosphère

Le terme ré informer du 21^e siècle signifie informer de nouveau, mettre à nouveau quelqu'un au courant de quelque chose. La ré- information ou ré-infosphère est revendiquée par Henri de Lesquen (homme politique d'extrême droit et dirigeant de Radio Courtoisie en France et repris par Jean-Yves le Gallou pour son bulletin de ré-information sur la radio.

Une notion utilisée par les sites Internet ou des réseaux sociaux défendent des idées d'extrême droit ou conspirationniste. Il est question de mention ici que cette tactique est utilisée également par les internautes ou les journalistes pro- France ou formés par les experts français dans le but de contrer toutes les désinformations en faveur de la France ou encore les informations circulées qui font l'éloge de la Russie et du pouvoir. En guise d'exemple nous pouvons citer plusieurs sites de lutte contre les désinformations financées par l'Union Européenne, Banque Mondiale, PNUD, UNICEF et les entreprises françaises tels que Projet Desinfox-Af- Centrafrique, STOP A TENE, Association des Fact-checkers en Centrafrique etc. Des illustrations aux vérifications des faits : incendie de bâtiment administratif téléphonique Orange RCA et Remy Guinyolo, son passage à la société de gardiennage.

3.3.4- Intox

L'intox vient du verbe d'intoxiquer, de tromper les esprits. C'est une action délibérée ou insidieuse qui consiste à propager une information fausse, tendancieuse, mensongère ou non vérifiée en la faisant passer pour vrai. Les internautes utilisent l'intox dans les objectifs de détourner l'attention du public (la manipulation), de nuire à la réputation d'une personne (la

malveillance), de faire le buzz pour augmenter une audience, faire peur pour provoquer un changement de comportement dont l'émetteur de l'intox pense tirer un bénéfice.

3.3.5- Hoax

Hoax est pratique des internautes centrafricains. Désignant une rumeur fausse ou infondée qui se développe sous forme de chaîne, propagée principalement par les réseaux sociaux via les messages électroniques ou faux discours partagés. Il est initialisé de manière intentionnelle, voire malveillance. Un hoax est relayé par des personnes, le plus souvent de bonne foi qui ne prennent pas la peine de vérifier sa véracité. Il s'agit de canular, de fausse allégation, d'intox, de supercherie. Pour provoquer un hoax, les internautes présentent quelques signes manifestes notamment alerte des limogeages de certains officiers de l'armée de l'ethnie de Bozizé, la disparition de certains leaders de CPC (ALI DARASSA), la pétition en ligne (serge Mbaikassi, Franklin Yamsi-wa, la promesse de gain et la dénonciation d'un scandale relatif à une personnalité.

Conclusion partielle

Il ressort de cette partie que les usagers de réseaux sociaux lors de la crise militaro-politique (crise politique) sont multiples et variés. Nous avons observé des internautes nationaux et internationaux qui œuvrent pour canaliser la crise politique selon leur intérêt politique, idéologique et économique. Pour ce faire, les internautes ont mobilisé d'une part des stratégies pour convaincre l'audience et d'autre part des tactiques utilisées servent répliquer des discours sur la situation conflictuelle.

Schématiquement, nous avons enregistré plusieurs pages Facebook des internautes révélant l'affaire de tuerie de Bambari, Bouar, Bangassou, Ndélé, Bocaranga, Mann.

Des pages Facebook, twitter publient les listes des morts de l'attaque de Bangui, Yaloké, Bossemtélé, Bossemblele, Bouali, Boda, Bouar, Mann, etc...

Des posts Facebook racontent les attaques des confrontations des forces armées avec les groupes armés.

Des posts Facebook ou You tube présentent la libération et l'occupation des villes provinciales dans la main des groupes armés CPC, par exemple page Facebook de Héritier Doneng, directeur du cabinet du ministre de sport, Média Oubanguien, du premier ministre Firmin Ngrebada.

Des pages Facebook de Henri Grothe, Dr Fari Shabbaz, les douze apôtres en France qui font inlassablement le récit de la répression du groupe Wagner sur la population.

CHAPITRE IV : ENJEUX DE L'USAGE DES RESEAUX SOCIAUX NUMERIQUES LORS DE LA CRISE POLITIQUE

Les réseaux sociaux jouent un rôle très important pendant ce conflit militaro-politique que traverse la RCA, car le contrôle de l'information devient des enjeux cruciaux. Cependant, l'émergence des réseaux sociaux fait perdre aux médias de masse et au journaliste leur pouvoir de contrôle de l'information transmise au public et des débats de la sphère publique. Cette mutation que l'on observe dans la circulation de l'information en période troublante en RCA à l'heure des réseaux sociaux et leur impact sur les acteurs politiques nécessite de déterminer les enjeux qui découlent de cette nouvelle donne. Ainsi nous avons déterminé les principaux enjeux qui sont d'ordre géopolitique, géostratégique et sécuritaire et socio-économique.

4.1. ENJEUX GEOPOLITIQUES

La géopolitique est l'étude des rivalités de pouvoir sur des territoires, à différents niveaux d'analyse, impliquant de multiples acteurs, aussi bien au niveau local qu'international. Le territoire est au cœur même de l'analyse puisque la géopolitique rend compte de la dynamique complexe des conflits sur un territoire, des représentations contradictoires des acteurs et de leurs intérêts au sein de ce territoire.

Comprendre le cyberspace centrafricain

Le cyberspace est une notion complexe et difficile à comprendre en raison de son caractère intangible et fortement technique. Mais nous avançons que le cyberspace est à la fois l'Internet et l'espace qu'il génère : un espace intangible dans lequel s'opèrent des échanges déterritorialisés entre des citoyens centrafricains et du monde entier, à une vitesse intentée qui abolit toute notion de distance.

Caractéristique du cyberspace centrafricain

Espace physique : le milieu physique centrafricain constitue la base de l'Internet, un réseau mondial constitué de réseaux interconnectés dont le cyberspace est le produit. Le milieu physique centrafricain est occupé par les groupes armés mobilisés au nom de la Coalition pour le Changement coordonné par le Général François Bozizé, selon leur position géographique d'émergence des groupes rebelles.

Au Nord (Biraou et Ndele), le Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) est dirigé politiquement par Nourredine Adam et militairement par Abdoulaye Hissene. L'influence du groupe s'étend jusqu'au centre du pays (de Kaga-Bandoro à Bria. Au centre l'Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC) est fondée le 25 octobre 2014 suite d'une scission

au sein de la Seleka et est emmené par Ali Darassa (mercenaire nigérian). Elle contrôle les zones diamantifères d'Alindao et Bambari (uranium).

Mouvement Patriotique pour la Centrafrique (MPC) a été créé en 2015 par le tchadien Mahamat Al-khatim, installé à Kabo et le long de la frontière tchadienne dans le Nord du pays. Groupes Antibalaka épars ont été créés en 2013 en réaction à la prise de Bangui par la Seleka en s'autoproclamant d'autodéfense divisé en deux branches à savoir : l'une est emmenée par Patrice-Edouard Ngaissona (actuellement en prison de la Cour Pénale Internationale (CPI) et l'autre branche dépend de Maxime Mokom lui également à la CPI.

Dans l'Ouest et le Nord-ouest du pays, on enregistre deux groupes rebelles celui de Révolution Justice (RJ) de l'ancien ministre de la jeunesse et du sport Ningatoloum Sayo et de 3R de peuhl SIDIKI ABASS, originaire de l'Adamaoua. Quant aux groupes armés du Mouvement National pour la Libération de la Centrafrique (MNLC) de l'ex-officier de la Seleka Ahmat Bahar et le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FPDC) sont présents dans la zone riche en or et diamant. Pour le Rassemblement Patriotique pour le Renouveau de la Centrafrique (RPRC) est basé à Bria.

La cartographie de ces groupes armés en Centrafrique met en exergue la dimension géopolitique et géostratégique qui sont les enjeux de nombreux conflits géopolitiques qui donnent lieu à des stratégies de domination de la part de nation centrafricaine aux intérêts divergents qui cherchent à contrôler le contenu médiatique numérique.

L'enjeu de la maîtrise de l'information est prépondérant car la capacité à collecter ; analyser, manipuler l'information offre un avantage stratégique à l'ennemi. Les cyberattaques perturbent les communications, désorientent et affectent les capacités opérationnelles des attaques. Les groupes rebelles offrent par ailleurs de véritables kits de radicalisation rapide en ligne avant ou après l'attaque sur la paisible population et le maintien de la sécurité et de l'ordre public est mis au défi par la criminalisation organisée ou non qui opère via les réseaux sociaux. Il s'agit d'intrusions illicites dans les systèmes administratifs à travers la livraison des informations et la position des Faca aux groupes armés par certains responsables départementaux.

De ce constat, il est important pour l'Etat de développer certains logiciels de mécanismes stratégiques notamment le développement d'une cyber stratégie adaptée à l'évolution de la technologie et ses enjeux ;la réévaluation des menaces communicationnelles qui pèsent sur la population ;la priorisation de la cyber défense et la cyber sécurité ;la formation des militaires sur les outils de TIC ;le renforcement des procédures de coopération

internationale au niveau des forces de police et de justice qui sont parfois trop lents pour être efficace ou inexistantes . Alors que la représentation de la menace augmente.

4.2- ENJEUX GEOSTRATEGIQUES ET SECURITAIRES

La géostratégie est l'étude des rapports entre les problèmes stratégiques et les facteurs géographiques. Elle implique la géographie de la RCA, et sa situation historique et politique en regard de ses voisins, examinées par le biais d'études stratégiques.

Par étude stratégique, les réseaux sociaux ouvrent un espace stratégique aux acteurs politiques lors de conflit militaro-politique opposant l'Etat et les groupes armés séjournant sur le sol centrafricain depuis d'une décennie. La propriété des médias de masse et l'emprise des pouvoirs politiques sur les médias : la concordance des prises de position de la majorité des médias nationaux, des citoyens centrafricains avec celle de leur gouvernement illustrent bien cette assertion. Sauf, les médias internationaux et leurs alliés qui contredisent. Cette situation est visible par le biais des réseaux sociaux. Le Facebook est l'un des réseaux sociaux utilisé pour faire la propagande de la position des rebelles CPC. L'on assiste à des images, photos des hommes armés du Mali ou des groupes de la secte BOKO Haram sont invitées et truquées circulent, propagent dans l'espace centrafricain.

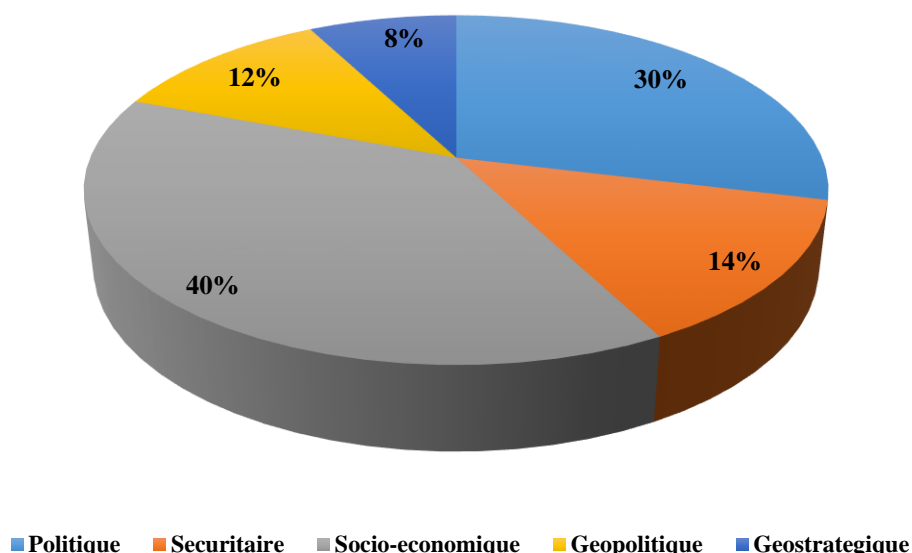
L'annonce de blocage du corridor Garoua-Boulai- Bangui est publié par les groupes armés et fait l'objet de débat. Stratégiquement, ce corridor constitue la principale voie de ravitaillement de la RCA, est la technique d'appeler la population à révolter contre le gouvernement et à asphyxier l'économie centrafricaine. Les groupes armés publient des ponts incendiés, la destruction des routes et la fortification des routes, carrefours dans l'objectif de semer la psychose et désorienter la population.

Du côté de l'Etat et son gouvernement, c'est grâce aux réseaux sociaux qu'ils rassurent et appellent la population à adhérer derrière le gouvernement afin d'éradiquer les ennemis communs. En réponse aux chantages numériques adoptés par les rebelles de CPC, le gouvernement réplique en publiant quotidiennement la cartographie des villes récupérées par les forces loyalistes et ses alliés.

Sur le plan communicationnel, on assiste à une kyrielle de la saturation des informations, des manipulations et désinformations dans l'espace digital centrafricain dont le but est de saper la conscience des citoyens. Et idéologiquement les pro-français ou pro-russes offrent par ailleurs de véritables kits de radicalisation rapide en ligne et les recettes pratiques du terrorisme individualisé. Dans cette perspective, les réseaux sociaux sont devenus de formidables outils pour détecter, identifier, surveiller les dissidents ou les éventuelles brebis galeuses du régime ou des rebelles.

Enjeu de souveraineté, des commentaires haineux, radicaux postés sur les pages Facebook pro-français ou pro-russe mettent la RCA à un véritable bras de fer le régime de Bangui avec la France ou la Russie. Ainsi l'exercice de la souveraineté est donc devenu plus complexe pour l'Etat centrafricain.

Graphique 6 : Enjeux des réseaux sociaux



Source : Yapele Max Rufin.

En définitive, le diagramme ci-dessus représente schématiquement les enjeux qui découlent des réseaux sociaux pendant la période de la crise politique. Enjeux socio-économiques apparaissent être les plus identifiés 40%. Ensuite, se positionnent enjeux politiques 30% contre géopolitique avec 14% et 12% des enjeux sécuritaires et géostratégiques 8%.

Vous trouverez des perceptions des enquêtés notamment :

« Ternir l'image de la RCA, diviser le peuple centrafricain, l'ingérence étrangère ;

La guerre d'influence entre la France et la Russie : la désinformation est une guerre d'influence ;

Instrumentalisation des journalistes ;

Les informations circulées sur la toile donnent force aux acteurs politiques de bien orienter leur politique ; Instrument de mobilisation et de contre poids du gouvernement ».

Permet aux acteurs politiques de convaincre les donateurs pour investir en leur publiant la situation sécuritaire du pays ;

Les donateurs trouvent un outil de pression sur le pouvoir de Bangui ;

Les propos des internautes favorisent le vivre ensemble, donnent l'oxygène à la population, éveille la conscience de la population : arbre de paix que bondissent les internautes ;

Les RS apparaissent comme un espace d'exposition des remous sociaux (la société civile fait appel à la ville morte, la manifestation numérique à travers le langage) ;

Promouvoir les actions du développement socioéconomique ;

Demander le dialogue national ;

Les RS sont des véritables caisses de résonance qui permettent aux citoyens d'expliquer leurs chagrins, compassions, solidarité devant la tragédie et les évènements de la crise ». (Questionnaire soumis aux enquêtés lors du terrain de recherche)

Nous avons également repéré des confusions dans les réponses des enquêtés. En effet, à la question : Que retiennent des enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'usage des réseaux sociaux ? Réponse est : « *Créer du lien, maintenir un contact, créer un réseau potentiel de diffusion, communiquer à moindre coût* ».

Les RS apparaissent selon les internautes en première vue comme des outils de communication à double sens (information/désinformation) ; ce qui met à profit ou non certains acteurs politiques étatiques et privés pour réguler les actions et appuis auprès de la population. Mais ceci n'explique pas tout, les RS sensibilisent, éveillent des consciences afin d'agir dans la promotion d'une culture de paix, de solidarité, le vivre ensemble dans le cas de cette crise centrafricaine.

Chacun des internautes comprend et définit à sa manière les RS dont la fonction est celle de communiquer à un large public.

4.3. RÔLE DES RESEAUX SOCIAUX LORS DE LA CRISE POLITICO-MILITAIRE

La perspective politique a été beaucoup modifiée dans les deux ultimes décennies. Le monde de l'Internet et en particulier des réseaux sociaux a joué un rôle important dans ce changement. Si auparavant l'homme politique était inaccessible, refusé dans ses instances, il est désormais devenu « le voisin d'à côté ». Actuellement, l'utilisation des supports des réseaux sociaux constituent désormais un rapport sérieux pendant la crise politique centrafricaine de décembre 2020 et à la façon avec laquelle les internautes perçoivent les situations conflictuelles.

Les acteurs politiques affichent constamment leurs points de vue sur Facebook, Twitter, Instagram, etc.

Dans ce schéma, nous allons montrer le rôle que jouent concrètement les réseaux sociaux lors de la crise politique, ensuite les effets sur la politique afin de conclure.

4.3.1- Importance des réseaux sociaux

L'évolution de réseaux sociaux et la fréquence de partage des informations et même des rumeurs donnent une nouvelle impression à la politique en Centrafrique. Alors qu'auparavant, pour parvenir à obtenir de l'information ou réussir, les citoyens attendent la sortie de la prochaine édition journal ou écouter la radio. Par contre, aujourd'hui et vu l'évolution de l'ère informatique, la majorité de la population centrafricaine bénéficie la diffusion de l'information dans les nouveaux supports médiatiques sur 24/24 et 7/7. Les citoyens possèdent l'accès aux renseignements à travers de nombreux pages Facebook, Twitter et Instagram. Cela signifie que les citoyens reçoivent toutes les dernières nouvelles et opinions partagées par leurs amis lorsqu'ils se sont connectés dans les différents réseaux sociaux.

Tableau4 : Perception du rôle des réseaux sociaux durant la crise politique

Les réseaux sociaux sont importants dans la crise politique	Proportion%
Tout à fait d'accord	35%
D'accord	78%
Ni d'accord, ni en désaccord	2%
Pas d'accord	10%
Pas du tout d'accord	0,78%

Source : Yapele Max Rufin

4.3.2 Impact des réseaux sociaux dans la crise politique

Déterminer les conséquences des réseaux sociaux sur la crise politique centrafricaine revient à s'intéresser à la manière dont les internautes se sont peu à peu engagés sur ces nouveaux supports de communication. Concrètement, l'accent va mettre sur l'évaluation des effets positifs sur la crise politique liés à l'utilisation de Facebook, Twitter et autres réseaux sociaux par les acteurs politiques, à titre personnel ou collectif.

Les informations, messages circulés sur les réseaux sociaux ont considérablement une grande influence sur la crise politique.

Tableau5 : Perception du rôle des réseaux sociaux dans la prise de conscience

Les réseaux sociaux peuvent contribuer à l'éveil des consciences	Proportion%
Tout à fait d'accord	30%
D'accord	46%
Ni d'accord, ni en désaccord	5%
Pas d'accord	7%
Pas du tout d'accord	1,3%

Source : Yapele Max Rufin

Sur 50 personnes interrogées ; les 46% s'estiment d'accord et 30% sont tout à fait d'accord. Seulement 7% qui pensent que les réseaux sociaux ne contribuent à rien à l'éveil des consciences, à la prise de conscience des citoyens, mais au contraire accentuent la crise.

Avec les réseaux sociaux, plus rien ne passe inaperçu sur la toile en Centrafrique. Du racket des groupes armés, les commis de l'Etat, en passant par la dénonciation des actions des forces extérieures, aux complicités des Minusca avec les rebelles de la CPC, mutisme de leaders d'opposition sur les exactions. Tout est disséqué et exposé sur les réseaux sociaux. La divulgation publique de ces phénomènes cités ci-haut favorise d'une part la mobilisation sociale et d'autre part la prise de conscience de la population dont les intérêts menacés et surtout obligent le gouvernement à affiner ses actions ou orientations politiques. De multiples cas confirment l'attention que portent désormais le gouvernement et les acteurs externes aux informations diffusées sur les réseaux sociaux. Même s'ils n'y réagissent pas directement, la prise des mesures allant dans ce sens témoigne de l'impact des réseaux sociaux sur les actions et les décisions politiques.

- **Démocratisation massive de l'information et de la publication**

La première étape de l'effet des réseaux sociaux sur la crise politique est la démocratisation des informations politiques, ou chacun écrit, commente, publie, mais aussi les gens d'en bas motivés de poster, commenter et critiquer la politique. C'est désormais le public très large qui donne son point de vue sur la crise jadis réservé aux élites.

Ala lumière de la démocratisation de l'information, de la publication, on arrive très rapidement à comprendre que l'avenir de la sphère politique centrafricaine qui est jouée, détenue par un cercle global et pluriel que restreint et minoritaire.

- **Nouveaux intermédiaires et mobilisation de masse**

Constituent le deuxième impact sur les nouvelles capacités détenues par les internautes. Ceci relève de nouvelles formes d'organisation, en masse, par agrégation très rapide pour

soutenir le pouvoir ou le mouvement rebelle. Nous avons vu lors de cette crise politico-militaire ce que Georg Simmel appelle « *énergies créatrices d'unités* », sont les élites politiques, sportives, religieuses, culturelles, intellectuelles et administratives lancent l'appel à la mobilisation des denrées alimentaires, des habits et financières pour soutenir les forces armées centrafricaines (FACA) aux fronts ou les enfants et veuves des soldats tombés sur le champ de bataille. Tel est le cas la diaspora centrafricaine au Cameroun qui mobilise les réserves alimentaires et vestimentaires envoyés aux Faca à Garoua-Boulai.

Autre exemple est l'effet d'intégration de la guerre face à un ennemi extérieur et la fonction de régulation de la crise est une force positive de socialisation de la population. Pour ce qui est de socialisation, les internautes jouent plusieurs fonctions parmi lesquelles l'instruction, la conscientisation des citoyens plus facilement la population en leur permettant ainsi de prendre le recul nécessaire pour analyser et objecter les discours tenus sur la crise. C'est une particularité propre que les réseaux sociaux ont permis au public de s'organiser très rapidement pour mener des actions conjointes, en de très grands volumes, demandant à chacun une contribution souvent mineure.

Ces mobilisations massives et éclairées sont concentrées sur des activités purement numériques (partager des vidéos, signer la pétition). Toutefois, de plus en plus, ces mobilisations citoyennes numériques aboutissent à une action physique. Les tentatives en la matière sont les manifestations récurrentes de la population contre les forces étrangères ou extérieures présentes (Minusca, Casques bleus) à chaque fois quand il y a des éventuelles attaques des groupes armés contre la population.

- **Outil de transparence et de participation à l'action publique**

Les réseaux sociaux peuvent être associés davantage les citoyens à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques. Grâce à ce canal, les citoyens sont devenus coproducteurs de l'action publique à savoir :

D'une part, les autorités écoutent les citoyens en s'appuyant sur le Net. Cette assertion par le fait que les réseaux sociaux offrent divers outils (Facebook, WhatsApp, Twitter, Messenger, enquête en ligne) que les citoyens utilisent pour faire connaître leurs voix. Ils permettent donc un usage politique, au sens d'intervention des citoyens dans l'information et le fonctionnement de la cité.

D'autre part, à partir de l'observation de comportement des citoyens sur la toile, les acteurs politiques connaissent leurs attentes. Car les internautes émettent des informations sur la crise militaro-politique, leurs goûts et aspirations. L'analyse de ces données peut guider la prise de décisions politiques.

- **Un espace d'égalité**

Les réseaux sociaux favorisent également un outil d'égalité aux Centrafricains car n'est plus soumis aux instances de filtrage. Les individus donnent librement leurs points de vue, allant parfois jusqu'à éclipser ceux des experts les plus avisés sur des questions qu'ils maîtrisent pourtant. La démocratisation d'Internet, en particulier des réseaux sociaux s'est accomplie en défaisant progressivement la contrainte de distanciation.

- **Outil de révélation des arcanes politiques**

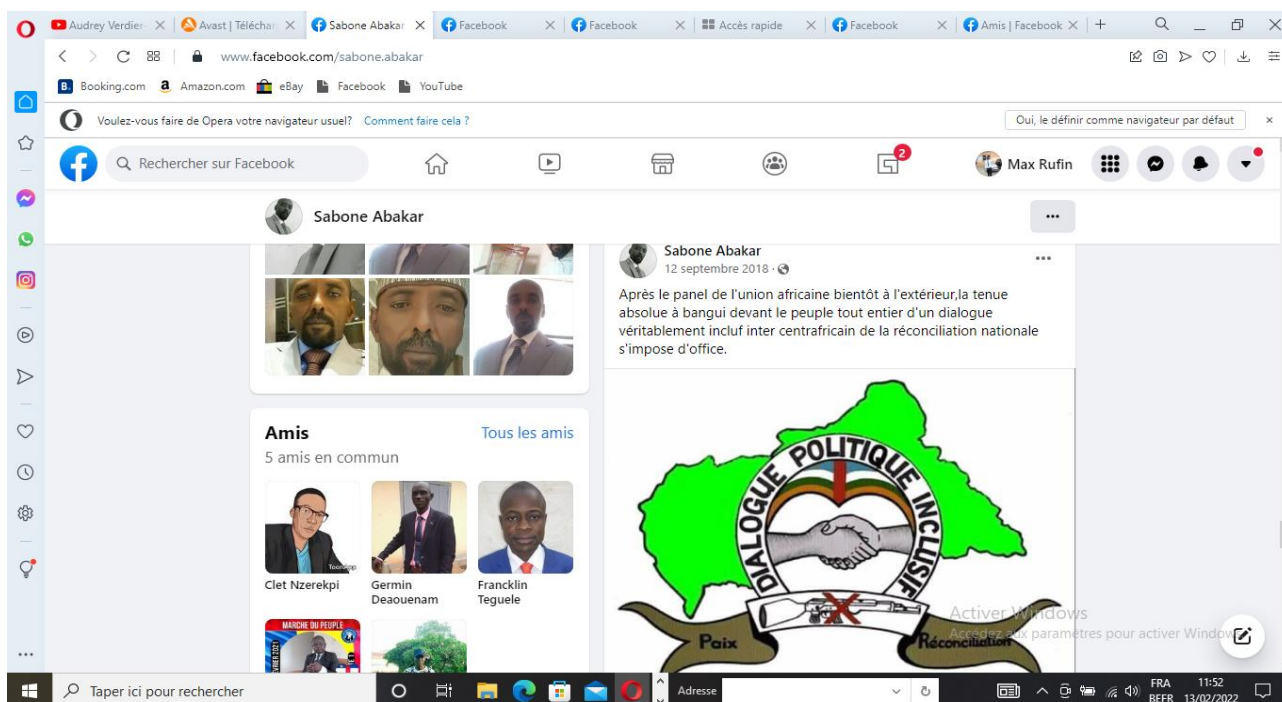
Les réseaux sociaux permettent de révéler des choses inédites que les centrafricains n'avaient jamais entendu dans l'arène politique de leur pays. Du coup, la révolution de l'expression s'installe dans la vie politique centrafricaine. Poursuivant dans la logique critique la population centrafricaine démontre sa capacité toujours à vivre ensemble, à promouvoir la paix à travers les activités associatives multiples formes d'ethnique, communautaire, politique, confessionnelle. Dans un argument hasardeux prônant le conflit religieux, intercommunautaire en Centrafrique, les chrétiens et les musulmans montrent à suffisance leur volonté de favoriser le retour de la paix.

En fin, la crise politique à travers les réseaux sociaux permet à la République centrafricaine de repenser et conquérir sa spécificité dans la géopolitique mondiale en remettant en question l'hégémonie de l'occident, en particulier la France en politique, économique (administration : l'implication des autres partenaires dans les gestions publiques notamment dans le secteur fiscal- douanier par exemple l'intervention des experts russes.

- **Un dialogue dicté par le public**

Nous observons que le peuple, les leaders oppositions, les groupes rebelles CPC, la société civile réclame sans vergogne l'organisation du dialogue inclusive pour permettre le retour de paix et du développement économique. De ce fait, des pages Facebook telles que les douze apôtres notamment Rodrigue Mayté, Romaric Damai concentrent leurs lives directes en interpellant le gouvernement au retour de dialogue que la guerre. Par exemple sur la page Facebook de Coordonnateur militaire de CPC Abakar Sabone déclare : « *Après le panel de l'Union africaine à l'extérieur, bientôt la tenue absolue à Bangui devant le peuple tout entier d'un dialogue véritablement inclusif inter centrafricain, de la réconciliation nationale s'impose d'office* ».

Photographie 7 : Capture d'écran de page Facebook de porte-parole militaire de la CPC Abakar Sabone.



Sur la page Facebook des religieux centrafricains, ils ne sont pas indifférents de la situation sécuritaire dans les arrières pays. Donc ils interpellent sans cesse les acteurs politiques à la retenue et au dialogue. Autres associations civiles qui réclament l'arrêt des leaders de CPC et l'organisation du dialogue inclusif permettant à la population de dire qu'elle pense, veut.

Conclusion partielle

Les réseaux sociaux ont pris une place incontestable dans la vie politique centrafricaine et avec de nouvelles formes d'actions collectives basées sur la connectivité entre citoyens dont les objectifs sont partagés. C'est le cas de la crise politico-militaire de décembre 2020 que le pays a connue.

Malgré, les contraintes et les obstacles d'ordre économique et politiques, la mobilisation citoyenne, à travers les réseaux sociaux a été capable d'introduire dans l'agenda politique des questions qui n'auraient pu voir le jour autrement. L'usage massif des réseaux sociaux durant la crise politique décembre 2020 vient corroborer la thèse de l'indispensabilité des dits outils dans les nouvelles formes de communication politique et de la veille informationnelle qui s'imposent aux hommes politiques.

Les espoirs suscités par l'émergence de l'Internet, et en particulier des réseaux sociaux concernant la démocratisation de la vie politique semblent toutefois excessifs. Car pour le moment, la technologie semble avoir changé la communication politique et les actions des acteurs politiques.

Les chapitres 2,3 et 4 ont permis la vérification des hypothèses 2,3, confirment le rôle des réseaux sociaux dans la communication de la crise politico-militaire centrafricaine de décembre 2020. Ses appropriations et ses usages par les citoyens, les hommes politiques et les internautes ont permis de contribuer à l'éveil des consciences en diversifiant les modes d'actions et de communication politique.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Avec les réseaux sociaux, une nouvelle ère s'ouvre en RCA. Si depuis des décennies, la communication politique voire de la crise politique est réservée au cercle homme politique-journaliste-médias. Aujourd'hui, les réseaux sociaux ont décloisonné le périmètre de l'information en instituant un pluralisme d'opinion favorable au débat d'idées. Les réseaux sociaux ont également délivré les individus des préoccupations imposées par les médias traditionnels sous tutelle et ne lient plus le droit de la parole aux compétences validées. Les centrafricains s'invitent désormais dans les usages citoyens des réseaux sociaux s'érigent comme une agora électronique, un outil d'expression et de participation au débat public et facilite de nombreuses formes de mobilisation qui influencent la décision politique et tendent vers l'instauration d'une société démocratique.

Les réseaux sociaux créent en outre un intérêt particulier pour la chose politique chez les internautes centrafricains et expatriés. Davantage porté vers les dimensions informationnelles et éducationnelles, ils en facilitent désormais l'accès à un grand nombre. Ce sont des outils parfaitement adaptés aux fonctions de vigilance, l'éveil de conscience, de surveillance. Les réseaux sociaux offrent également les nouveaux modes d'expression politique que recherchent les hommes politiques d'opposition étouffés par la censure des médias publics en palliant leur visibilité dans les débats politiques.

Dans des situations de pénurie d'informations et d'absence des médias traditionnels dans les arrières-pays, les réseaux sociaux permettent aux citoyens de dire l'indicible et de montrer l'invisible. Ils ouvrent un espace à l'expression d'une citoyenne, susceptible de témoigner de l'inacceptable et de l'indigne, documents à l'appui, vidéos de la situation ou des massacres, photographies des morts, messages de la situation, des commentaires sur les événements, destructions ou incendies des biens de la population par les groupes rebelles CPC.

Facebook, réseau social le plus utilisé en RCA. Il a permis aux citoyens de mobiliser contre la violence faite sur la population, la tuerie et le pillage des villages, ainsi que les manifestations contre les forces extérieures présentes sur le sol sans intervention. Facebook a également servi la cause politique des hommes politiques pendant l'élection troublée par la crise politico-militaire.

Ainsi, les usagers sont pluriels et divers. Du gouvernement en passant par la société civile, les religieux, les opposants démocratiques. Sans oublier les citoyens ordinaires, les journalistes, les influenceurs déclarants les panafricanistes qui trouvent à ces outils de communication efficace, facile et sans contraintes géographiques et institutionnelles d'inculquer ou de sensibiliser sur les enjeux de la crise politique que le pays vit. Pour faire passer les messages, les internautes utilisent de kyrielle de stratégies de communication. Parmi

lesquelles nous pouvons citer la manipulation des opinions, la désinformation, les lives directs sur Facebook.

Malgré ces promesses de revitalisation de la démocratie et de ses vertus, il est bien tôt pour dire dans quel sens les choses évolueront au regard des discours contradictoires que l'on observe aujourd'hui sur l'avenir des réseaux sociaux en RCA. D'un côté, les cybers optimistes voient un potentiel démocratique et un outil par excellence de communication, de conscientisation de la population dans les réseaux sociaux. Selon eux, les technologies sont les bâtons de Moïse et les arsenaux pour combattre le néo-colonialisme à travers l'instrumentalisation de la crise politique en RCA. D'un côté, les cybers pessimistes invoquent l'impact négatif dans ce pays (désinformation, fausses nouvelles et discours haineux tenus sur les réseaux sociaux). Il faudra, pour eux, se garder de conclusions hâtives ou de prophéties prématurées sur une quelconque solution des réseaux sociaux sur la vie politique.

Il résulte ainsi de notre étude que les réseaux sociaux ne peuvent pas être considérés comme une simple baguette magique, ni comme la panacée à la crise militaro-politique que traverse la RCA. Plutôt, ils constituent un outil et un levier puissant et pertinent du vivre ensemble, le développement de la vie politique qui est manifestement approuvé par les divers acteurs politiques en présence. Ils jouent aussi un rôle remarquable d'accompagnement de bonnes décisions politiques, de résolution de la crise militaro-politique par l'intermédiaire des manifestations populaires, les pétitions en ligne.

Et comme l'a si bien dit Alexis de TOCQUEVILLE : « *Il faut une science politique nouvelle à un monde tout nouveau* » (A. de Tocqueville, 1848 :9).

Au regard de toute notre analyse, l'appropriation stratégique des réseaux sociaux apparaissent comme outil de la communication politique passe par plusieurs conditions préalables qui sont :

- ✓ L'instauration d'une communication responsable, efficiente et diplomatique.
- ✓ La démocratisation d'Internet sur toute l'étendue du territoire
- ✓ Le développement d'une plus grande éthique, d'un Internet de confiance
- ✓ L'appropriation d'internet par les différents acteurs
- ✓ Entreprendre des études approfondies sur ces nouveaux outils de communication politique.
- ✓ Encadrement et législation sur l'usage de communication en ligne.
- ✓ Réévaluer les menaces communicationnelles et prioriser le cyber défense et le cyber sécurité
- ✓ Indépendance de la RCA des réseaux sociaux

➤ **L'instauration d'une communication responsable, efficace et diplomatique**

La faiblesse des communications responsables et diplomatiques est dommageable pour la RCA chez les acteurs politiques (les citoyens, les hommes politiques, la société civile, les gouvernements, les associations, les opposants politiques, les partenaires politiques et commerciaux). C'est pourquoi, il est indispensable pour les pouvoirs publics d'œuvrer à la mise en place d'une offre politique de qualité afin de favoriser non seulement le développement socio-économique, promouvoir le vivre ensemble, mais aussi de garantir aux citoyens les libertés qui leur sont reconnues et acteurs associatifs et politiques.

L'instauration d'une communication responsable passe par des réformes politiques et intentionnelles qui favorisent la responsabilité, la transparence et l'Etat de droit. Et ces réformes peuvent être possibles par les TIC qui représentent un moyen efficace pour mettre en place la démocratie et la bonne gouvernance. Également doit passer par la communication proactive et efficace (cellule de veille, experts de communication, bonne maîtrise de la géopolitique et avoir un langage diplomatique, clair et précis).

Identifier les usines à trolls et leurs porteurs, apprendre à comprendre leurs approches et la visée de leurs attaques médiatiques.

Les réseaux sociaux peuvent, en effet, contribuer au processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques.

La corruption de l'administration que nous avons décrite comme un cancer qui sape les fondements de l'Etat de droit et l'une des causes principales de la crise militaro-politique en RCA, réduit la confiance des citoyens. Cependant, les TIC constituent un moyen efficace qui permet de lutter contre la corruption galopante par la détection, le suivi et le contrôle efficace de la gestion des ressources publiques.

➤ **La démocratisation de l'Internet**

Cette condition passe par la disparition d'entraves infrastructures numériques et politiques ainsi que la réduction de la fracture numérique. L'Etat doit améliorer les infrastructures de connexion et régler le secteur des télécommunications de façon à un réseau de bonne qualité de connexion et à moindres coûts.

Aussi la démocratisation d'Internet peut contribuer à lutter contre les trafics des armes à la frontière et promouvoir l'économie du pays. Les réseaux sociaux vont contribuer à l'amélioration de la vie des citoyens en offrant de nouvelles possibilités en matière d'emploi, de productivité, d'éducation, de recherche, de santé, de services commerciaux et publics. Or tout le monde sait que le manque d'emploi et la pauvreté est cause principale par excellence de la crise sociopolitique et militaire dans ce pays.

➤ **L'instauration d'une plus grande éthique, d'un Internet de confiance et des plateformes d'informations sécurisées.**

Malgré les multiples avantages des réseaux sociaux, de nombreux risques manifestent parmi lesquelles l'atteinte à la vie privée, vol des images, les mensonges des chiffres, la désinformation (forme de guerre d'influence très visible dans ce pays). Pour instaurer la confiance, il est plus que nécessaire pour l'Etat de mettre en place des cellules de veille informationnelle sur toute l'étendue du territoire, des sites ou pages de signalisation des fausses informations et la protection du territoire à travers les TIC.

En ce qui la formation, l'Etat doit renforcer la capacité des journalistes et les responsabiliser. Pour la plupart des fausses informations dérivent de ces derniers démunis de pouvoir financier prêt à s'adonner aux activités au contraire l'éthique professionnelle et la déontologie journalistique. La lutte contre désinformation doit être l'affaire de l'Etat que des associations quelconques. Car la réalité nous apprend et montre comment certaines associations déclarent de lutter contre la désinformation, mais font ce qu'on appelle ré information c'est-à-dire vérifier les informations en leur faveur.

Pour finir l'Etat doit investir davantage dans la socialisation des citoyens en montrant les vertus des réseaux sociaux dans le processus de développement. Ils constituent une arme puissante pour lutter contre infiltration des armes, la promotion de vivre ensemble, la promotion de l'éducation que de proliférer les discours haineux, discriminatoires.

➤ **L'appropriation d'Internet par les différents acteurs**

L'Internet et en particulier les réseaux sociaux ne peuvent avoir d'impact dans un pays que lorsque les différents acteurs de la société en font un usage permanent et bénéfique. C'est pourquoi nous recommandons à l'endroit des différents acteurs politiques ce qui suit :

- **Les citoyens** : ils doivent s'approprier les réseaux sociaux comme un moyen d'expression et de promotion de leurs idées, promotion de vivre ensemble. Un outil de l'engagement citoyen(e-citoyenneté) et un espace où il ne faut pas seulement s'informer et se divertir, mais participer activement à la vie de la nation à travers la proposition des solutions, le respect des lois.
- **La société civile** : elle doit exercer une veille démocratique et informationnelle permanente sur la toile par la création des pages dédiées à socialiser, former les citoyens.
- **Les médias** : les journalistes doivent amplifier ses présences en ligne en créant des sites web et des pages Facebook consacrés à fournir à la population des

bonnes informations et vérifiées en permanence. Ils sont également appelés à exercer ses rôles de contrôle de l'acte gouvernementale dans le respect de l'éthique professionnelle et de la déontologie.

- **Les hommes politiques** : l'intégration des réseaux sociaux dans leurs communications politiques doit être un outil de l'éducation, de formation des citoyens et d'information de leurs programmes politiques et non un outil de manipulation de la population.
- **Le gouvernement** : il a tout intérêt à faire du numérique un instrument de gouvernance et de transparence de l'action publique(e-administration). Les réseaux sociaux doivent être considérés comme un levier de développement, de paix et un outil palliatif de carences endémiques en infrastructure de transport, de santé, de logistique en permettant l'accès aux informations constructives et les plus vitales. Et intégration de ces outils est nécessaire dans la transformation de la vie politique.
- **Réévaluation des menaces communication et priorité le cyber défense et cyber sécurité**

La réévaluation des risques et la revue des efforts permettent de tenir compte de toute lacune ou faiblesse ; de mettre en place les mesures de sécurité.

Intégrer, surveiller et défendre les passerelles Internet ; segmenter et séparer l'information ; se positionner contre les menaces c'est-à-dire tous les points d'extrémités disponibles qu'un auteur de menace peut tenter d'exploiter.

BIBLIOGRAPHIE

1- Ouvrages généraux

Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique, (1999). Réussite et innovations en éducation : l'Afrique parle ! Consulté le 22 mars 2021 sur l'adresse <https://www.adeanet.org/fr/biennale-1999>.

Assogba, Y. (2007). *La raison démasquée. Sociologie de l'acteur et recherche sociale en Afrique ?* Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.

ATEBA EYENE, C. (2011). *Le mouvement sportif camerounais pris en otage par les braconniers*, Yaoundé, Saint Paul.

Barbaroux, P. (2014). *Approches interactives de l'innovation et gestion des connaissances, Innovations.*

BARDIN, G. (1980). *L'analyse de contenu*, Paris ? Puf. (2^e édition).

BERELSON, B. (1952). *Content analysis in communication research*, New York, the Free Press.

Berthier, N. (1998). *Les techniques d'enquêtes. Méthodes et exercices corrigés*, Paris, Armand Colin.

Boulogne, A. (2006). *Comment rédiger une bibliographie*, Paris, Armand Colin.

Bourdieu, P, Passerons, J, P et Chamboredon, P. (1973). *Le métier de sociologue. Préalables épistémologiques*, Paris, Mouton.

Boutillier, S, Goguel d'Allondans, A. (2012). *Méthodologie de la thèse et du mémoire*, Paris, Studyrama.

Constant, A. S., Levy, A. (2012). *Réussir mémoires et thèses*, Paris, Gaulino.

De Certeau, M. (1980). *L'invention du quotidien : Art de faire*, Tome 1, Edition Gallimard.

De Tocqueville, A. (1848). *De la démocratie*, p.9

Diop, Cheick A. (1954). *Nations nègres et culture*, tome1, Paris, Présence africaine.

Dupin, A. (2010), *Communiquer sur les réseaux sociaux : Les méthodes et les outils indispensables pour vos stratégies de communication sur les médias sociaux*, Limoges, Editions FYP.

Durkheim, E. (1930). *Le suicide*, Paris, (Nouvelle édition).

Ela, J. M. (1998). *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire. Les défis du « monde d'en bas »*. Montréal/ Paris, Harmattan.

(2001). *Guide pédagogique de formation à la recherche pour le développement en Afrique*. Etudes africaines.

(2006). *L'Afrique à l'ère de savoir. Science, société et pouvoir*. Paris. Harmattan.

Guidere, M. (2004). *Méthodologie de la recherche*, Paris, Ellipses.

Goffman, E. (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne : La présentation de soi*, Paris, Minuit, p.238-239.

Lefebvre, H.

— (1961). *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Paris, l'Arche.

— (1958). *Critique de la vie quotidienne*. Introduction, Paris, l'Arche.

Maccio, C. (2007). *Savoir écrire un livre, un rapport, un mémoire. De la pensée à l'écriture*, Paris, 5^e Ed. Chronique sociale.

Maslow, A. (1943). A theory of human motivation.

Mogba, Z. et al. (1995). *Eléments pratiques de méthodologie à l'usage des étudiants en sciences sociales*, Université de Bangui, p.27.

Nkrumah, K. (1963). *Africa must unite*. New éd. New York: Frederik A. Praeger, International Publishers.

Pajot, F. (2007). Joseph Ki-zerbo. *Itinéraire d'un intellectuel africain au 20^e siècle*, Paris, Harmattan (collection Grandes figures d'Afrique).

Quivy, R. et Van Campenhoudt, L. (1988). *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Bordas.

Tönnies, F. (1977). *Communauté et société : catégories fondamentales de la sociologie pure*, Paris, Retz, CEPL.

Touraine, A. (1987). *Sociologie de l'action*, Presse universitaire de Montréal.

Zambo Belinga, J.- M. (2007). *La scénographie de la déviance dans les scrutins politiques*. Cahiers d'Etudes Africaines, 185, [https:// études africaines. Revues. Org/679](https://etudes.africaines.org/679).

— 1998, « *L'opprobre dans le discours au Cameroun : de l'époque coloniale, jusqu'à nos jours* » un Annales de la FALSH, Université de N'Gaoundéré, vol.3, pp.73-97.

2- Ouvrages spécialisés

Akrich, M., Méadel. C (2007). « *De l'interaction à l'engagement : les collectifs électroniques, nouveaux militants dans le champ de la santé* », Paris, Hermès.

Agnini, Tet Evariste J (2017). *Les technologies médiatiques dans le traitement de la crise de Grand-Bassar en Côte d'Ivoire, communication, technologie et développement*, Paris, PUF.

Assens, C. (2016). *Réseaux sociaux, tous ego ?* Coll. De Boeck supérieur, Louvain- La-neuve,

Ayari Béchir, M. (2011). *Non, les révolutions tunisiennes et égyptiennes ne sont pas des « révolutions 2.0 »*, dans Mouvement, no.20. p.59.

Badouard, R. (2013). « *Les mobilisations de clavier* », Paris, Réseaux, no. 181.

Balle. F. (2011), *Médias « histoire » et médias « sociaux » : le retour du débat entre technophiles et technophobes*, revue européenne des médias, no, 20, p.59

Balagué, C. (2006). « *Multi-agents systems modeling by petri networks* », EDAMBA, journal, 3rd Thesis competition.

Balagué, C. et Fayon, D. (2010). *Facebook, Twitter et les autres. Intégrer les réseaux sociaux dans une stratégie d'entreprise*. Paris, Pearson.

Barats, C. (2013), (dir.). *Manuel d'analyse du web en sciences sociales*, Paris, Armand Colin.

Bastien, F., Neveu, E. (2005), (dir.). *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes, et rhétoriques des débats publics contemporains*, Paris, Presses universitaires de Rennes.

Beauvallet, G. et Ronai, M. (2005). « *Vivre à temps réels* », Paris, Réseaux, no129.-130.

Béché, E. (Juin ,2013). *L'Internet en politique au Cameroun : Usages, cyber présence et enjeux démocratiques*. Communication présentée au colloque International : Les médias en Afrique- subsaharienne et au Maghreb : Formes discursives, publics et enjeux démocratiques, Berne, Suisse, [https://hdl. Handle. Net/ 2268/151255](https://hdl.handle.net/2268/151255).

(Octobre, 2011). *Public Camerounais sur Internet. Enjeux et défis dans un système électoral verrouillé La campagne présidentielle*.

Bencart, J.- S., Dagiral, E. et Parasio, S. (2016). *Sociologie d'Internet*, Paris, Armand Colin.

Bernier, M. F. (2004). *Ethique et déontologie du journalisme*, Presses de l'Université de Laval.

Bloch, M. (1999). *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre*, Paris, Editions Allia.

Bonjawo, J. (202). *Internet, une chance pour l'Afrique*, Paris, Karthala

Boullianne, S. (2009). *Does Internet use affect engagement? A Meta-analysis of Research*, Political communication, no26.

Bouquillon, P. et Matthew. J. (2010). *Le web collaboratif. Mutations des industries de la culture*

Bourdieu, P. (1996). *Journalisme et éthique*. Les cahiers du journalisme, 1 ,70-77.

Bousquet, F. (2011). « *Les outils en ligne de Ségolène Royal et Dominique Strauss-Kahn durant la précampagne de 2007. Quelle participation pour quel militantisme ?* », Sous la direction de F. Greffet, continuer la lutte campagne. Les partis politiques sur le web, Paris, Presses de Sciences Po.

(2009). « *La net-campagne de 2007, entre mobilisation et participation* », sous de direction de P. Maark, *La communication politique de la présidentielle 2007. Participation ou représentation ?* Paris, Harmattan.

Breton, P.

- **(1997).** *La parole manipulée*, Paris, la Découverte (collection Essais).

- (2005). *Le culte d'Internet : Une menace pour le lien social ?* Paris, La Découverte et Syros.
- **Bronner, G.**
- (2003). *L'empire des croyances*, Paris, Puf (collection Sociologie)
- (2013). *La démocratie des crédules*, Paris, Puf (collection Hors collection en particulier Pp.55-128, « Pourquoi Internet s'allie-t-il avec les idées douteuses ? »

Cardon, D. (2010). *La démocratie Internet*, Paris, la République des idées.

Cardon, D., Granjon, F. (2011). *Méditatives*, Paris, Presses de sciences Po.

Cardon, D. (2011). *Problèmes politiques et sociaux. Internet et réseaux sociaux*, la Documentation française ,3/5 2 notes.

Cardon, D. et Rallet, A. (2009). *Critique de la société de l'information*, Paris, Centre national de la recherche scientifique.

Chambat, P. (2003). « *Démocratie électronique : Quelques jalons dans la généalogie d'une question* », Paris, Sciences de la société, no 60.

Champagne, P. (1990). *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, coll. Le sens commun.

Canino, G. (2008). *Le téléphone portable, gadget de destruction massive*, Echappée.

Castells, M. (2002). *La galaxie Internet*, Paris, Fayard.

Chateauraynaud, F., Torny, D. (1999). *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Editions de l'EHESS.

Cefai, D. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on ? Théories de l'action collective*, Paris, La Découverte. Et de la communication, Presse universitaire Grenoble.

Cheron, B. (2016). *La médiatisation de la violence totale en Centrafrique : récit par les images, récit par les mots*, Paris, dans les Inflexions no31, p.55-63.

Chéneau-Loquay, A. (2010). *L'Afrique au seuil de la révolution des télécommunications. Les grandes tendances de la diffusion des TIC*. Afrique contemporaine, 2 (234), 93-112.

Cornu, D. (1999). *Ethique de l'information*, Paris, PUF.

Crouzet, T. (2007). *Le cinq pouvoir : comment Internet bouleverse la politique*. 1ere Edition, Paris, P.284.

Dahmen-Jarrin, Z. (2014). *Tic et conflit social : le redéploiement des médias sociaux dans la Tunisie post-révolution*. Les enjeux de l'information et de la communication, P.189.

Dauvin, P. cité par Faiza Yakoubi (2014). *La communication publique de crise*, Paris, collection risques et crises, INHEST, P. 7.

- Degenne, A. (1994).** *Les réseaux sociaux. Une approche structurale en sociologie*, Paris, Armand Colin, coll. « U ».
- Degenne, A., Forsé M. (1994).** *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, « U-sociologie ».
- Gervais, J.F. (2007).** *Web2.0. Les internautes au pouvoir*. Paris, Dunod.
- Gerstle, J. (1992).** *La communication politique*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », p.68.
- Gerstle, J. et Piar C. (2016).** *Communication politique*, Paris, Armand Colin ? p.256.
- Gwet Biyoi, A. (2010).** *Cameroun, cette presse qui nous manipule si souvent*, Paris, Harmattan.
- Faris, D. (2012).** *La révolte en réseau : le « printemps arabe » et les médias sociaux*, Paris, Politique étrangère, P099-109.
- Flichy, P.**
- (1995), *L'innovation technique, récentes développements en sciences sociales. Vers une nouvelle théorie de l'innovation*, Paris, La Découverte.
 - (2010), *Le sacre de l'Amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Paris, Seuil.
- Foucault, G. (2016).** *Communication de crise, le manuel essentiel*, éd. Télématique, p.136.
- Froissard, P. (2020).** *Vrai et faux en contexte médiatique. « Fake news », infox, rumeur*. Presses de l'enssib consulté le 15 décembre 2021 sur <http://www.openedition.org/6520> P.22-37
- Heiderich, D. (2004).** *Rumeur sur Internet. Comprendre, anticiper et gérer un cyber crise*, Paris, Pearson.
- Heinderych, F. (2018).** *L'influence numérique, in le marketing politique*, 2012, p.129.
- Jauréguiberry, & Proulx, S. (2011).** *Usages et enjeux des technologies de communication*, Toulouse, Eres.
- Laborde, A. (2003).** « *Du télégraphe optique à Internet : « Oubli » de l'intermédiaire technique et avènement d'un monde nouveau* », *Communication*, vol.2, p.125-144.
- Lassana, Y. (2020).** *Activisme en ligne transformation sociopolitique au Burkina Faso*, vol.37/2.
- Latzo-Toth, G. et al. (2017).** *Usages des médias sociaux et pratiques informationnelles des jeunes québécois : le cas de Facebook pendant la grève étudiante de 2012*. *Recherche sociographique*, 58(1), Pp.43-64.
- Lazega, E. (1998).** *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, Paris, PUF, « Que sais-je ».
- Le Hay, V., Vedel, T., Chanvrie F. (2011).** *Usages des médias et politiques : une écologie des pratiques informationnelles*, dans *Réseaux* no170. p.45-73.
- Mattelart, A. (1999).** *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte.

Mercklé, P. (2003). *Les origines des réseaux sociaux*, URL : <http://eco.ens.sh.fr/sociales/index.php?arc=s1>.

Miege B., Moeglin P. et Paillart, I., (2019). *Médias et médiatisation : Analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques*, Presses Université Grenoble. La coll. « Communication en plus »

Millette, M. (2012). *Médias sociaux*, Québec, Presse université du Québec

Maarck, P. (2014). *Communication et marketing de l'homme politique*, 4^e éd. Paris, Lexis Nexis, p.539.

Mercklé, P. (2004). *Sociologie des réseaux*, Paris, La Découverte (collection Repères).

Miége, B.

- (1996). *La société conquise par la communication*. Tome 1 – Logiques sociales, Grenoble, PUG (collection Communication, Médias, société).
- (2007), *La société conquise par la communication*. Tome2. Les TIC entre innovation technique et ancrage social, Grenoble, PUG (collection Communication, Médias, Société)

Moreau, J- G. (2017). *Le règne de la télévision*, Paris, Seuil, (collection Société no12).

Musso, P. (2003). *Critique des réseaux*, Paris, PUF, (collection La politique éclatée).

Nna Ntimban, A. (2019). *Cameroun : La république des artifices et du paraitre. Contribution à une lecture endogène des valeurs et du développement en Afrique noire*. Editions Cheikh Anta Diop, collection Historiographie du monde contemporain.

Proulx, S., sous-direction de Josiane Jouët (2008). *Vivre ensemble à l'heure de la mondialisation : l'épreuve de la diversité*, Hermès, no51, CNRS, éditions, Paris.

Proulx, S. (2006). « *Communautés virtuelles : ce qui fait lien* », in Serge Proulx, L. Paissant & Sénécal, dir, *communautés : penser et agir en réseau*. Québec de l'université Laval

Proulx, S. (2005). *Penser les usages des TIC aujourd'hui : enjeux, modèles, tendances*, in lise Vieira (sous-direction de Nathalie Pinède. *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels (tome1)*. Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, P.7-20.

Proulx, S. (2000). *Les promesses du cyberspace. Méditations, pratiques et pouvoirs à l'heure de la communication électronique, sociologie et société*, Presses de l'université de Montréal, P.240.

Rieffel, R

- (2005), *sociologie des médias*, Paris, Ellipses.
- « *Du vedettariat médiatique* », Paris, Hermès.

Rissoan, R. (2011). *Réseaux sociaux, comprendre et maîtriser ces nouveaux outils de communication*, Edition ENI, Paris.

Sadin, E. (2005). *La vie algorithmique, critique de la raison numérique*, Paris, Editions l'Echappée (collection. Pour en finir avec).

Sartory, G. (1987). *The theory of democracy revisited*, Chatham, New Jersey, Chatham House Publishersd.

Tchakotine, S. (1952). *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard.

Vedel, T. (s.d) *L'Internet et ses usages citoyens*.

Wolton, D.

— (1997). *Penser la communication*, Paris, Flammarion, P.149.

— (2012). *La communication, les hommes et la politique*, Paris, CNRS, Editions.

3- Articles et communications scientifiques.

Agbobli, C., Bogui, J. J. (2017). « *L'information en période de conflits ou de crise. Des médias de masse aux médias sociaux numériques* », communication, technologie et développement, no4, Pp.26-37.

Akregbou Boua, S. (2014). « *Usages de téléphone mobile par les Abidjanais : définition d'une nouvelle sociabilité.* » ; Les Enjeux de l'information et de la communication, no15/2B, 2014, P.27-34, consulté jeudi, le 01 octobre 2021, en ligne, URL : [http://l'enjeu.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplement B/02-Akregbou/index. Html](http://l'enjeu.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplement-B/02-Akregbou/index.html).

Amri, M. et Vacafloor, N. (2010). *Téléphone mobile et expression identitaire : Réflexion sur l'exposition technologie de soi parmi les jeunes*. [https:// les enjeux. U-grenoble3. Fr 2010/ Amri-Vacafloor. PDF](https://lesenjeux.univ-grenoble.fr/2010/Amri-Vacafloor.pdf).

Ba, Abdoul, (2003). *Internet, cyber présence et usages en Afrique*. 1ere Ed., Paris, Harmattan.

Cardon, D.

- (2008), « *Présentation* », Réseaux, vol.6. No152, Pp.7-17, article en ligne : [www.carin.info/revue- réseaux -2008-6-page-7.htm](http://www.carin.info/revue-reseaux-2008-6-page-7.htm).

- (2009). « *Vertus démocratiques de l'Internet* », La vie des idées, 10 novembre.URL : [http://www.la vie des idées.fr/vertus-démocratiques-de-l 'Internet. Html](http://www.la-vie-des-idees.fr/vertus-democratiques-de-l-Internet.html).

Castells, M. (1996-1999). *L'ère de l'information, 3 volumes dont la société en réseaux, volume 1, le pouvoir et l'identité, volume 2 ; la fin du millénaire, volume 3*, Paris, Fayard.

Chéneau-Loquay, A. (2003). « *Fracture numérique : Un concept à soumettre à la question* », Revue Netcom, vol.15, no12, septembre, introduction.

(2010). *L'Afrique au seuil de la révolution des télécommunications. Les grandes tendances de la diffusion des TIC*. Afrique contemporaine, 2 (234), 93-112.

Coutant, A., (2012). *Internet et politique*, Paris CNRS, p.188 collection « Les essentiels d'Hermès ».

COUTANT, A. (2012), « *La révolution ne sera pas numérisée* », Les Essentiels d'Hermès, Internet et politique, Paris, CNRS Editions.

Coutant, A. et Stenger T.

- (2010). *Processus identitaires et ordre de l'interaction sur les réseaux sociaux. Les enjeux de l'information et de la communication*, 1, [https:// les enjeux. U-Grenoble 3. Fr/2010/ coutant- stenger/ index. Html](https://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2010/coutant-stenger/index.html).
- (2011). *Les activités quotidiennes des jeunes sur les réseaux sociaux numériques : Typologie et enjeux. Réel / virtuel : Enjeux du numérique*, 2, [https:// réel virtuel. Univ-Paris1. Fr/ index. Php ? / revue- en-ligne/a-coutant---s-thomas/2/](https://reelvirtuel.univ-paris1.fr/index.php/?/revue-en-ligne/a-coutant---s-thomas/2/)
- (2012). *Les médias sociaux : une histoire de participation*, Paris, Nouveau Monde éditions « Le temps des médias », no18, P.76-86 en ligne : <https://www.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2012-1-page-76.htm>.

Crouzet, T. (2007). *Les cinq pouvoirs : comment Internet bouleverse la politique*, 1^{ère} Ed. Paris, Bourin, p.284.

Dahmani, A. (2007). *Economie politique de l'Internet au Maghreb : Incertitudes d'une démocratisation numérique. La démocratie o l'épreuve de la société numérique*, Paris, Karthala.

Dagnaud, M. (2013). *Génération y. Les jeunes et les réseaux sociaux, de la dérision à la subversion*, Paris, Presses de sciences po, Collection Nouveaux débats, P.10 paru dans Questions de communication ,27/2015.

Damone, E., Ouédraogo, A. et Tapsoba, E. A. (2020). *Vision et usages enchantés des réseaux sociaux numériques au Burkina-Faso*, volume.37/1, Communication.

Dang Nguyen, G., Lethiais, V. (2016). « Impact des réseaux sociaux sur la sociabilité : le cas de Facebook. » Réseaux 2016/1 no 195, P.165-195.

Desquinabo, N. (2008). « *Dynamiques et impacts de propositions politiques dans les webforums partisans* », Réseaux, no 18.

Dutton, W.H. (1996). *Networt rules of order: regulating speck in public electronic fora*, Mediaş, Culture & Society, no18

Gallant, N. et Friche, C (2010). *Être ici et là- bas tout à la fois : Réseaux sociaux en ligne et espaces d'appartenance chez les jeunes immigrants au Québec. Lien social et politique*, 64, 113-124.

Granjon, F. et Denouel, J.C.

- (2010). *Exposition de soi et reconnaissance de singularités subjectives sur les sites de réseaux sociaux. Sociologie*, 1 (1), 25-43.
- (2001). *L'Internet militant. Mouvement social et usage des réseaux télématiques*, Paris, Apogée.

Giard, Luce. (1990). « *Histoire d'une recherche* », Michel de Certeau. *L'invention du quotidien*, tome 1, Paris, Gallimard.

Faris, D. M. (2012). *La révolte en réseau : Le principe arabe et les médias sociaux. Politique étrangère*, 1,99-109.

Favier, C. et Mekhautar, J. (2005). *Les syndicats et la démocratie électronique : les mutations de l'espace public*, Jean Mouchon ,1ere éd. Paris, Editions des Rieux, P.125-163.

Ferrary, M. (2010). *Dynamique des réseaux sociaux et stratégies d'encastrement social. Revue d'Economie industrielle*, 129-130, [https:// rei. Revues.org/4153](https://rei.Revues.org/4153).

Fillieule O. Mayer N. (dir). « *Devenirs militants* », Paris, Revue française de science politique, no51.

Flichy, P. (2001). *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte.

Fluckiger, C. (2010). *Blogs et réseaux sociaux, outils de la construction identitaire adolescente ? Diversité*, 162, P.38-43

Haegle, F. (2009). « *La démocratie et ses fonctionnements* », Paris, les Cahiers français, no3.

Hugues, C. (2002). « *Pourquoi Internet ne démocratisera pas la Chine ?* », Paris, Critique internationale, no15.

Jendoubi, S. 2020. *Les réseaux sociaux centrafricains à l'aube des élections : Symptôme avancé d'une crise politique à venir*, Paris, Ifri.

Joao Fernandes, sous-direction de Joseph Marie Zambo Belinga, Emmanuel Beché (2017). « *Jeunes et réseaux sociaux en Afrique et en Haïti* »

Kiyindou, A. (2009). (Dir). *Fractures mutations, fragmentations : de la diversité des cultures numériques*, Paris, Hermès- Lavoisier.

Kyrou, Ariel. (2011). *Révolution du Net. Ces anonymes qui changent le monde*, Paris, Edition Inculte, P.144, paru dans Questions de communication, 26/2014.

- Laferrière, T. (1999).** *Apprendre à organiser et à gérer la classe, communauté d'apprentissage assistée par l'ordinateur multimédia en réseau.* Revue des sciences de l'éducation, 253,571-591.
- Mercanti-Guérin, M. (2010).** *Facebook, un nouvel outil de campagne : Analyse des réseaux sociaux et marketing politique,* no242, p.17-28. Direction et Gestion « la Revue des sciences de Gestion » en ligne : <https://www.cairn.info/revue-des-sciences-de-gestion-2010-2-page-17.htm>.
- Monnoyer- Smith, L. (2011).** « *La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ?* », Paris, Participations, no1.
- Morozov, E. (2011).** *The Net delusion: The Dark side of Internet Freedom,* Public Affairs.
- Najar, S. (2013).** *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques.* Paris, Karthala.
- Neveu, C. (2003).** « *Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ?* », Participations, no1, p.186-209.
- Norris, P. (2003).** *Preaching to the converted? Pluralism, Participation and Party websites,* Paris, Partis politiques, no1.
- Oser. Hooghe, M., Marien, S. (2013).** « *Is online participation distinct from offline participation? A latent class analysis of participation types and their stratification* », Political Research Quarterly, no1.
- Pinte, J.P. (2010).** *Vers des réseaux sociaux d'apprentissage en éducation.* Les cahiers Dynamique, 2 (47), 82-86.
- Poncier, A. (2009).** *La gestion de l'image de l'entreprise à l'ère du web2.0.* Revue internationale d'intelligence économique, volume 1(1). 81-91. Consulté le 14 juin 2021
- Poupa, C. (1998).** *Démocratie directe et cyberdémocratie en Suisse, discussion paper de l'IDHEAP,* no12.
- Resnick, O., Margolis, M. (2000).** *Politics as usual. The cyberspace Révolution,* Paris, Sage.
- Roy, O. (2000).** « *La communauté virtuelle. L'Internet et la déterritorialisation de l'islam* », Paris, Réseaux, no99.
- Sami, Z., Fabien, L. (2012). (Dir).** *La communication électronique dans la « société de l'information » Quels usages ? Quelles pratiques ?* L e Heure : klog.
- Schaffauser, L.-M. (2008).** « *Constitution de réseaux et protection de la vie privée.* », Paris, Informations sociales. No 147, 2008/05, P.82-8
- Zeineb, Touati. (2012).** *La révolution tunisienne : Interactions entre militantisme de terrain et mobilisation des réseaux sociaux.* L'année du Maghreb, 9,121-141.

Actes de conférences et colloques

Proulx, S. (2001), cité par Millerand Florence et alii. *La culture technique dans l'appropriation cognitive des Tic. Une étude des usages du courrier électronique.* Acte du colloque international ICUST, Paris, P.408.

Articles de presse et journaux

Essoungou, A. M. (2020). *Les réseaux sociaux sauveurs de la démocratie ? Manipulation numérique en Afrique.* Le Monde diplomatique.

Houkpe, M. (2018, 14 novembre). *Les réseaux sociaux ne font pas les élections,* Jeune Afrique

Ngoulou, F. (2021). *Que représente le numérique en Centrafrique.* Consulté le 25 novembre 2021 sur l'adresse <https://oubanguimedias.com/2021/04/08/que-represente-le-numerique-en-centrafrique-en-2021>. Oubangui Média.

Soudou, F (2016). *Elections et réseaux sociaux : L'Afrique des trolls,* Jeune Afrique.

Dictionnaire

Akoun, A et Ansart, P. (1999). *Problème.* Dans le dictionnaire de sociologie, Paris, Le Robert/Seuil.

Alpe, Y. et al. (2005). *Problématique.* Dans le lexique de sociologie, Paris, Editions Dalloz.

Astien, E., Bensoussan, A., Escrig, B (2001). *Médium.* Dans le dictionnaire des techniques de l'information et de la communication, Edition La Découverte, Paris

Gualino, J. (2005). *Usage, Réappropriation.* Dans le dictionnaire pratique : information, Internet et NTIC, Gualino éditeur, EJA, Paris, P.466.

Lexique de la politique. (s.d). Crise politique. Dans le dictionnaire La Toupie

Stez, L. (dir) (1993) Dictionnaire critique de la communication. Coffret de vol.2.

6. Mémoires et thèses

6.1 Thèses

Heuchou Nana, M. (2017). *Les sites d'informations générales sur Internet. Stratégies, conceptions et pratiques des diasporas camerounaises en France, Belgique, Etats-Unis.* Thèse de doctorat. Université de Grenoble Alpes.

Granjon, F. (2000). *Néo-militantisme, critique sociale par projets et sociabilités digitales.* Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Paris, Université de Paris2, sous-direction de Josiane Jouet.

Gresende, B. (2007). *La communication politique partisane sur Internet : des pratiques et des stratégies nouvelles ?* Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Grenoble ; Université de Stendhal Grenoble3, sous-direction du Professeur Isabelle Pailliar.

Misse Misse (2003). *Pratiques de communication et changement social : recherche sur l'appropriation sociale du média Internet en Afrique sub-saharienne (Burkina Faso, Cameroun, côte d'ivoire, Sénégal)*. Mémoire d'habilitation à diriger la recherche en sciences de l'information et de la communication. Université de Grenoble.

Nna Ntimban, A. (2014). *Le journalisme du Hilton au Cameroun : Mécanismes, rationalités et enjeux politiques des acteurs*. Thèse de doctorat en sociologie, Université de Yaoundé 1.

Nga Ndong, V. (1999). *L'opinion camerounaise*. Thèse de doctorat en sociologie, Université de Paris 10.

Pabandji, M. (2021). *Les relations entre médias, journalistes et hommes politiques en Centrafrique, à l'ère de la militarisation du pouvoir*. Thèse de doctorat à l'Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ESSTIC) de Yaoundé. Université de Yaoundé 2.

Pesault, A. (2017). *Communication de crise en phase post-accidentelle nucléaire : organisation et partage des connaissances sur le web*.

6.2 Mémoires

Baty, J. (2017). *Impacts des réseaux sociaux et applications sociales sur la représentation d'un soi pluriel*, UP4 CELSA- Université Paris- Sorbonne –Paris4-Ecole des hautes études en sciences de l'information et de la communication.

Brahy, J. (2018). *Les communautés virtuelles de marque sur les réseaux sociaux : le cas des entreprises sociales. Analyse de contenus et en réception des publications Facebook d'une entreprise sociale*. Université catholique de Louvain, Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO) Ecole de communication (COMU)

Iyakbas, S. O. (2017). *Réseaux sociaux : impact sur la gouvernance électorale au Tchad*. Université de Paris- Sorbonne (Paris4). Ecole Normale d'Administration, Master professionnel 2^e année.

Lukeso, P. (2011). *L'appropriation du réseau social Facebook dans les communications interpersonnelles en milieux universitaires. Cas de l'Université de Kinshasa*. Master en sciences de l'informatique et télécommunication. L'Université de Kinshasa.

Ngounou, I. A. (2004). *La presse écrite camerounaise à l'épreuve de la convergence numérique : cas de Cameroun tribune et Mutations*. Mémoire du diplôme des sciences et techniques de l'information et de la communication (DSTIC), filière journalisme, ESSTIC, Soa Université de Yaoundé 2.

Prince, V. (2013). *La gestion de crise gouvernementale à l'ère de la diversité médiatique*

Cours universitaires

Renard, Damien. & Groetaers, Lionel. (2016,2017). Cours de web stratégies, Actions and Metries. Louvain-La-Neuve.

Wikipédia

L'Illectronisme. (2019,4 février). Dans Wikipédia. Consulté le 11 mars 2022 sur <https://fr.wikipedia.org/wiki/Illectronisme>.

Communauté virtuelle. (1993). Écrit par Howard Rheingold. Dans Wikipédia. Consulté le 12 décembre 2021 et 11 mars 2022 sur <fr.m.wikipedia.org>

4- Rapports

Département des Affaires économiques et sociales des Nations unies, 2020.

Digital Report (2020) sur République centrafricaine

Rapport de l'équipe de Monitoring des médias de l'observation des médias centrafricains

Plan national pour la prévention de l'incitation à la haine et à la violence, 2015

La couverture médiatique des procédures judiciaires. Guide à l'intention des journalistes

Répertoire des médias et de la communication en Centrafrique

Internet Wordl Stats, Africa (2020). Consulté le 10 octobre2020 sur www.internetwordlstats.com

Karim Bernard Dende (2018, mai). Internews Network : Les contenus médiatiques dans la crise centrafricaine : état des lieux et pistes par des interventions relatives à la paix et l'amélioration de la gouvernance.

Kemp. S. (2020). Report digital, Central African Republic.

5- Webographie

- **Bathelot, Bertrand. (2015).** Définition : communauté virtuelle. Consulté le 22 juin2021sur

Cavazza, Fred. (2009). Une définition des médias sociaux. Consulté le 02 octobre 2021 sur <https://fredcavazza.net/2009/06/29/une-definition-des-medias-sociaux/>.

Cavaye-Yeguie, D. (2016,14 novembre). Les réseaux sociaux sont devenus au Cameroun de véritables fléaux sociaux. Consulté le <http://www.ticmag.net/cavaye-djibril-les-reseaux-sociaux-sont-devenus-au-cameroun-de-veritables-fléaux-sociaux/> #. WITHBvhDIV.

Cameroun-info.net (s.d). Cameroun : crise anglophone. Voici la preuve que le gouvernement à ordonner la coupure d'Internet. Consulté le 17 juillet 2020 sur <http://www.cameroun-info.net/article/cameroun-crise-anglophone-voici-la-preuve-que-le-gouvernement-à-ordonne-la-coupure-dinternet-279891.html>

Coeffé, T. (2004). Etude : comment les gens utilisent Facebook. Consulté le 2 mars 2020 sur [https://www.blogdumoderateur.com/etude-peur-facebok-février 2021](https://www.blogdumoderateur.com/etude-peur-facebok-février-2021).

Le Parisien (2017,23 février). Actualité : culture : la crise anglophone : coupure internet sans précédent en Afrique. Consulté le 17 juillet 2020 sur [http://www.leparisien .fr/flash-actualité-culture/cameroun-crise-anglophone-coupure-internet-sans-precedent-en-Af-23-02-2017-6705594.php](http://www.leparisien.fr/flash-actualite-culture/cameroun-crise-anglophone-coupure-internet-sans-precedent-en-Af-23-02-2017-6705594.php).

Tchiroma, B. (s. d). Déclaration du ministre des postes et télécommunications du Cameroun. Dans le cadre de la campagne de sensibilisation à l'utilisation responsable des réseaux sociaux. Consulté le 17 juillet 2020 sur [http://www.min postel.gov.cm/index. Php ?option =com-content&view=article id3=590% 3 A declaration –du-ministre-des-postes-et-telecommunication-dans-le-cadre-de-la-campagne-de-sensibilisation-a-lutilisation-responsable-des-reseaux-sociaux&catid=49% A actualités & Item id=27&lang=wfr](http://www.min-postel.gov.cm/index.Php?option=com-content&view=article&id=590%3A%20A%20declaration%20du%20ministre%20des%20postes%20et%20telecommunication%20dans%20le%20cadre%20de%20la%20campagne%20de%20sensibilisation%20a%20l'utilisation%20responsable%20des%20reseaux%20sociaux&catid=49%3A%20Actualités%20&Itemid=27&lang=wfr).

Http : [www.la vie de l'idées.fr/vertus-democratiques-de-l-Internet.html](http://www.la-vie-de-l-idees.fr/vertus-democratiques-de-l-Internet.html).

[https://www.facebook.com/pg/centrafica News Tv](https://www.facebook.com/pg/centraficaNewsTv).

[www.facebook.com/PresidenceDeLa Centrafrique/](https://www.facebook.com/PresidenceDeLaCentrafrique/)

www.facebook.com/Pr%C3%A9sidence-RCA-502043176327.

www.facebook.com/primaturercaofficiel/

Removing coordinated Inauthentic Behavior from France and Russian, Facebook, 15 décembre 2020. Consulté le 20 novembre 2021 sur <https://about.fb.com>

ANNEXES

Thème : Appropriation stratégique des réseaux sociaux numériques comme medium de la communication de la crise politique en Centrafrique.

Etudiant : YAPELE MAX RUFIN

Entretien semi-direct

Guide d'entretien

Bonjour monsieur/ Madame, je suis Yapele Max Rufin étudiant en sociologie l'Université de Yaoundé1. Nous menons une étude qui vise à comprendre et expliquer en quoi les réseaux sociaux numériques devenus un outil de la communication de la crise politique qui traverse la RCA de 2020. Vos informations seront utiles pour nous et la communauté. Soyez libres d'y participer et vous avez la possibilité de ne plus continuer quand vous souhaitez. Vos informations seront confidentielles et vont n'être utilisées rien que pour le but indiqué.

Lieu d'entretien :

Date :

Heure de début :

Heure de fin :

Nom / informateur (trice) :

Nationalité :

Religion :

1/ Connaissance des réseaux sociaux numériques.

A/ connaissez-vous les réseaux sociaux numériques

Que savez-vous des réseaux sociaux numériques

.....

B/ Quel rôle joue les réseaux sociaux numériques pendant la crise politique

.....

C/ Quel type des plateformes numériques que vous utilisez

.....

D/ Pourquoi utilisez-vous ? Et si non pourquoi

.....
.....
.....

E/ Les réseaux sociaux numériques sont –ils un outil de prise de conscience des citoyens centrafricains ?.....

.....
.....

2/ les internautes de ces plateformes numériques.

A/ De quelles identités sont les internautes ?.....

.....
.....

B/ Que font – ils ?.....

.....
.....
.....

D/ Que disent –ils les internautes sur des plateformes numériques ?.....

.....
.....
.....

E/ Quelles stratégies mises en œuvre par les internautes pour communiquer ?.....

.....
.....
.....

F/Que retenez-vous de leurs communications numériques ?.....

.....

.....
.....
3/Enjeux de l'utilisation de ces réseaux sociaux numériques pendant la crise politique.

A/ quels sont les enjeux de l'usage des réseaux sociaux numériques ?.....
.....
.....

B/Que retiennent des enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'usage des réseaux sociaux ?.....
.....
.....

4/ Rapport entre les usages des réseaux sociaux numériques et la crise politique.

A/ Quelle relation dessine –t-elle entre l'utilisation de ces plateformes numériques et la crise politique ?.....
.....
.....

5/ Vos suggestions.

A/ Que proposerez-vous concrètement l'utilisation des réseaux sociaux numériques ?.....
.....
.....

B/ Comment faire pour encadrer ces nouveaux outils de communications politiques en Centrafrique ?.....
.....
.....

Je vous remercie infiniment pour votre disponibilité et vos opinions sur notre thème.

QUESTIONNAIRE

A/ Que savez-vous des réseaux sociaux ?

Les réseaux sociaux sont un moyen de :

- Communication
- Information et formation
- Divertissement
- Veille de l'information ou prise de conscience

B/ Perception d'usage des réseaux sociaux numériques.

2/ Sur quels réseaux détenez –vous un compte ?

- Facebook
- WhatsApp
- Messenger
- You tube
- LinkedIn
- Autres

3/ Quels réseaux utilisez-vous le plus ?

- Facebook
- WhatsApp
- Twitter
- Messenger
- You tube
- LinkedIn
- Autres

3/ Dans quels buts utilisez-vous les réseaux sociaux numériques ?

- Recherche d'information
- Recherche d'amitiés
- Prise de conscience
- Divertissement
- Engagement citoyen
- Mobilisation citoyenne.

4/ Que disent les internautes ?

- Les faits politiques
- Les faits sécuritaires

- Les questions sociales et économiques
- Divertissement
- Les faits sportifs
- Autres (religieux ; culturel).

C/ Perception du rôle des réseaux sociaux dans la prise de conscience citoyenne.

6/Les réseaux sociaux sont-ils importants dans la prise de conscience citoyenne ?

- Tout à fait d'accord
- D'accord
- Ni d'accord, ni en désaccord
- Pas du tout
- Pas du tout d'accord.

D/ Perception du rôle des réseaux sociaux dans le changement de comportement politique.

7/Les réseaux sociaux peuvent –ils contribuer l'éveil des consciences ?

- Tout à fait d'accord
- D'accord
- Ni d'accord, ni en désaccord
- Pas du tout d'accord.

E/ Quels enjeux découlent –ils de ces usages ?

- Politique
- Economiques et sociaux
- Géopolitiques
- Géostratégiques
- Autre à préciser

F/ Durée moyenne de connexion quotidienne par internautes.

8/Combien de temps passez-vous sur les réseaux sociaux par jour ?

- De moins d'une heure
- Entre 1h et 3h.
- Entre 3h et 5h.
- Plus 5 heures.

NOMS ET PRENOMS DES ENQUETES	FONCTIONS
Yonso Bertrand	Chef de service à l'informatique ARCEP
Jean saint-clair Maka Gbossokoto	Journaliste, expert des médias médias
Ngbaleo Grace	Journaliste, expert des réseaux sociaux
Ngassan Ben Wilson	Journaliste, expert des réseaux sociaux
Gouandjika Fidèle	Conseiller du président, fondateur de Facebook live Sita Ngola
Ndota Eliezer	Politologue
Dansou Habib	Étudiant
Koyatro Cherubin	Etudiant
Kondangba Ordy	Etudiant
Bellanguenedy Benedicte	Etudiant
Mongango Gypsie	Etudiante
Djamany Mary Hubert	Cadre
Doumia Benoit	Ingénieur génie civile et enseignant-chercheur
Tychique Nzouketia	Ingénieur électronique et homme politique
Dazourou Dieubeni Steve	Cadre de l'Arcep
Bonang Augustin	Enam
Yeba Erica Rafaëlla	Enam
Youmbolo Dieudonné	Directeur Général de Socatel
Yotigama Jean Pierre	Enseignant chercheur

Landoung Rocka Rollin	Conseiller en communication de la mairie de Bangui
Ngoulou Fridolin	Expert
Songuel Blandin	Directeur technique de HCC
Gredibert- Bida Inès	HCC
Yogo Valéry	Chef de service de communication à la gendarmerie nationale
Nganazoui	Chef de service de communication du ministère de Défense
Yongoro Léon Josaphat	Etudiant
Kongbo Grace	Entrepreneuse
Heremi Loïc	Taximan
Doui Jean Marie	Taximan
Lembene Landry Fidèle	Pasteur
Mbaikassi Tonzeratou Serge	Blogueur et influenceur des réseaux sociaux
Ngomanga Luc	Chargé de mission au ministère des eaux et forêts
Goniwo Dieudonné	Pasteur
Abdoulaye Bouba	Conducteur de Taxi
Kpefio Samuel	Cadre de L'ONI
Ouamanga Bertine	Cheffe de service de l'ONI
Voyemawa Arielle	Commerçante
Fouf-Kaga Grebaye	Journaliste
Donatien Dimanche	Curé
Kabala Wilson	Commerçant

Wiguele Martin	Homme politique
Yamsi- Wa Franklin	Professeur et influenceur Facebook
NGATOUA Alain	Entrepreneur
KETEGAZA Christian	Commerçant
SEREFIO Joseph Marie	Chef de secteur scolaire
NDOMALE Stanislas	Homme politique
TOTAL	50

TABLES DES MATIERES

SOMMAIRE	i
DEDICACE	ii
REMERCIEMENT	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iv
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DE GRAPHIQUES	vii
LISTE DE PHOTOGRAPHIES	viii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE CHOIX DU SUJET	5
1.1 Le contexte de surabondance d'information.....	5
1.2 La montée de mutations sociales	6
1.3 L'intégration de l'usage des RSN dans la sphère politique	6
I.2 Pertinence du sujet	8
I.3 Objet d'étude	10
II - PROBLÈME DE RECHERCHE	11
III - PROBLÉMATIQUE	12
IV - QUESTIONS DE RECHERCHE	15
4. 1 Question principale.....	15
4.2 Questions secondaires	15
V - HYPOTHÈSES DE RECHERCHE	16
5.1 Hypothèse principale	16
5.2 Hypothèses secondaires	16
VI - OBJECTIFS DE LA RECHERCHE	16
6.1 Objectif général.....	16
6.2 Objectifs spécifiques	16
VII - MÉTHODOLOGIE	16
7.1 Champ théorique	17
7.1.1 La théorie des réseaux sociaux numériques : perspective de Michel Briand.....	17
7.1.2 La théorie de la force des liens faibles de Mark Granovetter.	18
7.1.3 La théorie du conflit	18
7.2 Instruments de collecte des données	19

7.2.1 Observation ethnographique en ligne	20
7.2.2 La recherche documentaire	20
7.3 Entretien semi-directif	20
7.4 L'analyse de contenu	21
7.5 Population d'étude.....	21
7.6 Questionnaire	22
VII- CLARIFICATION NOTIONNELLE	23
IX- ARTICULATION DU MÉMOIRE.....	24
PREMIERE PARTIE : ÉMERGENCE ET PANORAMA DES COMMUNAUTÉS VIRTUELLES EN CENTRAFRIQUE	25
1.1 - Origine et l'évolution de l'Internet puis les réseaux sociaux numérique	27
1.1.1-Internet.....	27
1.1.2- Définition des réseaux sociaux numériques	28
1.1.3- Différence entre réseaux sociaux numériques et médias sociaux	29
1.1.4- Brève historique et évolution du digital en République centrafricaine.....	30
1.2-Types des réseaux sociaux numériques utilisés	32
1.3. Communauté virtuelle centrafricaine.....	35
CHAPITRE II - RESEAUX SOCIAUX COMME SUPPORT DE LA COMMUNICATION DE LA CRISE MILITARO-POLITIQUE (CRISE POLITIQUE)	41
2.2.1- Réseaux sociaux : canaux d'information et de partage des informations.....	42
2.2.2- Réseaux sociaux : forme de nouvelles grammaires de résistance	46
2.2.4 - Réseaux sociaux, outil de purgatoire de la vie politique.....	54
2.3 - Usage des réseaux sociaux par les acteurs politiques.....	57
2.3.1- Communication par le Président de la République	57
2.3.2- Communication de premier Ministre	60
2.3.3- Communication des Oppositions Politiques	61
2.3.5- Usage des réseaux sociaux par la société civile centrafricaine	67
2.3.5- Usage des réseaux sociaux par les religieux	68
CHAPITRE III : QUI SONT LES INTERNAUTES ?	72
3.1. Type des internautes et leurs caractéristiques distinctes	72
3.1.1- Internautes politiques engagés (militants)	72
3.1.2- Hommes de médias (journalistes, para journalistes)	74
3.1.3-Internautes ordinaires ou citoyens ordinaires	75

3.1.4 - Donneurs de leçon ou sonneurs d'alarme	76
3.1.5 - Internautes qualifiés de scientifiques.....	78
3.2-TECHNIQUE DE PERSUASION DES INTERNAUTES	82
3.2.1- Personnalisation	82
3.2.2- Théâtralisation.....	83
3.2.3- Rhétorique.....	83
3.2.4- Technicisation des événements.....	84
3.3. QUELQUES TACTIQUES MISES EN ŒUVRE PAR LES INTERNAUTES ...	84
3.3.1- Fake news	84
3.3.2- Rumeur ou Buzz	84
3.3.3- Ré-information ou ré-infosphère	85
3.3.4- Intox.....	85
3.3.5- Hoax.....	86
CHAPITRE IV : ENJEUX DE L'USAGE DES RESEAUX SOCIAUX NUMERIQUES	
LORS DE LA CRISE POLITIQUE	87
4.1. ENJEUX GEOPOLITIQUES	87
Comprendre le cyberspace centrafricain	87
Caractéristique du cyberspace centrafricain	87
4.2- ENJEUX GEOSTRATEGIQUES ET SECURITAIRES	89
4.3. RÔLE DES RESEAUX SOCIAUX LORS DE LA CRISE POLITICO-	
MILITAIRE.....	91
4.3.1- Importance des réseaux sociaux.....	92
4.3.2 Impact des réseaux sociaux dans la crise politique	92
CONCLUSION GÉNÉRALE	98
BIBLIOGRAPHIE.....	104
ANNEXES.....	119
TABLES DES MATIERES	128